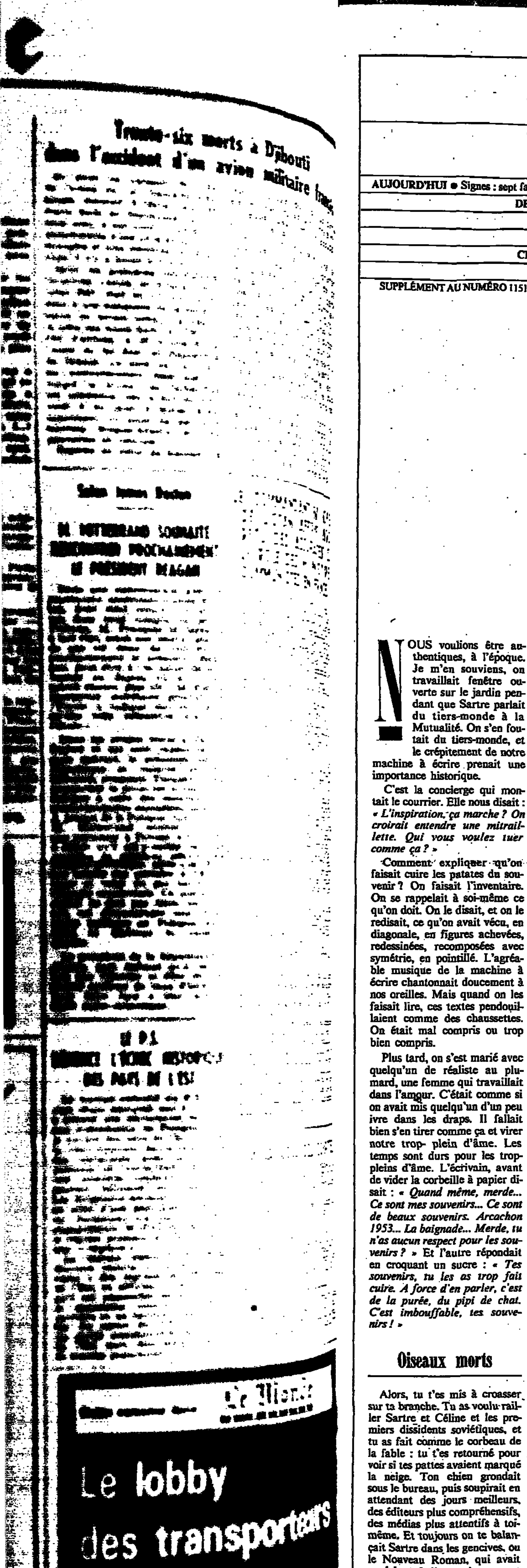


Trente-six morts à Djibouti dans l'accident d'un avion militaire fr...

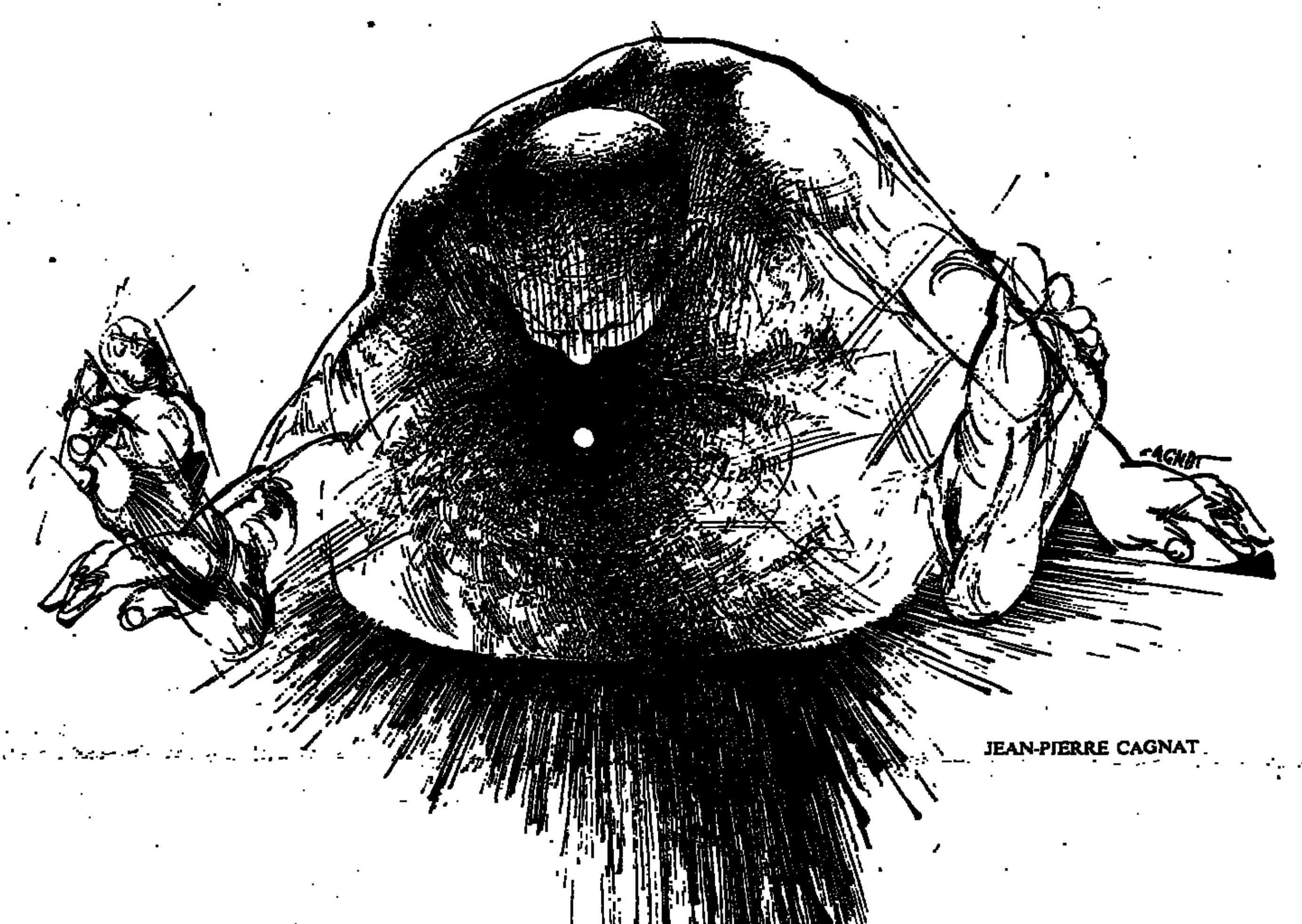
Le lobby des transporteurs routiers

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11517 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

DIMANCHE 7 FÉVRIER 1982

Le Monde

DIMANCHE



JEAN-PIERRE CAGNAT

Les confessions d'un enfant gâté

Ayant tourné le dos aux engagements de l'après-guerre et aux recherches formelles du Nouveau Roman des années 50 et 60, les écrivains français de trente à quarante ans semblent avoir trouvé un nouveau sujet d'extase : eux-mêmes. *« Des enfants gâtés ! »*, disait d'eux Bertrand Poirot-Delpech dans son bilan littéraire de 1981. Jacques-Pierre Amette, né en 1943, auteur de *Jeunesse dans une ville normande*, qui tient de l'autobiographie imaginaire, évoque l'itinéraire de cette génération. Un plaidoyer qui est aussi une autocritique.

JACQUES-PIERRE AMETTE

NOUS voulions être authentiques, à l'époque. Je m'en souviens, on travaillait fenêtre ouverte sur le jardin pendant que Sartre parlait du tiers-monde à la Mutualité. On s'en foutait du tiers-monde, et le crépitement de notre machine à écrire prenait une importance historique.

C'est la concierge qui montait le courrier. Elle nous disait : *« L'inspiration, ça marche ? On croirait entendre une mitraillette. Qui vous voulez tuer comme ça ? »*

Comment expliquer qu'on faisait cuire les patates du souvenir ? On faisait l'inventaire. On se rappelait à soi-même ce qu'on doit. On le disait, et on le redisait, ce qu'on avait vécu, en diagonale, en figures achevées, redessinées, recomposées avec symétrie, en pointillé. L'agréable musique de la machine à écrire chantonnait doucement à nos oreilles. Mais quand on les faisait lire, ces textes pendouillaient comme des chaussettes. On était mal compris ou trop bien compris.

Plus tard, on s'est marié avec quelqu'un de réaliste au plumard, une femme qui travaillait dans l'amour. C'était comme si on avait mis quelqu'un d'un peu ivre dans les draps. Il fallait bien s'en tirer comme ça et virer notre trop- plein d'âme. Les temps sont durs pour les trop-pleins d'âme. L'écrivain, avant de vider la corbeille à papier disait : *« Quand même, merde... Ce sont mes souvenirs... Ce sont de beaux souvenirs. Arcachon 1953... La baignade... Merde, tu n'as aucun respect pour les souvenirs ? »* Et l'autre répondait en croquant un sucre : *« Tes souvenirs, tu les as trop fait cuire. A force d'en parler, c'est de la purée, du pipi de chat. C'est imbouffable, tes souvenirs ! »*

Oiseaux morts

Alors, tu t'es mis à croasser sur ta branche. Tu as voulu railler Sartre et Céline et les premiers dissidents soviétiques, et tu as fait comme le corbeau de la fable : tu t'es retourné pour voir si tes pattes avaient marqué la neige. Ton chien grondait sous le bureau, puis soupirait en attendant des jours meilleurs, des éditeurs plus compréhensifs, des médias plus attentifs à toi-même. Et toujours on te balançait Sartre dans les gencives, ou le Nouveau Roman, qui avait posé la cafetière et la tasse et qui attendait que quelqu'un vienne boire. Mais personne ne venait, sauf toi. Tu aurais voulu ouvrir une grande gueule pour happer l'air du temps.

L'importance historique du moment était colossale. On parlait encore des camps de concentration, on murait les fenêtres de Berlin avec des moellons, l'Allemagne battait du tambour dans sa littérature et ça sonnait la tôle. Alors, tu t'es ratatiné vers le moi-je. Ni ingénieux, ni éternel, ni original, ni subversif. Tu es resté toi-même, avec tes railleries de corneille et tu sautillais sur la moquette littéraire.

Tu aurais voulu surchauffer le ton, faire passer le courant électrique du drame dans tes histoires, mais tout se dissipait comme une nuée de moineaux, et, chaque fois, il fallait que sur le parquet de ta chambre tu ramasses les oiseaux morts de tes intentions.

Le temps des sentences et des poses était passé. Et puis ce tas d'écrivains en imper mastic qui signaient les pétitions pour le Vietnam ou pour le Chili, ça te faisait marrer. Ça n'empêchait personne de prendre le soleil aux terrasses des cafés. C'était comme si tout le monde s'en foutait. La nature est épaisse et rude. Elle est aussi un peu sourde. Tu avais beau t'asseoir sur le bord du trottoir et regarder les nuages, tu ne voyais rien venir. Tu ne sentais rien monter que ces merveilleux nuages qui se dissipaient, brumeux, au-dessus de Paris. L'été, tu prenais un chemin de branches mortes ou tu suivais un mur de ferme, et tu pensais à tes amis dispersés dans la France contemporaine comme s'ils étaient déjà morts. Ensevelis dans quelque chose de clair et de lumineux, présence éphémère des vacances, comme si, dans la poudre du bonheur, ta génération s'était noyée. Comme si, tes amis s'étaient évaporés dans l'air du temps.

Le ricanement était notre morale. Il fallait être marginal et pur : aujourd'hui, nous sommes décevants et déçus. Nous sommes comme ces vieux révolutionnaires qui croyaient l'insurrection pour demain après un bon cognac. Nous, nous glissions dans le confort d'une idéologie de l'absolu, comme ces types qui ne se marient jamais parce qu'il n'y a pas de femme assez bien. Nous avons vu passer les événements comme des trains. Les aînés tout couverts de poussière des wagons socialistes. Les autres accrochés à un sentiment de révolte de plus en plus improbable. Et puis il y avait tout ceux qui, à la radio, clamaient à tout vent qu'ils voulaient créer un monde. Conflit intérieur. Combats de la grâce et de la pauvreté. Ils ont tout jeté, parfois, pour un chèque barré de bleu.

On avait trop entendu les mots victoire, engagement, prolétariat, révolution, ordre établi. Nous, nous errions dans une galerie marchande pleine de casseroles et de cuivres. Les rues devenaient des défilés de vitrines. Et nous aurions simplement voulu acheter un litre de lait, de ce lait qu'on verse dans une timbale quand on revient de l'école. Comment nous dorloter ? Comment nous consoler, nous qui avons horreur des coups ? Nous qui rêvons d'abandonner nos semblables pour nos petits papiers.

La neige

Aujourd'hui, la neige n'a pas fondu. Elle reste dans le grillage sous la fenêtre de la cuisine. Les enfants sont à l'école et apprennent l'Histoire de France. Le moteur d'une voiture tourne au ralenti, et les voilages ne bougent pas dans l'immeuble en face. C'est cela une journée, une simple journée. On ouvre le journal et il est plein de menace. Il y a des jours où il y a même panique.

On ne dit rien à table, on s'efface dans les passe-moi-le-pain, et puis nous suçotons un cigare, et nous lisons dans *Libé* que Walesa, au cours de son dernier discours, a dit : jusqu'à présent, nous n'avons eu affaire qu'à de petits problèmes.

Petits problèmes, dit-il. Et il ajoute : aujourd'hui nous sommes arrivés à des affaires politiques. Alors, toutes nos sottises, nos évasions, nos équivoques conduites remontent à la surface. On se sent accusé et lâche. Ça nous bourdonne aux oreilles. Quelque chose nous dit : *« Fais-le, mais fais-le vite. »*

Et puis nous revoyons ces années douceâtres et aigres, si provinciales, si françaises, ces années 50. Nous sommes dans les eaux indécises entre la guerre d'Indochine qui se termine et la guerre d'Algérie qui commence. Dans nos provinces, dans ces rues couleur bocaux de pharmacie, le soir s'allume. Et chaque matin, les brumes, ce jaune doré des feuilles qui tombent le long des promenades et des jardins. Quelqu'un tousse, un seau tape une fois contre un mur et son silence auréole tout un quartier. N'oublions pas ces treize années d'hivers froids, de cours de ferme gelées, cette photo du fils de ferme dans les Aurès. Et nous sommes là, dorlotés par les chansons idiotes de la T.S.F. au beau milieu de l'après-midi.

Les journaux de Paris viennent de la gare, encore ficelés dans les Maisons de la presse. Dans les rues, les nouvelles voitures, les bus, les panneaux publicitaires géants, les parkings autour des vieilles églises, les rabais monstres du samedi, et cette odeur de vérité difficile à saisir, cette marche des événements difficile à comprendre, comme si, par une porte entrouverte et refermée, on comprenait qu'il y a un peu de honte, quelque chose à sauver.

Que faisons-nous après la mort de Brecht ? Nous faisons rouler des pommes dans le dortoir, nous rapportons des camemberts en contrebande sous les blousons et, en cachette, sous les draps, nous imitons les saccades de l'amour.

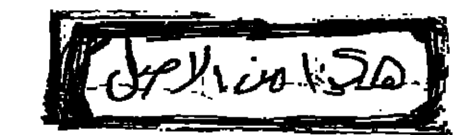
Une certaine rancœur est née ces années-là, une méfiance, un soupçon : quelque chose de pas net tenait les adultes. Comme si tout était immuable du lundi au samedi, avec parfois une conférence de presse du général de Gaulle. Sentiments grandiloquents, sommations des intellectuels : quelque chose de pourrissant. Devant ces éditos, ces appels, ces moralistes de fer, on ne pouvait pas bien comprendre. On osait à peine demander deux bières devant tous ces intellectuels qui se payaient de mots.

On avait un peu honte d'être des adolescents et de n'avoir rien fait de mal.

De ce temps nous nous sommes mis à aimer le rien, l'inutile, l'au-delà, l'exotique, le rétro. Nous marchions d'un lit sur l'autre pour regarder les nuits froides au carreau, les arbres fruitiers enrobés de linge, la lune et les ruelles du quartier.

Nous nous sommes mis à vadrouiller derrière les hangars, vous savez ces coins pleins d'orties, ces voitures à l'abandon avec des herbes qui sortent des portières, ces vaches qui ruminent au soleil, fainéantes et humides, pleines de mouches, le poil rêche.

(Lire la suite page XII.)



COURRIER

Surle, soule, choule...

Jean-Michel Mehl, dans son article « La Soule ou le jeu de la guerre » paru dans le *Monde Dimanche* du 24 janvier, décrit longuement la soule, ce jeu populaire médiéval, ancêtre des sports collectifs modernes. Il précise que ce jeu, largement pratiqué jusqu'en 1789, s'éteignit doucement par la suite. IL ajoute que certaines organisations de jeunesse le pratiquent encore mais sans référence à un moment précis de l'année...

Il y a pourtant dans le petit village ardéchois de Charmes-sur-Rhône, bâti entre le fleuve et les derniers contreforts du Vivarais, une fête qui a lieu le premier dimanche de Carême... et cette fête, c'est la surle. Surle, soule, choule..., la ressemblance ne s'arrête pas à la consonance : l'attrait majeur de cette fête ardéchoise est précisément le jeu de la surle. Il se joue dans un grand pré, en rase campagne, avec des ballons en cuir bourrés de son (1). Bien évidemment, ces ballons s'appellent des « surles » ! Le maire de la commune annonce le début du jeu en criant : « *Surle !* » c'est-à-dire : sur leu = prenez le leu (ballon).

La surle de Charmes, comme les soules d'Artois et de Bretagne, du Poitou et d'Auvergne, rassemble la jeunesse du pays. La semaine qui précède la fête, les jeunes du village vont inviter les nouveaux mariés (lou novis) de l'année à venir à la fête (sur le pré, il y a autant de ballons que de mariés).

Certes, le jeu n'est pas aussi brutal que les soules d'antan, mais les mariés qui se lancent la « surle » pour aller la faire « tremper » dans l'eau de la rivière (pour gagner des points) ont fort à faire pour lutter contre les jeunes du village et des environs. Tout l'après-midi, les surleurs « décanent » (courent) dans le pré avec vigueur, se « plaquent » avec adresse (il est vrai qu'on est ici à quelques kilomètres seulement de La Voulte-sur-Rhône, bourgade au moins connue pour ses célèbres joueurs de rugby)... Terribles parties, donc ! Heureusement, il y a la musique (l'air de la surle) joué par la fanfare locale et le bon petit vin des coteaux... Le lundi, le jeu de la surle se poursuit avec la participation des « cornards » à qui le jeu de la surle donne l'occasion de se venger des malheurs conjugaux. Et bien d'autres manifestations sont proposées au cours de cette fête de la surle...

Réfléchir sur le devenir du jeu à partir d'un exemple (bien) vivant, pourquoi pas ? Alors, rendez-vous à la surle de Charmes : 28 février 1982, dimanche du Carême !

ANDRÉ REBOULLET,
JACQUES VERDOL
(Ardéchois de Paris).

(1) Cf. un document sur « le pittoresque jeu de la surle », archives de la mairie de Charmes, 07800 La Voulte-sur-Rhône.

Merlin et les écolos

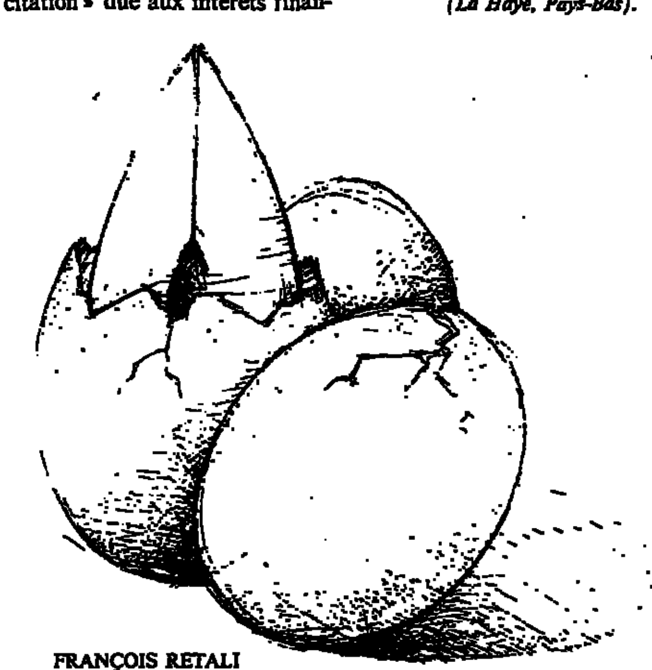
A propos de « La belle histoire de Merlin S.A. » (*le Monde Dimanche*, 17 janvier 1982) :

Que d'agressivité et d'incompréhension quand les écolos — affolés par les dégradations croissantes causées au littoral et à la montagne par les deux grandes migrations saisonnières et européennes — essaient de susciter, non une condamnation, mais la grande interrogation : est-ce nécessaire ?

Oui ! Tout le monde a le *droit* et il n'est pas question d'interdire, mais dans la bouche de l'interlocuteur cela se traduit presque toujours par « J'ai le droit ! » En oubliant que le Suédois a aussi le droit, l'été, à un petit coin de Méditerranée ou que le Hollandais, privé de montagne, a aussi le droit à un petit coin de champ de neige ! Et je laisse volontairement de côté le droit-au-charter dans des pays économiquement pauvres mais riches de soleil et d'eau bleue.

Il n'est pas question de culpabiliser qui que ce soit, mais de faire prendre conscience à chacun que l'erreur — même si elle est loi quand elle est majoritaire — reste une erreur dont on commence à apercevoir les conséquences ; et il est grand temps d'y réfléchir.

Un simple exemple parmi tant d'autres : quelle est la part d'« incitation » due aux intérêts financiers (Merlin S.A. ?) dans un simple but de profit ?



FRANÇOIS RETALI

Quand j'entends à la radio nationale ce type de dialogue :

« *Allô ! Combien font deux et deux ?*

— *Euh ! Quatre.*

— *Bravo ! Vous avez gagné une semaine aux sports d'hiver tous frais payés* », je ne peux m'empêcher de penser que chacun a le *droit* de boire de l'alcool, mais qu'il est interdit d'en susciter la consommation sur les ondes, ceci accompagné d'une campagne d'explication sur les dangers de surconsommation d'alcool.

J'ai personnellement le temps et les moyens de pratiquer les sports d'hiver. Ne l'ayant jamais fait, je me refuse à commencer pour que ceux qui y ont pris goût et souffriraient de s'en passer puissent continuer. Je ne leur demandé pas de remerciements, car je ne me sens pas privé ; je leur demande simplement de comprendre cette attitude pour pouvoir l'appliquer eux-mêmes en d'autres circonstances.

Je terminerai sur cette évidence qui a tant de mal à s'imposer : si le quotidien est dur à vivre, occupons-nous à changer le quotidien au lieu de consentir à ne vivre (vraiment ?) que quatre à cinq semaines par an loin de son foyer.

Etre « écolo » va quand même un peu plus loin que protéger sa résidence secondaire d'un voisin congé-payé !

ELIANE
et CHRISTIAN DAILLOUX
(La Haye, Pays-Bas).

PARTI PRIS

B.C.-B.G.

« B.C.-B.G. : bon chic, bon genre. » *L'expression n'est pas toute neuve. Mais elle est de plus en plus fréquemment utilisée. On l'employait avec un petit côté sarcastique, hier, dans les années sur lesquelles pesaient encore mai 68, ses jeans et ses cheveux longs. Temps révolu. Le septennat de M. Giscard d'Estaing était, à l'image du président, très B.C.-B.G. Celui-ci, même s'il n'a pas les mêmes tailleurs ni ne vit généralement dans les mêmes quartiers, ne se veut point débraillé. Le B.C.-B.G. a cassé d'être « rétro ». Il est sans complexe la marque du jeune cadre, de la jeune fille à marier. Et la télévision, l'autre jour, nous a présenté un chef d'entreprise qui en fait une image de marque : il dirige une agence de vigiles...*

Réaction contre le laisser-aller, la décontraction, le « laxisme », comme disent ceux qui font les gros yeux aux enfants mal peignés ? Nostalgie d'une époque où les filles sortaient en jupes plissées, où les garçons n'oubliaient pas leurs gants ? Probablement. Le désir aussi d'une société policée, ordonnée, astiquée, sensible aux apparences extérieures, bourgeoise pour tout dire. Et, à ce titre, pourvue de hiérarchies. Discrètes, bien entendu. Car le « bon chic-bon genre » *n'a de sens que s'il n'est ni le chic ni le genre de tout un chacun. Où irions-nous si la France entière devenait B.C.-B.G. ?*

JEAN PLANCHAIS.

Dangereuse cocaïne

A la suite de la publication de l'article « La cocaïne, drogue de riche » (le Monde Dimanche, *24 janvier 1982), nous avons reçu du docteur René R. Held, psychiatre, président d'honneur de la Société française de psychosomatique, une lettre dont nous publions les principaux extraits :*

Il est faux, absolument faux, que la cocaïne soit un excitant (j'ajoute personnellement le mot « productif ») pour le travail ou l'activité sexuelle.

Bien au contraire, la cocaïne, qui est une drogue aussi dangereuse que l'héroïne, ne peut que déclencher dans le fonctionnement du cerveau, et dès le début, une agitation totalement stérile. Celui qui en prise s'imagine augmenter sa créativité et son dynamisme, mais en réalité, s'il est intelligent, il produit des choses manquant totalement de cohérence interne ou le plus souvent des gribouillages incompréhensibles et auxquels lui-même ne comprendra rien une fois « dégrisé » ; ou s'il ne l'est pas, il reste le petit débile qu'il était au départ, aucune drogue au monde ne donnant aux neurones d'un crétin la possibilité de fonctionner d'une manière qui ne soit pas celle d'un crétin.

J'ai vu dans ma longue carrière, il y a très longtemps, au décours de la guerre de 1914-1918, quand l'usage de priser la cocaïne était répandu, des désastres provoqués par les ravages accomplis dans l'organisme des priseurs par cet épouvantable poison : crises cardiaques, sensations de mort imminente, déclenchement de névroses traumatiques persistant quelquefois toute une vie ; altération rapide de la muqueuse nasale avec ou sans perforation irréversible de la cloison et surtout atteinte des nerfs crâniens et des nerfs périphériques amenant le malheureux intoxiqué à fabriquer un véritable délire de parasitose cutanée et, dévoré par un prurit féroce, montrer les téguments du corps entier couvert de stries sanglantes et de plaies sanieuses.

La créativité n'en est nullement influencée dans un sens favorable et citer à ce propos l'homme de génie que fut Jean-Paul Sartre, qui a eu tort de prendre trop de corydrane, mais dont les effets de ce dernier produit ne sauraient être comparés à ceux de la cocaïne (sauf erreur de ma part, c'est un mélange d'Aspirine et d'éphédrine), prononcer le nom de Sartre, dis-je, dans un article sur la cocaïne me paraît presque blasphématoire.

Ceux qui voudraient des renseignements supplémentaires au sujet de la cocaïne et de ses méfaits n'auront qu'à se référer au livre déjà ancien qui vient d'être réédité récemment chez Payot dans la « Petite Bibliothèque » bien connue et intitulé Phantastica, *du professeur Kurt Lewin, qui fait aujourd'hui encore autorité en la matière.*

Les morts par cocaïne ont été extrêmement nombreuses, précise enfin le docteur René R. Held.

Moutons ?

Bravo pour l'éducation à la paix ; c'est un bien, même si ses effets se font surtout sentir au niveau du groupe de copains ou de la famille, mieux encore si elle fait reculer le racisme et l'intolérance.

Mais les éducatrices convaincues de sa nécessité ont-elles aussi le souci de former des citoyens non violents *conscients* et non des moutons ? Gandhi et Luther King étaient des non-violents, mais pas des « dociles ». (Que penser des manifestants qui disent : « *Plutôt rouges que morts* » ?)

Est-ce qu'elles veulent préparer des adultes capables à la fois de vouloir la paix et de défendre les droits de l'homme et la liberté, ou des citoyens comme ceux qui acclamaient Daladier de retour de Munich en 1938 ?

Et si l'Europe de l'Ouest était un jour menacée par une idéologie totalitaire (celle qui asservit les Polonais ou une autre), auraient-ils la volonté et le courage civique nécessaires pour rester debout ? Dans certains pays d'Amérique du Sud, il n'y a pas de guerre, mais est-ce pour autant la paix ?

Je n'oublie pas qu'il s'agit surtout d'enfants de la maternelle. Essayer d'en faire des semeurs de paix, c'est déjà beaucoup ; mais je pense que, chez les plus grands, en primaire et après, il faut, tout en continuant dans cette voie, éduquer « aux droits de l'homme » : vivre, c'est merveilleux ; mais à n'importe quel prix ?

S. BUSSIENNE
(Lille).

Escalier

Les travaux n'ont pas duré plus de huit jours ; deux ouvriers, quelquefois trois, furent le plus discrets possibles, ne gênant en rien nos allées et venues, se mettant à l'écart pour nous laisser passer ; le matériel, presque silencieux, occupait à peine quelques parkings.

Entre la démolition et la reconstruction, le temps fut vraiment très bref.

Pendant cette période intermédiaire, toutes les fois où je me rendais au bureau de poste central, je félicitais intérieurement ceux qui avaient eu l'initiative de ces travaux.

Puisque je ne voyais pas pourquoi la démolition des marches de l'escalier qui mène à l'intérieur des bureaux était impérative (je n'avais remarqué aucune brèche, aucun éboulement, aucune faille, même légère, entre les pierres qui les formaient), il ne pouvait y avoir dans cette réfection qu'un sentiment généreux.

Et je pensais tout bêtement à l'implantation, dans cet escalier, d'une rampe d'accès en ciment doucement inclinée qui permettrait aux propriétaires de fauteuil roulant de se rendre facilement aux divers guichets de ce bureau de poste. Les trottoirs de cet immeuble sont larges et en parfait état, les parkings jouxtant ces trottoirs nombreux.

Bien sûr, cette rampe d'accès allait probablement nuire à l'esthétique de l'ensemble architectural ; c'est, je pense, cet argument qui l'a emporté.

Les travaux sont terminés, de superbes marches en pseudo-marbre (c'est peut-être du vrai, je ne suis pas spécialiste), en élégant arrondi, ont une belle teinte beige, elles sont lisses, sans aspérité aucune, leur entretien sera des plus faciles, elles s'avéreront être plus glissantes que les précédentes.

Voilà... C'est une histoire courte.

Les personnes temporairement ou définitivement immobilisées ne pourront apprécier les services rendus par ce bureau de poste, pas plus qu'elles ne peuvent apprécier les services des autres endroits publics, banques, cafés, etc. — quelques centres commerciaux échappent à la règle.

C'est quoi l'insertion des « handicapés » dans la cité... ?

CLAUDE FOURCADE
(Châlons-sur-Marne).

Têtes

Séance chez le coiffeur.
Côte à côte. Elle est brune, je suis blonde ;
Les coiffeuses s'affairent.
Tiraillements et pommade pour elle ;
Bigoudis et pommade pour moi.
Pose sous le casque...
Les coiffeuses s'affairent.
Cheveux lisses et bombés pour elle,
Frisés comme un mouton pour moi.
Coup d'œil amusé, complice, dans le miroir.
Elle est noire, je suis blanche...

CLAUDINE OVAERT
(La Madeleine).

Le débat sur le sexe des mers

« L'affaire » a commencé dans *le Monde Dimanche* du 9 août 1981 par trois cartes postales. André Meury, dans une enquête sur ce type de missives, signalait que le Syndicat national des éditeurs de cartes postales avait demandé au public de lui adresser les trois cartes qui lui plaisaient le plus.

Le coucher de soleil sur la mer a eu les préférences du plus grand nombre, et un spécialiste de la communication, M. Gérard Blanchard, en concluait : « *Le soleil a toujours été un symbole de type paternel. Comment ne pas voir dans ces rayons de soleil entrant dans la mer (la mère) la figuration de l'acte générateur ? C'est ce que les gens trouvaient de plus beau, de plus original, de plus écologique.* »

M. Louis Sala-Molins (Paris) (*le Monde Dimanche* du 30 août) remarque avec un humour sarcastique que si le soleil est du genre masculin et la mer du genre féminin, en français, il n'en va pas de même dans d'autres langues, dont l'allemand : « *Quand aux Allemands, qui voient tous les jours que Dieu fait* la *soleil s'enfoncer sous* un *mer dépourvu de tout attribut sexuel (parce qu'irrémédiablement aussi neutre que* le *mer des Latins), comment voulez-vous qu'après cela ils n'inventent pas plein d'impératifs catégoriques et de V 2 ? Sauf ceux qui vivent au bord du lac de Constance : pour eux* la *soleil s'engouffre tous les soirs dans* le *lac...* »

Sur quoi, M. L. Jégu (Authon-du-Perche) relève *(le Monde Dimanche du 1er novembre) :* « La « See » *est féminin pour les Allemands quand elle est grande (pas quand elle est salée) et* « le » *lac de Constance est* « la » *mer souabe.* « Das Meer » *est un neutre, mais que je n'ai guère vu utiliser par les Allemands.* »

La controverse est lancée. Les lettres affluent. M. Henri Willner (Lodève) apporte *(le Monde Dimanche*, 13 décembre) « *quelques rectificatifs et précisions* ». La dimension de la mer n'a aucun rapport avec le genre ou l'article ; les mers qui ne sont pas « intérieures » sont féminines ; les mers intérieures sont toujours neutres ; tout ce que nous désignons comme « lac » se traduit en allemand par « *See* » au masculin. C'était, en gros, sinon en détail, ce que nous écrivaient alors d'autres lecteurs.

Mais notre courrier n'en devient pas neutre pour autant. La bataille continue et nos correspondants ne se ménagent guère. L'un d'eux, M. François Gans (Gif-sur-Yvette) *(le Monde Dimanche*, 10 janvier) entend régler le problème, simple à son avis : « *Le mot* « *See* » *dans le sens de* « *lac* » *est masculin. Le mot* « *See* » *dans le sens de la* « *mer* » *est un autre mot : il est neutre. Exemple : la mer Caspienne est fermée : c'est quand même un neutre Kaspishes Meer. Point à la ligne, c'est tout.* » Ce point final était, disons-le, prématuré et (involontairement sans doute) provocateur. Neuf nouvelles lettres indignées ou amusées nous sont parvenues à ce jour.

Dans l'impossibilité de les publier toutes, notons seulement une remarque de M. Marcel Weil, ancien traducteur-juré expert d'anglais et d'allemand auprès du tribunal de grande instance de Mulhouse. Pour lui « See » dans le sens de « mer » est du genre féminin. Il ajoute, citant le *DBG Lexikon der deutscher Sprache*, édition 1969 : « *La séparation suivant le genre et la signification débute dans le haut-allemand, alors que le féminin dérive du bas-allemand.* »



Et proposons, grâce à M. Claude Lemeur (Chambéry), une conclusion :

Si le « sexe des mers » continue de passionner vos lecteurs (on l'espère...), peut-être le moment est-il venu de tenter de dépassionner ce débat, et même de le dérationaliser, quelque amertume qu'en puisse concevoir un esprit cartésien.

Votre correspondant M. Gans *(le Monde Dimanche* du 10 janvier 1982) est manifestement emporté par sa « fureur » quand il soutient que le mot allemand « *See* » serait, dans le sens de la « mer », du genre neutre (c'est sans doute féminin qu'il faut lire) et n'hésite pas à illustrer cette curieuse affirmation par un exemple qui fait appel au mot... « *Meer* » !

Il n'est pas davantage dans le vrai quand il assure que « *See* » (lac) et « *See* » (mer) seraient des mots différents : si les bons auteurs ignorent l'étymologie de ce vocable, on sait toutefois que l'article masculin a préexisté au féminin et que ce n'est que fort tard, en nouvel haut-allemand, qu'une différenciation selon le genre s'est affirmée. C'est toujours ça.

N'en déplaise, enfin, à votre correspondant M. Willner *(le Monde Dimanche* du 13 décembre 1981), la Baltique reste bien jusqu'à nouvel ordre une mer intérieure, et ces dernières ne sont donc pas toujours neutres : « *See* », féminin, donc, pour la Baltique, mais aussi « *See* », *masculin*, pour la *mer* d'Aral.

L'allemand distingue en fait si peu entre « See » et « Meer » que les encyclopédies les moins frivoles renvoient de l'un (e) à l'autre !

Qu'on m'explique enfin, si on le peut, pourquoi la mer du Nord est du féminin et son voisin immédiat, la partie européenne de l'océan glacial Arctique, du neutre ; pourquoi les mers de Java, de Timor ou de Tasmanie sont du féminin et celle de Corail du neutre ; pourquoi, des mers qui bordent le continent antarctique, trois sont du neutre et les trois autres du féminin — en alternance, pour tout arranger, etc.

Mon « explication », modeste, est que cette langue, comme bien d'autres, défie à l'évidence les règles strictes et les simplifications artificielles — ou vice-versa. Bon vent tout de même !



D. H. SEYLAN

Signes

Sept façons d'être heureux

par FRÉDÉRIC GAUSSEN

COMMENT parler du bonheur ? De cette grâce subtile, cette légèreté de l'âme qui font de l'existence un émerveillement. Le bonheur ne se raconte pas. Il se vit. Le décrire, c'est déjà le trahir. Et puis comment oser être heureux ? Avec les souffrances qui nous entourent, il y a toujours un peu de honte — ou d'inconscience — dans le bonheur. Il ne peut être qu'un instant égoïstement dérobé à l'adversité.

Et pourtant, en ces temps de morosité, deux psychosociologues, Jean Donegani et Guy Lescanne, n'ont pas craint de faire à quatre-vingts Français de vingt à quarante ans cette proposition à la saveur un peu rétro : *« J'aimerais que nous parlions ensemble de ce que c'est ou de ce que ça pourrait être, au fond, pour vous, aujourd'hui, que d'être heureux (1). »* Sous sa formulation nonchalante, l'invitation ne manquait pas d'audace. Mais elle n'est pas de celles que l'on refuse. Elle engage en effet à aller au fond de soi-même.

C'est bien ce qu'ont fait les personnes qui se sont prêtées à cette enquête. Et elles ont confirmé, par la richesse de leurs réponses, l'idée qu'avait derrière la tête l'auteur de ce travail : le bonheur est une notion à la fois si large et si intime, si fondamentale et si subjective qu'elle met en jeu tout un système de valeurs. Il y a mille façons d'être heureux : elles dépendent du sens que l'on donne à la vie, des objectifs que l'on se fixe, de la morale transmise par le milieu familial. Le bonheur est une construction, faite de matériaux divers empruntés çà et là, mais où chacun est son propre architecte.

∴

Pour entrer dans ces innombrables demeures Jean Donegani et Guy Lescanne nous proposent sept clés. Sept « modèles » autour desquels se cristallise ce foisonnement de témoignages.

1. Réalistes

Les personnes réunies dans ce premier modèle sont des sages. Leur bonheur, elles le trouvent dans le cadre rassurant d'une existence quotidienne bien balisée. Une femme et des enfants, un foyer, un bon métier. Mener une vie tranquille, sans trouble ni imprévu. Ne pas être à la merci de l'avenir. Etre heureux, c'est être comme tout le monde, ne pas avoir d'histoires. C'est tenir sa place dans un monde à sa mesure et savoir s'en contenter.

On trouve dans ce groupe beaucoup d'artisans, de commerçants et d'agriculteurs, catholiques d'origine, proches de l'ancienne majorité et du centre gauche.

2. Nostalgiques

On s'éloigne peu du modèle précédent. Même univers, mêmes valeurs, mêmes projets. Mais avec une faille : l'insatisfaction, l'inaptitude à jouir de ce bonheur quotidien. On trouve ici des gens inquiets, fragiles, hantés par la précarité de la vie. Effrayés par l'inconnu et la rudesse du monde, ils ont le sentiment d'être entraînés, malgré eux, dans une aventure sans issue. Aussi le bonheur a-t-il pour eux un parfum de nostalgie. Il est lié à l'enfance, au passé. S'il surgit parfois à l'improviste, c'est comme une simple trêve dans le morne cours des choses.

3. Militants

Appartenant au monde ouvrier et rural et politiquement à gauche, ceux-là sont animés par la conviction quasi viscérale que l'homme, depuis la nuit des temps, poursuit opiniâtrement le combat pour sa libération. Il n'y a pas de tâche plus exaltante que de participer à cette grande œuvre collective, de se laisser emporter par cette masse en mouvement. Le bonheur n'est pas dans le repliement sur une petite cellule familiale, mais au contraire dans la fusion avec la grande foule des semblables, des humiliés, de ceux qui luttent. Il naît de la solidarité, du sentiment d'être utile aux autres, de la capacité à convaincre et à entraîner. Il ne se conçoit qu'en relation avec une collectivité humaine.

4. Mainteneurs

On trouve ici des hommes austères, de foi et de certitude. Des croisés. Ce sont des gens plutôt âgés, appartenant aux classes moyennes et politiquement à droite. Ignorant le doute, ils ont la conviction d'avoir reçu une sorte de grâce — un don de Dieu — qui a guidé leur existence, leur enseignant ce qu'il convient de croire et de faire. La famille, pour eux aussi, est une institution sacrée. Mais elle est moins un refuge que le creuset où se forgent les personnalités et se transmettent les valeurs. Elle donne à la société ses assises. Il y a en eux une exigence de prosélyte qui les conduit à prendre des responsabilités, à montrer l'exemple, pour guider avec autorité les faibles sur le chemin du salut.

Mais ce bonheur messianique est altéré par la constatation que la société, atteinte par le laxisme et la démagogie, leur tourne le dos. Le sentiment d'aller à contre-courant leur procure une fierté amère.

5. Narcisses.

Jeunes, de milieu aisé et ayant fait des études supérieures, ce sont, eux aussi, des convaincus. Mais leur vérité, ils ne l'ont pas trouvée dans leur berceau. Elle est leur œuvre. Elle provient d'une rupture délibérée, d'un choix. Ils ont osé être eux-mêmes et cette audace les fascine. Cette révélation est à la fois un refus (de leur milieu, de la société qu'on veut leur imposer) et un retour à une vérité naturelle enfouie. Marginaux volontaires, ils ont choisi de vivre en accord avec leurs idées. Rompant avec leurs origines, ils se sont rapprochés de ceux qui ont suivi le même chemin qu'eux. Mais la communauté a des limites. Ils sont si attachés à l'image qu'ils se sont faite de leur personne et de leur liberté que pour rien au monde ils y renonceraient. Leur narcissisme ne souffre pas de compromis.

6. Cœurs simples.

Eux aussi sont des adeptes de la vie naturelle, mais, à la différence des précédents, cette religion-là n'a pas fait l'objet d'une révélation. Ils la vivent sans tension, ni volontarisme. Ce sont des gens simples, équilibrés, considérant que le bonheur est une somme de petits riens. Chacun l'a en soi, c'est un regard porté sur les choses. Une aptitude à vivre.

L'adversité a peu de prise sur eux. Ils savent s'adapter et se sentent bien dans leur peau. Ouverts sur les autres, ils s'étonnent de leur aptitude à se faire souffrir. Ils voudraient faire partager leurs humbles recettes. Mais ce ne sont pas des obsédés de la communication. Ils ne font pas de politique et ne se cherchent pas de disciples. Le bonheur est une affaire trop personnelle.

7. Épicuriens.

Ce sont des jouisseurs, qui recherchent les sensations fortes. Ils ont des rêves fous, des désirs intenses. Ils veulent profiter au maximum de l'instant, ne pas rater une occasion d'être surpris. Ils aiment le plaisir, marchent au coup de foudre. Malheureusement, la réalité n'est pas toujours à la hauteur de leurs fantasmes. Ils rêvent plus qu'ils n'agissent, ont plus de projets que d'expériences. La désillusion les guette. Ce sont des gens instables, leur gourmandise les rend fragiles. Ils sentent que le monde ne sera jamais comme ils se plaisent à l'imaginer. Ces enthousiastes sont, au fond, des pessimistes.

∴

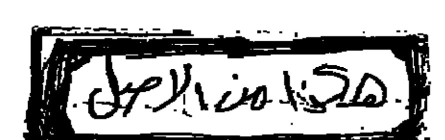
Ce petit jeu des sept modèles peut évidemment prêter à discussion. Il montre, en tout cas, combien l'idée de bonheur reflète les raisons que chacun a de vivre. On peut le chercher en soi ou dans les autres, dans le calme ou l'aventure, l'enracinement ou le vagabondage. Il y a le bonheur de la cigale et celui de la fourmi. Le bonheur de l'ermite et celui de l'homme d'action.

Bien que ce genre d'enquête ne permette pas d'évaluer l'importance relative de ces sept modèles, ses auteurs estiment que le premier domine la société française : tous les autres, en effet, se déterminent plus ou moins en fonction de lui, que ce soit pour le rejeter ou pour s'en inspirer. Ce bonheur modeste mais sans complexe, axé sur la jouissance tranquille des biens de ce monde, égocentrique et routinier, c'est bien celui des Français d'aujourd'hui. C'est lui que façonnent notre culture et notre économie. Notre société centrée sur le travail et la propriété, l'épargne et la prudence.

On peut s'en évader, chercher des horizons plus larges, des sensations plus aiguës. Mais le poids de ce qu'on fuit est trop fort pour que le bonheur à contre-courant soit sans mélange.

Défricher des voies nouvelles donne de grandes joies, des plaisirs intenses. Le bonheur à la française est une substance plus discrète qui ne supporte pas l'air du large. C'est une fleur fragile, qui préfère la tiédeur du foyer à l'ivresse des grands espaces. ■

(1) Jean-Marie Donegani, Guy Lescanne, *Les raisons de vivre des Français de vingt à quarante ans*. Le Centurion, 226 p., 85 F. Cette enquête a été réalisée avec le groupe de recherche Bayard-Presse, qui réunit des journalistes et des membres du personnel de ce groupe de presse catholique.



AUJOURD'HUI



PHILIPPE COUSIN

Le lobby des transporteurs routiers

L'arrivée de M. Fiterman au ministère des transports inquiète les routiers. Une profession qui s'est jusqu'à présent bien accommodée du laxisme de l'administration.

MICHEL HEURTEAUX

INCERTITUDE, accablement, morosité... Les patrons du transport routier sont mal à l'aise dans le nouveau contexte politique après la victoire de la gauche. Victoire qui aura été pour eux une belle déconvenue. La profession a été en effet bel et bien « cueillie à froid » : n'a-t-elle pas la réputation de rouler franchement à droite ? Une enquête réalisée par « *l'Officiel des transporteurs* » (1) à la veille des élections fit apparaître un raz de marée en faveur de Jacques Chirac — 80 % des voix — contre 10 % seulement à François Mitterrand. Plus réaliste, soucieuse sans doute de ménager l'avenir, la puissante F.N.T.R. (Fédération nationale des transports routiers) qui regroupe vingt mille entreprises appellera à voter pour l'ex-président, perçu comme le « candidat de la libre entreprise ».

L'arrivée des socialistes et surtout la nomination d'un ministre communiste aux transports ont jeté, c'est le moins qu'on puisse dire, le trouble dans les esprits. Simple péripétie ? Charles Fiterman s'est pourtant taillé un beau succès au dernier congrès de l'UNOSTRA (Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles), seconde organisation patronale en importance, se faisant ovationner à plusieurs reprises en s'en prenant aux « intermédiaires » et en réaffirmant les principes de la liberté d'entreprendre. Mais, dans le même temps, on soupçonne le ministre de tenir un double langage, de camoufler ses intentions véritables sous une rhétorique pseudo-libérale, de vouloir en fait mettre au pas une profession soucieuse avant tout de faire ses affaires.

Avertissements

Aussi le changement s'apparente-t-il pour beaucoup à une sorte de marche vers l'inconnu. D'où la morosité et les réactions en forme d'avertissements qui se sont multipliés ces derniers mois. La F.N.T.R. a fait donner la grosse artillerie : « *Nous n'accepterons ni nationalisations rampantes ni l'anarchie au sein des entreprises, qui aboutiraient à nous éliminer en tant qu'agents économiques* », lancera le président Georges-Pierre Rateau (2). Et si l'on se déclare prêt à « *jouer le jeu de la concertation* » avec les pouvoirs publics, on reste néanmoins vigilant sur toutes les questions touchant aux « *intérêts vitaux de la profession* », prête à se défendre en menant s'il le fallait « *des actions musclées et démonstratives* ».

Face à un pouvoir disposant de la légitimité et de la durée, les transporteurs veulent marquer d'emblée les limites entre le possible et l'inacceptable. Leur marge de manœuvre paraît cependant singulièrement réduite au moment même où ce secteur d'activité subit le contre-coup de la récession économique — baisse de 10 % d'une année sur l'autre, accroissement du nombre des faillites — qui les place sur la défensive.

Les motifs d'inquiétude ne manquent pas. On s'interroge notamment sur les orientations de la nouvelle politique des transports qui pourraient à terme modifier la règle du jeu dans le sens d'une intervention plus grande de l'État. Les organisations patronales craignent en particulier une nouvelle répartition entre les modes de transport rail-route qui favoriserait une S.N.C.F. de tout temps honnie, accusée de faire à la route une concurrence déloyale.

Autre crainte : cette profession hyper-réglementée, du moins dans les textes, redoute une application effective sur le terrain, notamment en matière de sécurité et de conditions de travail. « *L'avancée sociale significative* », que souhaiterait impulser le ministre, paraît d'ores et déjà inapplicable au monde de la route.

Un monde dominé par la loi du marché, où la règle est précisément de ne pas en avoir, ou d'en limiter les effets en la tournant. Les patrons, même s'ils déplorent parfois les effets d'une concurrence sauvage, restent farouchement attachés à ce libéralisme pur et dur, chacun cherchant à maximiser ses intérêts. L'expansion des trente dernières années a largement bénéficié au transport routier. Malgré la stagnation du trafic marchandises depuis 1970, ce secteur conserve un poids économique important, représentant l'équivalent de 4,5 % du produit national brut. Il comprend trente-trois mille entreprises privées (dont trois mille environ spécialisées dans le transport de voyageurs) employant près de trois cents mille salariés dont plus d'un tiers de conducteurs.

La profession se caractérise par une extraordinaire dispersion. A côté d'une poignée de grandes sociétés, on trouve des dizaines de milliers de petites entreprises, des artisans possédant un ou deux camions. En 1979, 70 % des entreprises employaient moins de cinq salariés.

Exploitation

A cette masse s'ajoute une myriade de prestataires de service, en particulier les « auxiliaires » du transport, qui distribuent le travail et les chargeurs, autrement dit les clients. Autant d'acteurs, de partenaires obligés, formant un système complexe de relations dans lequel les chargeurs sont en mesure, dans la majorité des cas, de dominer le transporteur, car ils peuvent marchander sur les tarifs, obtenir donc le meilleur prix en faisant jouer la concurrence, comme le souligne Jean-Claude-Thoenig, chercheur au C.N.R.S., et doyen de l'INSEAD, dans un rapport consacré aux marchés du transport de fret (3).

Soumis à la domination des chargeurs et dans une moindre mesure à celle des « auxiliaires », le transporteur cherche à s'accommoder de cette dépendance en se transformant à son tour en affréteur, c'est-à-dire en sous-traitant à des plus petits la tâche la moins rémunératrice, à savoir le véhiculage proprement dit. La généralisation de la sous-traitance, le développement des sociétés de location de camions, l'extension du tractionnariat — des grosses entreprises mettent leurs chauffeurs à leur compte — constituent les signes les plus marquants de l'évolution récente. On se trouve en présence d'un processus d'exploitation en cascade. « *Chaque acteur reproduisant le modèle dominant d'exploitation qu'il subit pour l'appliquer, à son profit, à des tiers,* note Jean-Claude Thoenig. *La conséquence en est une lutte tendue et ininterrompue pour la survie.* ».

Pour affronter le marché dans de bonnes conditions, les camionneurs doivent faire preuve d'une souplesse à toute épreuve. Cette « *nécessaire souplesse* » mise si souvent en avant et qui serait la qualité principale du système, se traduit par une utilisation intensive de ce véritable prolétariat du véhiculage que constituent les chauffeurs routiers. La prospérité des plus gros, la survie des petits, dépendant en définitive d'une division du travail dans laquelle le chauffeur assure la part la plus ingrate et la moins rétribuée, avec des temps de conduite « *démentiels* » selon une expression couramment entendue.

Des bêtes

Dans un « livre noir » publié en 1979, intitulé « *Les routiers accusent !* », la C.F.D.T. reprenant les études de l'ONSER (Organisme national de la sécurité routière) dénonçait « *les conditions de travail et de vie inadmissibles* » du personnel roulant. La durée hebdomadaire de travail dépasse largement les soixante heures ; 42 % des conducteurs affectés sur les longues distances effectueraient plus de 450 kilomètres par jour. Ce document révélait par ailleurs que les « roulants » dormaient en moyenne sept heures par jour et moins de six dans 31 % des cas. Conséquence : le taux de risque d'accident croît avec la durée de conduite, indique l'ONSER.

« *C'est vrai, on travaille comme des bêtes* », reconnaît Carlos, un colosse plutôt sympathique, pas peu fier de présenter son « mille-pattes », un semi-remorque de 38 tonnes, équipé d'un émetteur-récepteur Ci-Bi, orné de photos de starlettes dévêtues à souhait, avec sur le toit de la cabine une batterie de klaxons qui ont la puissance de cornes marines. « *Quand je déboule sur l'autoroute, j'en file un bon coup et ça déménage devant !* » Carlos qui fait du transport de conteneurs, ne se plaint pas outre mesure : « *Je fais mes dix heures en zone courte, c'est-à-dire Paris, la banlieue et quelquefois la province.* » Des horaires qui lui semblent raisonnables comparés à ceux qu'il devait faire, l'an passé, chez un tractionnaire de Gennevilliers, où il était payé 3 600 F par mois pour soixante-dix heures de volant par semaine... « *Après une journée de travail, il était courant de nous faire descendre de nuit sur Marseille, décharger là-bas le « bahut », puis remonter dans la journée vers le Nord en rechargeant du fret à Mulhouse ou à Strasbourg.* »

Bien qu'ils soient conscients en général de la pénibilité de leur travail, ils sont pour la plupart attachés à ce métier. Et s'ils souhaitent être mieux payés, avoir des plages de travail mieux réparties le long de la semaine, les routiers ne voient pas comment changer concrètement la vie au volant. Impliqués dans les relations avec la clientèle, ils mesurent les contraintes quotidiennes inhérentes à ce mode de transport et considèrent, rejoignant ainsi leurs patrons dans cette analyse, que « *pour gagner de l'argent, il faut rouler au maximum* » et qu'en toute hypothèse une réduction des horaires de travail, excellente dans son principe, constituerait un lourd handicap, surtout pour les petites entreprises.

Cette solidarité objective salariés-patrons bénéficie en dernier ressort à ces derniers. Par le passé elle a désamorçé avec une rare efficacité bon nombre de mouvements revendicatifs et freiné tout progrès social réel .

Cette collaboration de classe s'explique en partie par l'existence d'une culture professionnelle commune aux chauffeurs et à leurs employeurs. Pour le sociologue Pierre Tripier, enseignant à Paris-X Nanterre, elle constitue un puissant facteur d'intégration. « *Il y a une idéologie routier ; l'individualisme, le culte de la liberté sont très forts. Les routiers ont un peu le sentiment d'être différents des autres salariés, ils ne voudraient à aucun prix être fonctionnaire ou ouvrier, ils se situent hors normes,* explique-t-il. *Ce sont les baroudeurs de l'économie moderne. Des aventuriers évoluant dans une jungle où tous les coups seraient permis.* »

Fraude

Une jungle ? Le mot revient souvent pour caractériser le fonctionnement anarchique d'un marché qualifié par ailleurs d'« opaque ». Pour espérer survivre dans ce milieux, il faut savoir s'adapter au terrain. Dans ces conditions, le non-respect de la réglementation — qui, disent les professionnels, n'est pas « *cohérente avec notre activité* » — devient une quasi-nécessité. « *La fraude est une pratique généralisée,* constate Jean-Claude Thoenig. *Elle porte sur la nature du fret, sur la quantité, sur les prix, sur la distance et sur le temps de travail. C'est devenu un mode de management* ».

Là encore, ce sont les chargeurs et les gros transporteurs qui tirent le mieux leur épingle du jeu. Non seulement ils sous-traitent les tâches les moins intéressantes, mais ils sous-traitent aussi la fraude et les risques qu'elle implique. « *Quand ils le peuvent, les transporteurs distribuent le mauvais boulot,* dit ce propriétaire d'une flotte de camions dans l'Oise. *Ils préfèrent devenir intermédiaires et prélever au passage une commission sur le fret* ». Le perdant étant celui qui est en bout de chaîne : le chauffeur. A charge pour lui de « se débrouiller », de frauder. Libre de gérer son temps, il aura presque toujours tendance à allonger son temps d'affectation de manière à percevoir des surplus de salaires sous forme d'heures supplémentaires, de primes de rendement, versées souvent de la main à la main...

La connivence entre le patron et son chauffeur n'est pas rare, constate Bernard, un « grand routier » qui tient « *le bout de bois* » depuis une quinzaine d'années : « *Il y a accord à l'amiable entre les deux pour que tout le monde gagne mieux sa vie.* »

Mais le « système D » très à l'honneur dans la profession, loin de renforcer le statut des routiers, aboutit à l'effet inverse. Dans le département des Bouches-du-Rhône, principalement autour de la zone portuaire de Marseille, où les entreprises de transport et les intermédiaires de tout poil ont prospéré depuis une vingtaine d'années, chômage et travail « au noir » ont aggravé l'exploitation d'une main-d'œuvre soucieuse avant tout de préserver son emploi. Les unions départementales C.G.T. et C.F.D.T. dénoncent avec la même vigueur « *magouilles, combines et trafic en tout genre* » d'un patronat vivant à la petite semaine, à l'affût de coups juteux. « *Marseille, c'est une place chaude, parce que c'est un port,* dit Jean-Pierre, responsable C.G.T. *Le trafic sur la main-d'œuvre est devenu une habitude. Les employeurs profitent de la conjoncture, ils font le chantage au chômage pour faire travailler les gars dans des conditions effroyables.* »

Il y a quinze jours encore, René travaillait dans une entreprise de transport de primeurs. Il a été licencié avec onze de ses camarades, le patron ayant découvert tous les avantages du travail précaire... « *Avant de nous mettre à la porte, il avait poussé cer-*



tains d'entre nous à partir en congé-maladie, puis il nous utilisait en sous-main ». Résultat : « *les gens se sentent menacés, ils acceptent de travailler à n'importe quel prix. Dans tout le centre fruitier de Marseille, on a affaire à ce genre de pratiques. Dans la plupart des cas*, ajoute René, *on roule en surcharge. Les poids lourds sont de véritables bombes roulantes !* »

Dénonce-t-on ces infractions qui mettent en cause la sécurité de la collectivité ? « *Pensez donc ! Ici, c'est la loi du silence*, dit un militant C.F.D.T. *Le patron compromet le chauffeur dans des combines : fausses factures, faux bons de gas-oil, trafic de pneus, sans parler des tripatouillages sur les disques de contrôle.* »

« Trop coulants »

L'ampleur de la fraude amène à s'interroger sur l'efficacité de la réglementation et des contrôles qui se sont pourtant accrus ces dernières années. Pour les syndicats, la cause est entendue : on se trouve en pleine illégalité. « *L'État laisse violer ses propres lois* », estime André Joly, secrétaire fédéral des moyens de transports C.G.T. Quant à la C.F.D.T., elle s'en prenait dans son « livre noir » à des pouvoirs publics jugés « *trop coulants* ».

Incapacité notoire ou laxisme délibéré ? « *L'ancien gouvernement n'avait pas les moyens de faire appliquer sa politique en matière de réglementation* », affirme un haut fonctionnaire du ministère des transports. Il n'avait pas non plus la volonté d'affronter une corporation qui lui était idéologiquement proche, constituée en lobbies influents, en parfaite osmose avec certaines sphères du pouvoir. Jean-Claude Thoenig souligne dans son étude « *la forte convivialité existant entre les professionnels et l'administration* », et la mise en œuvre au niveau local d'une « *stratégie de notabiliarisation* » qui permet aux responsables des unions départementales de tisser des relations personnelles avec les autorités politico-administratives : équipement, préfecture, gendarmerie, élus locaux, etc. Grâce à cette coopération très subtile, il était évidemment facile d'obtenir des dérogations, voire des passe-droits.

Ce genre d'arrangements — qui pour l'essentiel visaient à l'« *assouplissement* » de textes jugés trop contraignants — s'effectuant d'autant mieux que la F.N.T.R. mais aussi l'U.F.T. (Union des fédérations routières) auraient été tout à fait en odeur de sainteté dans certains cabinets ministériels. Un responsable du service du travail et de la main-d'œuvre du ministère des transports se sentant « *plus libre de propos depuis quelques mois* » avoue que les « *pressions occultes s'exerçaient avec un succès au plus haut niveau. Chaque fois qu'on lançait par exemple une circulaire, on avait des interventions* ».

L'exemple chilien

Ce qui était possible hier le sera-t-il encore demain ? L'après-10 mai semble bien avoir sonné le glas de certaines espérances. Les transporteurs routiers privés de leurs appuis politiques traditionnels, ne bénéficiant plus, du moins dans la haute administration, de relais de complaisance, pourraient bien être tentés, faute d'obtenir satisfaction dans de futures négociations, de montrer leur force. « *Nous avons sauvé la France en 1968*, s'exclame ce responsable d'un bureau régional de fret du Midi. *La S.N.C.F. était en grève, mais nous, nous avons roulé et approvisionné Paris. On pourrait très bien imaginer la situation inverse : des routes bloquées, des centres urbains paralysés* ».

D'aucuns fantasment sur l'exemple du Chili. Un exemple douloureux qui donnerait beaucoup à réfléchir aux plus hautes autorités de l'État. Bien que les situations ne soient guère comparables — le Chili disposait d'un réseau ferré minuscule — le blocage des routes en France n'est pas une hypothèse absurde. L'arme de la paralysie est d'autant plus redoutable que le trafic routier est important : plus de deux millions de véhicules utilitaires, près de 200 000 poids lourds circulent dans le pays. Et il suffit, comme on l'a vu l'an passé, de quelques centaines de camions placés aux bons endroits pour paralyser une partie des périphériques et provoquer à Paris et en banlieue une immense pagaille.



En province, des « opérations-escargots », notamment à Grenoble, à Lyon et dernièrement à Toulon, ont montré qu'il était pratiquement impossible aux autorités de s'opposer à de telles actions. « *Moi, je fais bloquer, ensuite on négocie* », lance M. Ginovès. Il est à l'origine du blocage des entrées et sorties de Toulon. Ce petit citernier marseillais a monté un syndicat d'artisans qui s'est spécialisé dans ce genre d'opérations qui lui ont valu les gros titres de la presse locale. Il s'était déjà illustré en 1978 sur les autoroutes nord et sud de Marseille et se dit prêt à « *rééditer le coup, en plus grand s'il le faut. L'esprit des troupes est très combatif* ». Ce qui est en jeu ? : « *Le portefeuille ! Si on y touche, ça va craquer*, prévient-il. *Il faudra faire front commun contre le nouveau ministre qui est manipulé par la C.G.T. La F.N.T.R. sera elle aussi obligée de réagir* ».

Au siège de cette organisation, qui donne sur les frondaisons du Parc Monceau, le propos est plus diplomatique, mais la détermination est égale. « *On s'engage à être raisonnables dans les limites du possible* », déclare Hubert Ghigonis, délégué général. A l'en croire, dans le Sud-Ouest, en Bretagne, le mécontentement serait à son comble. « *Ce qui inquiète surtout, ce sont les projets du gouvernement en matière de réglementation sociale* ». L'unité, estime-t-il, pourrait se faire entre gros et petits, « *tous sentant qu'ils ont beaucoup à perdre. Le jour où ils se mobiliseront, ni le gouvernement ni la F.N.T.R., ne pourront les arrêter. C'était la rue contre M. Le Theule, ce sera la rue contre M. Fiterman !* ». Les routiers, décidément, ne sont pas près de rouler à gauche. ■

(1) « L'officiel des transporteurs », n° 1175, avril 1981.

(2) « L'officiel des transporteurs », n° 1193, octobre 1981.

(3) « L'impact de l'action administrative sur les marchés de transport du fret », par Jean-Claude Thoenig, INSEAD, tél. : 423-48-27.

CONTESTATAIRES

L'infanterie du nouveau pouvoir

Les élections de mai-juin 1981 ont révélé de nouveaux acteurs de la scène politique, porteurs d'un modèle culturel de société.

MONIQUE DAGNAUD et DOMINIQUE MEHL

LE 21 juin 1981, les enseignants pénétraient en masse dans l'hémicycle du Palais-Bourbon. Déjà les élections municipales de 1971 et surtout celles de 1977 avaient consacré l'accession au pouvoir local de nouvelles professions : médecins, avocats, notaires, devaient céder la place à des fonctionnaires, urbanistes, animateurs sociaux... Plus généralement, les mouvements sociaux nés dans la foulée de mai 1968, ainsi que le mouvement associatif, saisi d'une nouvelle vitalité depuis quelques années, mettent en scène des personnages sociaux très spécifiques. Enseignants, chercheurs, ingénieurs, spécialistes de l'urbanisme, du droit, de la santé, de l'action sociale et de l'animation culturelle constituent le vivier dans lequel recrute cette nouvelle contestation sociale et politique.

Ces acteurs dialoguent entre eux sur la scène locale, dessinent des orientations politiques et expriment un modèle culturel spécifique, configurant en quelque sorte une mouvance sociale et intellectuelle qui vient de gagner l'hégémonie. Les couches populaires, en lui apportant massivement leurs voix, ont dès lors mené au pouvoir une fine fleur qui leur est largement étrangère. Qui sont ces nouveaux détenteurs de la scène politique et culturelle, quelle signification sociale accorder à leur ascension ? (1)

Salariés

Ces nouveaux promus se recrutent dans des catégories sociales particulières, les cadres et les « experts », dont les membres se sont multipliés au cours des vingt dernières années. Certaines fonctions cependant sont davantage que d'autres productrices de notables « new look » : celles qui, situées dans les zones intermédiaires des grandes organisations publiques ou privées, concernent les études ou la recherche, et donc éventuellement la conception de produits ou de services, d'une part, où participent de l'animation, de la formation ou de l'action sociale, de l'autre. Ainsi les ingénieurs « engagés » occupent plutôt des postes techniques que des postes de commandement. Les architectes et urbanistes, ceux qui conçoivent des programmes pour les collectivités locales, ou s'adonnent à la recherche, et non pas des patrons d'agences brasseurs d'affaires. Les médecins, ceux qui travaillent pour l'assistance publique ou en cabinets de groupe et non pas ceux qui vivent de leur cabinet privé. A ces professionnels s'adjoignent de façon déterminante les enseignants et les travailleurs sociaux, médiateurs et producteurs culturels dont l'influence imprègne la vie des quartiers.

Autrement dit, la nouvelle scène politique et associative est accaparée par des salariés, plus concepteurs qu'entrepreneurs, exclus du monde des décideurs, en particulier dans les activités économiques. La plupart d'entre eux exercent en dehors des tâches de production et en tout cas à l'écart des secteurs du commerce, de la publicité ou du marketing : ils opèrent dans les terres que la mentalité française considère comme nobles, celles de la réflexion. Ces nouveaux croisés appartiennent à cette sous-élite, tenue de mettre en œuvre des politiques définies dans les hauteurs des appareils. Ils disposent toutefois d'une relative autonomie d'action, dans la mesure où leurs tâches font largement appel à la créativité, et où leur statut professionnel, souvent lié au secteur public, leur confère une forte sécurité d'emploi. Dans ces zones d'activités, les contradictions entre les projets élaborés par les décideurs et les besoins populaires sont particulièrement visibles, et ces professionnels se muent facilement en observateurs critiques.

De la même façon qu'ils côtoient l'élite sans se confondre avec elle, ces experts professionnels et techniciens ne s'identifient pas à la grande masse des salariés. Des couches populaires, dont une partie importante d'entre eux est issue, ils ont gardé la fibre de gauche, mais leur culture, leur mode de vie et aussi leur niveau de vie s'en différencient nettement. La nouvelle scène publique est ainsi occupée par des acteurs dont la réceptivité aux aspirations des ouvriers et employés, toute sincère soit-elle, ne saurait cacher une absence de partage avec les traditions et le mode d'existence de ceux-ci.

Missionnaires

Pour une part, l'engagement de ces nouveaux contestataires peut s'interpréter comme la compensation d'un manque, comme le moyen d'accéder à une forme de pouvoir et de reconnaissance sociale dont ils sont frustrés sur le plan professionnel. Le monopole de la parole publique que ces militants tendent à se forger par le biais de l'animation, de la gestion locale et de la représentation politique, leur ouvre aussi des possibilités de carrière et de promotion sociale par le canal municipal et parlementaire.

Pourtant, on aurait tort d'assimiler mécaniquement les activistes locaux des mouvements politiques ou culturels à des Rastignac en puissance. De ceux dont l'activisme local est une corvée calculée dans un projet politique personnel se distinguent ceux, les plus nombreux, dont l'engagement signifie l'adhésion à une culture et à un style d'existence.

Ces acteurs sont plus souvent les missionnaires d'une éthique, d'un projet de société, que des névrosés du pouvoir. Pour beaucoup, même adhérents d'un parti, le débat d'idées, les expériences à engager, priment sur la quête de responsabilités, et l'acte militant gratifie davantage par le sentiment d'appartenance à une communauté de quartier, et éventuellement à une mouvance politique et culturelle, que par les avantages sociaux qu'il pourrait procurer. En outre, dotés de métiers plutôt créatifs et motivants, ces militants parient plus facilement sur une carrière professionnelle que sur les pérégrinations arides dans les dédales du pouvoir politique. Enfin leur culture critique est teintée d'une tonalité libertaire et anti-institutionnelle et valorise l'épanouissement dans le hors-travail : elle légitime ce refus de participer à la course au mandat, tout mineur soit-il.

Plus qu'un gagne-pain ou une « planque » qui permet de multiplier les fonctions hors-travail, leur activité professionnelle est plutôt un humus à partir duquel le militant va nourrir des engagements dans la vie publique. Cette activité a d'ailleurs souvent été préférée à d'autres pour l'autonomie qu'elle autorise, et la créativité qu'elle permet de mettre en œuvre : pour y accéder, il a parfois fait des études supplémentaires, des stages, a changé plusieurs fois d'emploi, et surtout a accepté un salaire moins rémunérateur que s'il s'était résigné à vendre son temps ou son âme.

Le militant perçoit alors l'engagement dans les associations, et dans les activités politiques de la commune, comme le prolongement nécessaire d'un exercice professionnel bien compris. Investissant dans les jeux de pouvoirs locaux son expérience professionnelle, ses propres informations, et, réciproquement, mettant au service de son métier les connaissances et les influences qu'il aura pu acquérir à cette occasion, il élargit le champ de sa fonction. De sectorielle et technique, elle se transforme pour devenir un pôle d'initiatives et de propositions sur la scène locale.

Dans cette démarche de *go-between*, éthique politique et conscience professionnelle sont étroitement imbriquées. L'exercice d'un métier est vécu comme une mission. La frontière entre bénévolat et pratique professionnelle se noie dans le flou d'un activisme sans horaires et sans limites : tâches obligées, et donc rémunérées, et tâches militantes s'enchaînent et s'intègrent dans un projet global — qu'il serait cynique et faux de vouloir réduire à un objectif de pouvoir personnel.

Les professions que nous avons évoquées se prêtent particulièrement bien à ce mode d'exercice « militant ». Les concepteurs et les organisateurs de la vie locale dans ses diverses dimensions sont nécessairement préparés, par leur métier, la réflexion qu'il suscite et les informations qu'il permet de rassembler, à verser du côté des groupes de pression ou de l'action politique. Dans ces activités, de plus, on gère son temps de manière souple, la multiplication des contacts sociaux est un atout, et surtout on manie le verbe... avec dextérité. Dès lors, l'acheminement vers le professionnalisme politique, loin d'être une culbute, est plutôt un glissement.

Messagers

C'est d'abord en tant que porte-parole, médiateurs, idéologues, que ces militants occupent la scène publique. Ils appartiennent rarement au sérail modelé par les grandes écoles, en revanche, ils sont massivement issus de l'Université, et, accessoirement, d'écoles parallèles comme l'école normale d'instituteurs ou les formations prodiguées par les mouvements d'éducation populaire. Ils y ont acquis une maîtrise du langage, un savoir généralisé, ou, à défaut, une bonne culture générale. Le passage par ces lieux investis par le débat d'idées et où baigne un climat politique explique à la fois leur curiosité intellectuelle, leur distance à l'égard des valeurs dominantes et leur vision critique du monde.

Les secteurs dans lesquels ils travaillent contribuent largement à façonner un modèle culturel. Leur approche des faits sociaux est, par la nature de leurs activités, de type réflexif critique, et non pas criblée à travers des indices de performance ou de productivité comme dans les milieux industriels ou d'affaires. Dans les services qu'ils délivrent, le rôle des relations humaines ainsi que la capacité d'innovation technologique ou culturelle sont fondamentaux : ils sont donc tournés vers l'inventivité dans l'organisation sociale. Surtout, leurs conditions de travail (non-soumission aux rythmes et exigences de compétitivité des entreprises privées, relative autonomie par rapport au patronat, souplesse dans les horaires) favorisent la libération de l'imaginaire, qui peut nourrir une réflexion sur les modalités d'un bien-être individuel et collectif. Le projet qui s'en dégage est celui d'une société de la communication et de la convivialité : projet dans lequel les transformations culturelles sont au moins aussi importantes que le changement économique.

Cette représentation du changement social se focalise sur trois thèmes : le « local », le « public » et la convivialité. Se profile dans les revendications et les actions de ces militants un modèle de vie locale axé sur une revitalisation des associations de quartier, la mise en place d'équipements socio-éducatifs et sportifs définis et gérés avec l'aide des habitants, et le lancement d'activités culturelles laissant davantage la place à la créativité des habitants qu'à une diffusion de spectacles professionnels. Ce modèle inclut aussi la création de réseaux de distribution parallèle et, en tout cas, un contrôle de la population sur les prix et les produits proposés par les commerçants. Il rejoint par là les projets des socialistes municipaux les plus libertaires du siècle dernier.

Ces militants tendent d'autre part à valoriser l'idée du service « public », mode d'organisation sociale permettant une plus juste répartition des tâches, et des richesses. Ce culte du « public » n'est cependant pas exempt d'une approche corporatiste de défense d'un statut et des acquis propres au personnel de l'Etat et du para-étatique, auquel appartiennent bon nombre de ces militants.

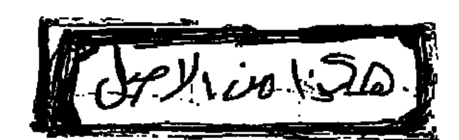
Porte-parole d'un mouvement souvent minoritaire, le nouveau contestataire ne constitue pourtant en rien un marginal. Appartenant à la génération des « encore jeunes », mais logé déjà dans la maturité, il a fondé une cellule familiale, abritée dans un logement « en accession » confortablement équipé. Il n'est pas nanti, mais il vit à l'abri des urgences matérielles. Son engagement n'exprime pas une marginalité de mode de vie, pas plus qu'il n'est vécu comme un refuge contre la monotonie familiale. Bien au contraire : l'ouverture sur la vie locale s'affirme comme un moyen de régénérer les liens familiaux par la confrontation avec d'autres expériences, et l'insertion dans un réseau convivial.

L'homme et la femme sont souvent parties prenantes de groupes voisins mais distincts, couvrant à eux deux une multitude d'activités locales, la cellule familiale devenant un lieu où transitent les informations, et où s'élaborent des initiatives. Vie privée et activités politiques ou associatives se soudent étroitement à l'intérieur d'un cercle d'amitiés consolidé par un projet commun. Se noue alors dans les quartiers un lacis de relations constitutif de clans, autant de groupes de pressions ou de mouvements politiques ou culturels qui émergent sur la scène locale.

Une sous-élite professionnelle, largement liée au développement de l'Etat et des services publics, où elle occupe des fonctions d'expertise et de médiation intellectuelle, entre en scène comme élite des mouvements critiques culturels et politiques. De qui ces militants sont-ils l'avant-garde ? Ils paraissent moins les *missi dominici* des classes populaires — avec lesquelles pourtant ils sont tenus de s'allier pour conquérir l'hégémonie politique — que l'intelligentsia des couches professionnelles et techniciennes, dont ils constituent ainsi le fer de lance du pouvoir montant.

Massivement réunis dans les groupes d'âge vingt-cinq-quarante ans, ils sont aussi les éléments doués et pragmatiques d'une génération, ceux qui ont su reconvertir les utopies soixante-huitardes dans des modèles politiques modernisateurs, dont ils seront les défenseurs sur la scène institutionnelle. Autrement dit, ils expriment les aspirations d'une classe d'alternative, celle du savoir et de la culture, dont les années 60 ont marqué le bourgeonnement, et le début des années 80 l'épanouissement. ■

(1) Ce portrait s'appuie sur des enquêtes sur le monde associatif et les nouvelles élites locales menées par les auteurs dans le cadre du Centre d'études des mouvements sociaux (C.N.R.S., E.H.E.S.S.).



CONTESTATION

La rumeur des consommateurs

De tests en boycottages, les associations de consommateurs ont acquis un pouvoir de pression qui, aujourd'hui, pèse lourd dans la balance. Jusqu'où peuvent-elles aller ?

BÉATRICE D'ERCEVILLE

EN 1975, après divers essais comparatifs, certains casques de motos étaient dénoncés comme dangereux. Deux ans plus tard, le ministère de l'industrie *décidait d'imposer* de nouvelles normes de sécurité.

En 1976, le solide dossier constitué par l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.) (1) sur les additifs alimentaires débouchait, après quelques mois d'agitation, sur l'interdiction définitive de neuf colorants, et suscitait rapidement une génération spontanée de produits « garantis sans colorants ».

Aujourd'hui, c'est grâce aux interventions réitérées de l'Institut national de la consommation (I.N.C.) (2) que l'on peut espérer, pour demain, laisser enfin sa calculatrice à la maison avant de faire ses courses : l'affichage des prix à l'unité de mesure permettra la comparaison immédiate entre la lessive X et la lessive Y.

Autant d'exemples qui témoignent de l'influence qu'exerce la pression consumériste.

Mais si, à l'instar des spectacles, des restaurants ou de la littérature, machines à laver et boîtes de cassoulet sont désormais soumises aux foudres de contradicteurs sans pitié, la critique consumériste se heurte encore à de nombreux obstacles.

« *On nous l'accorde seulement du bout des lèvres* », commente Lucien Bouis, membre du comité de direction de l'I.N.C. Il faut dire que le contrepoids des consommateurs, pour s'être réveillé tardivement, met désormais les bouchées doubles et soumet un monde professionnel mal préparé à une pression multiforme, de distributions de tracts dans les supermarchés en contre-publicités sauvages, de grèves des loyers en pétitions pour le *retrait de produits dangereux*. Et, si l'on songe déjà à comparer le mouvement des consommateurs organisés à celui du monde syndical, sa version de la grève, le boycottage des achats, n'est pas encore inscrite dans la Constitution...

L'enjeu da la partie de bras de fer qui se joue actuellement par-dessus la multitude d'articles présents sur le marché, est d'importance. L'image de marque est devenue un élément essentiel de l'existence des produits. Certes, l'impact des tests comparatifs sur les ventes n'a jamais donné lieu à des évaluations précises et chiffrées. En tout cas, « gagnants » et « perdants » préfèrent rester discrets.

Coup mortel

« *Nous savons que notre meilleur choix du jus de fruits en 1975 a entraîné une augmentation des ventes de 50 % d'American Sun*, précise *Que Choisir* (1), *que notre test de lave-vaisselle, en 1977, a provoqué une demande accrue de machines Philips, occasionnant une rupture de stocks... chez le fabricant même.* »

A l'inverse, les produits épinglés connaissent parfois des sorts douloureux. Témoin, le cas du purificateur d'eau Seb. Il fut pris à partie à diverses reprises par l'I.N.C. au cours d'émissions télévisées, où l'on déconseillait « *fortement aux consommateurs d'utiliser cet appareil* » considéré comme potentiellement nuisible. « *Cette campagne*, commente le directeur de la société, *a porté un coup mortel à notre purificateur, dont les ventes ont chuté de façon dramatique. Aujourd'hui, l'appareil est toujours en vente, mais nous nous contentons d'écouler les stocks existants. La fabrication a été interrompue et les trente personnes affectées à cette production ont dû être licenciées, faute d'avoir pu être reclassées dans d'autres ateliers.* »

Ainsi, alors que l'on avait cru le consommateur français trop individualiste pour pouvoir jamais se mobiliser sur des mots d'ordre, il s'est avéré capable d'actions de vaste ampleur. Sans doute une grève d'achats n'est-elle suivie que dans la mesure où le public se sent concerné. Si un appel au boycottage des « *boucheries trop chères* » n'a guère suscité de réactions, le succès de la campagne lancée contre le veau aux hormones, fin 1980, démontre sans conteste l'importance que les Français accordent à la protection de leur santé.

L'insuffisance de l'information dans le domaine essentiel de la sécurité des produits crée également un terrain propice au développement de craintes diffuses, souvent justifiées mais parfois également excessives et irraisonnées. La disgrâce du bonbon Space Dust reste, à cet égard, un exemple édifiant. Lancée à grand succès en 1979 par General Foods, cette confiserie est mise en cause par une association locale parce qu'elle provoque « *des vomissements allant jusqu'au malaise* ». Le produit fait alors l'objet d'une campagne générale de suspicion, et, malgré une déclaration formelle de non-toxicité émanant du Conseil supérieur de l'hygiène publique, les ventes s'effondrent rapidement. Analysant cette affaire (3), le sociologue Bernard Cathelat écrit : « *Le cas échappe à ce que l'on doit considérer comme la dialectique normale entre producteurs et représentants des consommateurs (...). Fabricants, consuméristes, journalistes, médecins, furent entraînés, presque malgré eux, dans un psychodrame collectif dont nul ne contrôlait les variables. Son explication est à rechercher dans un phénomène psycho-social encore mal connu, la rumeur* ».

Apprentis sorciers

Devant l'ampleur de ces mouvements, qui ont parfois pu sembler dépasser leurs créateurs, certains se demandent si le mouvement consommateur n'est pas devenu un adepte du « *tout ou rien* », qui, mesurant sa force à sa capacité de mobiliser le public, s'applique à agir au hasard des occasions que lui fournit l'actualité en jouant sur le registre du sensationnel.

Il est vrai que la profession de foi des associations pose comme principe que le doute doit profiter au consommateur. Dans bien des cas, les lanceurs d'appels auront eu pour seul tort ... d'avoir eu raison trop tôt ! Et ils se seront éreintés à dénoncer la nocivité de certains produits pour ne pouvoir obtenir leur retrait qu'accidents – ou, pisc, décès – à l'appui. Ce fut *malheureusement* le cas lorsque la Fédération nationale des coopératives de consommateurs (4) dénonça les effets d'un médicament, le Clioquinol (*désormais inscrit au tableau A*).

Si ces « apprentis sorciers »



RADIOS

Guerre des ondes en Lot-et-Garonne

Quatre radios locales se disputent les auditeurs du Lot-et-Garonne. Une a la faveur des notables...

ANNE CARPENTIER

QUATRE « radios libres » fonctionnent en Lot-et-Garonne (1). Cela n'empêche pas nombre d'habitants du département d'ignorer jusqu'à leur existence. C'est le cas de la plupart de ceux de Villeneuve-sur-Lot, sous-préfecture distante d'Agen d'une trentaine de kilomètres. « *On n'entend rien* », y déclare-t-on couramment.

Fréquence 47, qui émet depuis fin octobre 1981, a déjà une bonne audience sur Agen. Les studios, en plein centre de la ville, viennent d'être aménagés, le matériel – et non des moindres – est flambant neuf, deux voitures récentes attendent le long du trottoir, et Jean-Pierre Alaux, vingt-six ans, *qui* en est le responsable, défend sa cause avec intelligence. Il est du métier, c'est un *professionnel et a été engagé* comme tel. Auparavant, à Radio-Andorre et à Sud-Radio, il voit un rêve se réaliser. Dix personnes travaillent à *Fréquence 47* : elles sont payées au SMIC, mais le directeur de la station gagne environ trois fois plus.

Ayant été la première à exister, cette station est aussi la plus critiquée. « Radio-Combine, Radio-Pognon, Radio-R.F.P. (*Radio François Poncet*) » (2)...entend-on dire dans la bouche d'adversaires politiques de l'ancienne majorité, qui « tient » la mairie d'Agen. Jean-Paul Alaux se défend d'animer une radio « officielle » : « *Chacun peut s'exprimer : le Planning familial est bien venu.* » De chaque côté, on prend ainsi des billes dans l'autre camp. Pendant les crues de la Garonne, il y a eu également certains « *débordements verbaux* » sur les ondes de *cette jeune station. De petites* « boulettes », en termes de métier, que la presse régionale a monté en épingle...

David et Goliath

Dans l'autre camp, Jacques Massey, vingt-six *ans également*, ancien animateur de *Radio-Babel*, la radio-pirate des temps difficiles, devenue l'association Rencontres. Avec Jean-Paul Epinette, instituteur à Villeréal, et quelques autres, il se bat depuis longtemps avec fougue et idéalisme pour une certaine forme de « convivialité » au pays contre une radio que l'on consomme, pour celle que l'on anime. Les notables locaux ne s'y sont guère intéressés et ont préféré soutenir *Fréquence 47*. La ville d'Agen est *devenue partie prenante*. A la demande du président du conseil général, la chambre de commerce et d'industrie d'Agen, la chambre de métiers, la ville de Villeneuve-sur-*Lot* ont apporté qui 10, qui 20 millions de centimes... Au total, 1,2 million de francs ont été trouvés pour la première année de fonctionnement. Certains grondent dans les villes et les chambres consulaires, car le mouvement a été un peu rapide. Et, quand on sait que certaines associations se battent depuis des années pour obtenir des subventions, on peut le comprendre.

Pendant ce temps, sans lieu de rencontre, sans studio, avec seulement quelques bénévoles coincés entre le travail et la famille et un apprentissage technique donné par des « stages » amicaux, ceux que l'on nomme *Radio-Débrouille* continuent d'espérer une manne qui viendrait d'un grand mouvement de solidarité, ou, comme ce sera *plus vraisemblablement le cas*, d'un organe de presse régionale. Sans liberté d'expression ils ne pouvaient pas émettre, sans moyens ils continuent de ne pas pouvoir. *La différence ? La clandestinité*, elle, mobilisait davantage.

Le diable et le Bon Dieu

Il n'y a pas qu'entre idéologies qu'on s'arrache les ondes en Lot-et-Garonne : spirituel et temporel s'affrontent également. D'un côté, au centre du département (à Laparade, près de Clairac), une expérience radiophonique a vu le jour sous l'égide des Eglises protestantes du département : *Radio-Espoir.* De l'autre, à Aiguillon, c'est le « siècle » qui s'exprime par la voix de *Radio-Lot-et-Garonne*, qui émet à partir d'une des plus grandes « boîtes de nuit » du département.

Ce que l'on y veut, c'est « *de la musique avant toute chose* », et cela « *pour se faire plaisir* ». L'audience, à cause de la puissance de l'émetteur, n'est pas encore très importante, mais l'impact pourrait être grand, car l'homme de la rue ne fait pas trop confiance aux mots : « *Le blablabla... vous comprenez... Tandis que la musique, moi, ça me parle.* » Le jeune animateur, absolument seul dans ce cadre étrange, jongle avec les disques, « sature » à force d'entendre. Sa *cause n'a pas de mots mais* les murs semblent avoir des oreilles, car le téléphone sonne souvent pour demander un morceau. Les artisans au travail cherchent déjà à capter ces *ondes*, les *jeunes* aussi, surtout la nuit.

Du sanctuaire des décibels on passe sans transition à la maison de Dieu, qui part en croisade en *se servant des médias* : Robert Garcia est réparateur radio-télé à Clairac, il est entouré par Maurice Raetz et par Bernard Bouissières, tous deux pasteurs, mais de *confessions protestantes différentes*. « *Premier miracle*, disent-ils, *Dieu nous a unis dans le même projet.* » Depuis Noël, avec des moyens très importants venus de dons et de cotisations, ils émettent régulièrement. Ils sont les seuls à parler de prison, de solitude, d'hôpitaux, et à programmer des émissions en langue arabe. De la musique ? oui, mais folk, classique ou spirituelle. Un pont avait été jeté en direction de *l'ancienne Radio-Babel*, mais, lorsqu'on leur a dit : qu'« *annoncer la bonne nouvelle, ça n'intéressait plus personne* », ils sont allés planter leur émetteur plus *loin*. Et, *du coup, on peut lire* dans les statuts de *Radio-Espoir* que leur but est d'« *annoncer l'Evangile* » mais aussi de « *s'interdire toute action ou discussion politique* ». Réponse du berger à la bergère. Emettez-tous : Dieu reconnaîtra les siens.

Le feu sacré

L'enjeu du débat, c'est bien sûr l'auditeur, invisible, insaisissable. L'audience est difficilement mesurable. Les standards ne sont pas encore bloqués. Presque *tous envisagent* de *meilleurs* émetteurs. Les radios de consommation facile ont une longueur d'avance, mais tout n'est pas encore joué, car, de l'introduction *éventuelle* de la *publicité* peut dépendre bien des choses. C'est elle, la grande perdante auprès du public. On supporte déjà mal le discours idéologique ou religieux, mais encore moins la « pub ». « *Dans un journal, on peut ne pas la lire ; à la radio, on est bien forcé de l'entendre. Qu'ils laissent donc cela aux périphériques !* »

Les radios sont encore peu connues, peu entrées dans les mœurs ; mais de tous ceux qui les animent on peut dire – ce n'est pas le privilège de ceux qui ont la foi – qu'ils ont le feu sacré. Ils croient à leur projet, sont prêts à *se battre et surtout – maître mot* – à communiquer. Il s'agit, quel que soit l'alibi que les statuts se donnent, de dégeler un monde perçu comme figé par la solitude. L'un multiplie les gadgets d'une radio prête à la consommation, le deuxième veut faire participer, *le* troisième veut *répandre* la « bonne nouvelle »... Tous attendent d'être entendus, d'être aimés, et qu'on le leur dise. Pourvu que le téléphone sonne... ■

(1) *Fréquence-47*, 36, rue des Ambans, 47000 Agen Tél. : (53) 47-24-07. – Association *Rencontres*, mairie de Penne-d'Agenais, 47140 Penne-d'Agenais. Tél. : (53) 70-72-27. – *Radio-Espoir*, Laparade, 47320 Clairac. Tél. : (53) 88-60-05. – *Radio-Lot-et-Garonne*, Aiguillon. Tél. : (53) 79-60-48.

(2) Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères, est président du conseil général de Lot-et-Garonne.

sont aujourd'hui conscients de leur pouvoir, ils veillent scrupuleusement à respecter les limites légales qui sont imposées à leur faculté de critique. En la matière, la loi accorde aux professionnels qui s'estimaient lésés un certain nombre de protections : le droit de réponse à toute personne mise en cause dans une publication ; les sanctions pénales contre la diffamation et l'injure ; enfin la possibilité d'obtenir réparation du préjudice en cas de faute reconnue.

C'est donc devant le prétoire que consommateurs et professionnels finissent souvent par en découdre, et les sommes demandées par ceux-ci en matière de dommages-intérêts atteignent couramment des montants astronomiques. Ainsi, dans l'affaire qui l'oppose à l'I.N.C., la société Seb a estimé son préjudice financier à plusieurs dizaines de millions de francs, incluant aussi bien le dédommagement des investissements de recherche ou les dépenses publicitaires que les dommages moraux qu'elle estime avoir subis.

Il est vrai que rares demeurent les procès perdus par les associations de consommateurs. Un des plus célèbres étant la condamnation du mot d'ordre de boycottage lancé par l'U.F.C. à l'encontre de Shell-France à la suite de la catastrophe provoquée par l'échouement de *l'Amoco-Cadiz* sur les plages bretonnes. Aujourd'hui, les tribunaux retiennent plus facilement la notion de « bonne diffamation », qui veut que l'appréciation péjorative sur un produit ne constitue pas une faute, eu égard à la légitimité des buts poursuivis par son auteur.

Compétence

Dès lors, l'arsenal judiciaire apparaît, dans les faits, comme un garde-fou dérisoire aux yeux des professionnels. Ceux-ci tentent, depuis quelque temps, de mettre en place une sorte de « déontologie de la consommation » en trois points, qui leur permette d'équilibrer la balance et de présenter leur défense en face de l'opinion publique.

Ils souhaitent d'abord que le délit de diffamation soit sanctionné au même titre que la publicité mensongère. Ils demandent ensuite qu'un droit de réponse leur soit accordé sur les écrans, notamment à l'occasion des émissions de l'I.N.C. Ils aimeraient enfin obtenir de la part des associations que celles-ci les consultent avant de se manifester publiquement sur une action, de manière à pouvoir engager en amont d'éventuelles négociations.

Pour l'instant, cette dernière proposition a rencontré une fin de non-recevoir définitive de la part des intéressés, au nom de la liberté de critique *« à laquelle il ne saurait être mis de préalable »*.

Du coup, certaines entreprises, faute d'arriver à maîtriser le dialogue avec les consommateurs trop coriaces, et se sentant heurtées de plein fouet par les attaques aussi imprévisibles que violentes qui se succèdent au rythme de parution mensuel de la presse spécialisée, en viennent à manifester des réactions épidermiques non moins excessives, qui donnent lieu à des assauts de communiqués ou à des successions de conférences de presse contradictoires. Les batailles d'experts font rage, d'une technicité telle que les affrontements sur fond de rapports de laboratoires discordants deviennent vite inintelligibles pour le commun des mortels. *« Autrefois, nous cherchions une aiguille dans une botte de foin,* explique-t-on à l'I.N.C., *aujourd'hui, nous cherchons la tache de rouille qui est sur l'aiguille. »* Et François Lamy, directeur et rédacteur en chef de *Que Choisir*, reprend : *« La première arme des fabricants consiste à nous discréditer globalement, en affirmant que nos essais sont truffés d'erreurs. Le pouvoir consommateur est d'abord présumé incompétent..., jusqu'à ce qu'on reconnaisse qu'il avait raison. »*

Mais les associations doivent également se battre sur un autre terrain pour faire admettre leur droit à la critique. Le mouvement n'a pas encore réussi, à de rares exceptions près, à découvrir des convergences d'action avec le courant syndical, même si la C.G.T. et F.O. ont leur propre organisation de consommateurs. Les syndicats de travailleurs de Kléber-Colombes (C.G.T., C.G.C., C.F.T.C., F.O.) ont même exprimé *« leur protestation et leur inquiétude »* devant la persistance des attaques de l'U.F.C. (contre les pneus V 10 et V 12), trouvant *« pour le moins suspect son acharnement contre une seule marque de pneumatiques »*.

Mais, pour Lucien Bouis, le chantage à l'emploi est un faux problème : *« On veut nous faire croire que notre critique est un gadget, qu'une société ne peut se payer que dans un environnement euphorique. Alors que c'est, au contraire, dans une période difficile que les entreprises ont le plus besoin du contrepoids des consommateurs : il leur permet de mieux adapter leurs produits au marché, donc d'améliorer leur compétitivité. »*

Les associations ne veulent pas porter le chapeau de la crise ni se voir confier des responsabilités qui ne sont pas les leurs. Leur combat vise plutôt à un rééquilibrage des fonctions : aux professionnels le soin de produire, et donc d'accepter les sanctions du marché quand elles s'expriment ; aux consommateurs la vocation de décortiquer produits et services, et d'en supporter les conséquences en cas d'erreur. ■

---

(1) Union fédérale des consommateurs, 7, rue Léonce-Reynaud, 75781 Paris Cedex 16.

(2) Institut national de la consommation, 80, rue Lecourbe, 75732 Paris Cedex 15.

(3) « De la rumeur d'Orléans... aux rumeurs alimentaires, le cas Space Dust ». Étude réalisée à la demande du fabricant, General Foods.

(4) Fédération nationale des coopératives de consommateurs, 27-33, quai Le-Gallo, 9200 Boulogne.

CROQUIS

Un Américain à Paris

Pauvre John ! Il est en France depuis moins d'un mois, et il lui est déjà arrivé plus d'ennuis qu'en dix ans chez lui, en Californie ! Il a prêté de l'argent à un inconnu qu'il n'a jamais revu. Il a failli se faire écraser en traversant l'avenue des Champs-Elysées à 6 heures du soir (il était pourtant dans les clous). Il a passé une nuit au poste de police pour s'être enivré publiquement place de l'Odéon (pourquoi a-t-il fallu qu'il oublie subitement l'adresse de son hôtel ?). Et pourtant, il se faisait une telle fête de ce voyage ! Pensez : à trente-cinq ans, et sans jamais avoir quitté le continent américain, quelle expédition ! Mais pourquoi choisir la France et non l'Italie, l'Espagne ou l'Angleterre ?

C'est que, voyez-vous, John est français. Enfin, à moitié, puisque sa mère est née à Ménilmontant avant de rencontrer un soldat américain à la libération de Paris, en 1945. Avec son fils, elle a toujours employé la langue de Victor Hugo et d'Arletty. Aussi John parle-t-il parfaitement le français, et de plus sans accent. Et il est tellement fier de ses origines qu'il prend un malin plaisir à se faire passer pour un Parisien de pure souche !

C'est peut-être cela qui lui a occasionné tant d'ennuis. Comme les habits pour le moine, la langue ne fait pas l'autochtone. Et malgré son français impeccable, John s'est comporté à Paris avec toute la naïveté d'un Américain de Californie. C'est-à-dire à mi-chemin entre un gardien de vaches du Haut-Jura et un ambassadeur tout juste débarqué de la planète Mars ! Hélas, chez nous, on pardonne plus facilement aux étrangers leurs écarts de langage que ceux de leur conduite. Pour son malheur, John a tenu le rôle de Candide au pays de Voltaire.

EDOUARD BRASEY.

DEMAIN

La femme dans cent ans

Sauter un siècle est un exercice périlleux, divertissant et instructif. Le professeur Jean Bernard suppose qu'au début de l'an 2082 il participe à un congrès, pour parler de la condition féminine. Voici le texte de son intervention.

JEAN BERNARD (*)



DÈS le dernier quart du vingtième siècle, la condition féminine commençait à changer. Condition ? Il convient de souligner l'ambiguïté de ce terme qui désigne à la fois la dame aristocratique (des personnes de condition, disait Pascal) et la pauvre domestique, entrée en condition. Nous prendrons ici condition dans le sens que lui donnent Rousseau et Malraux *(la Condition humaine)* ou La Bruyère se demandant *« quelle condition vous paraît la plus délicieuse ou la plus libre, ou du berger ou de la brebis »*.

Le premier changement important de la condition féminine est ancien. C'est vers 2030, voici donc quelque cinquante ans, que la vaccination contre la grossesse a été généralement appliquée sur tous les continents et introduite dans les législations. On se rappelle, à la fin du vingtième siècle, les débuts incertains de ces vaccinations. La vaccination contre les antigènes du sperme n'a longtemps protégé les femmes que contre le sperme de leur mari. Toute naissance était nécessairement adultérine. Le roman, le théâtre de boulevard, ont largement utilisé au début de ce vingtième siècle ce thème nouveau. La vraie vaccination contre la grossesse utilise l'hormone gonadotrophine (ou plus exactement certaines sous-unités spécifiques de cette hormone) couplée à l'anatoxine tétanique. D'abord expérimentale, régulièrement améliorée, la méthode est largement utilisée en France depuis 2010. Des variations de la chronologie, de la posologie, permettent des variations de la durée d'immunité anti-grossesse, un an, trois ans, cinq ans.

La femme du vingt et unième siècle, même la femme illettrée, même celle qui ne sait pas compter, a définitivement acquis la maîtrise de la reproduction. Certains débats, certaines oppositions, nous semblent anachroniques, tels ceux qu'évoquait si brillamment Paul Valéry : *« La cause de la dépopulation est claire, c'est la présence d'esprit. Une somme d'époux prévoyant de l'avenir constitue un peuple insouciant de l'avenir. Il faut perdre la tête ou perdre sa race. »*

Certaines querelles du passé — telles celles de l'avortement — qui, passionnées et passionnelles, opposèrent tant de femmes et d'hommes de bonne foi (enfin de bonne foi, presque tous, comme aurait dit Henri Mondor), ces querelles paraissent aujourd'hui, en 2082, absurdes et dérisoires.

« In vitro »

Le deuxième changement, plus important encore, de la condition féminine est plus récent. Depuis 2050, l'œuf humain peut mûrir, se développer entièrement dans des centres spécialisés, hors de l'utérus maternel. La maternité, en fait, est très différemment assumée par les diverses classes de vertébrés. Tantôt la fonction maternelle se limite à l'émission d'ovules qui seront fécondés dans l'eau, sur la terre, et se développeront loin de la mère. Tantôt la fécondation de l'ovule a lieu dans l'organisme maternel, et l'œuf fécondé est aussitôt pondu pour être couvé par la mère. Tantôt, enfin, et c'est le cas des mammifères, la mère garde et nourrit dans sa matrice l'œuf fécondé pendant les premières semaines ou les premiers mois de sa vie.

Les « finalistes » ont longtemps considéré que ces diverses étapes représentaient autant de progrès. La connaissance au vingtième siècle des maladies, rubéole, toxoplasmose, transmises de la mère à l'enfant pendant la grossesse d'une part et d'autre part des conflits immunologiques opposant mère et enfant, tel le conflit Rhésus, a permis de nuancer cet optimisme.

Pendant près de deux siècles (la première tentative due à Heappe à Londres et concernant le lapin est de 1890), d'importantes recherches ont eu pour objet la fécondation et la vie hors de l'utérus maternel de l'œuf de mammifère. Trois problèmes ont été successivement, patiemment, réglés, d'abord pour les rongeurs puis pour les animaux de ferme, puis pour les singes supérieurs, puis pour l'espèce humaine : 1) le problème de la fécondation *in vitro* résolu dès la fin du vingtième siècle ; 2) le problème de la vie hors de la matrice de l'œuf fécondé, grandement facilitée par les remarquables progrès de méthodes de culture de cellules ; 3) le problème le plus difficile, l'organisation *in vitro* de conditions d'environnement comparables à celles de l'utérus maternel avec l'apport des informations hormonales, neuro-hormonales, nerveuses, humorales, dont l'importance est si grande, et en excluant virus et anticorps nocifs.

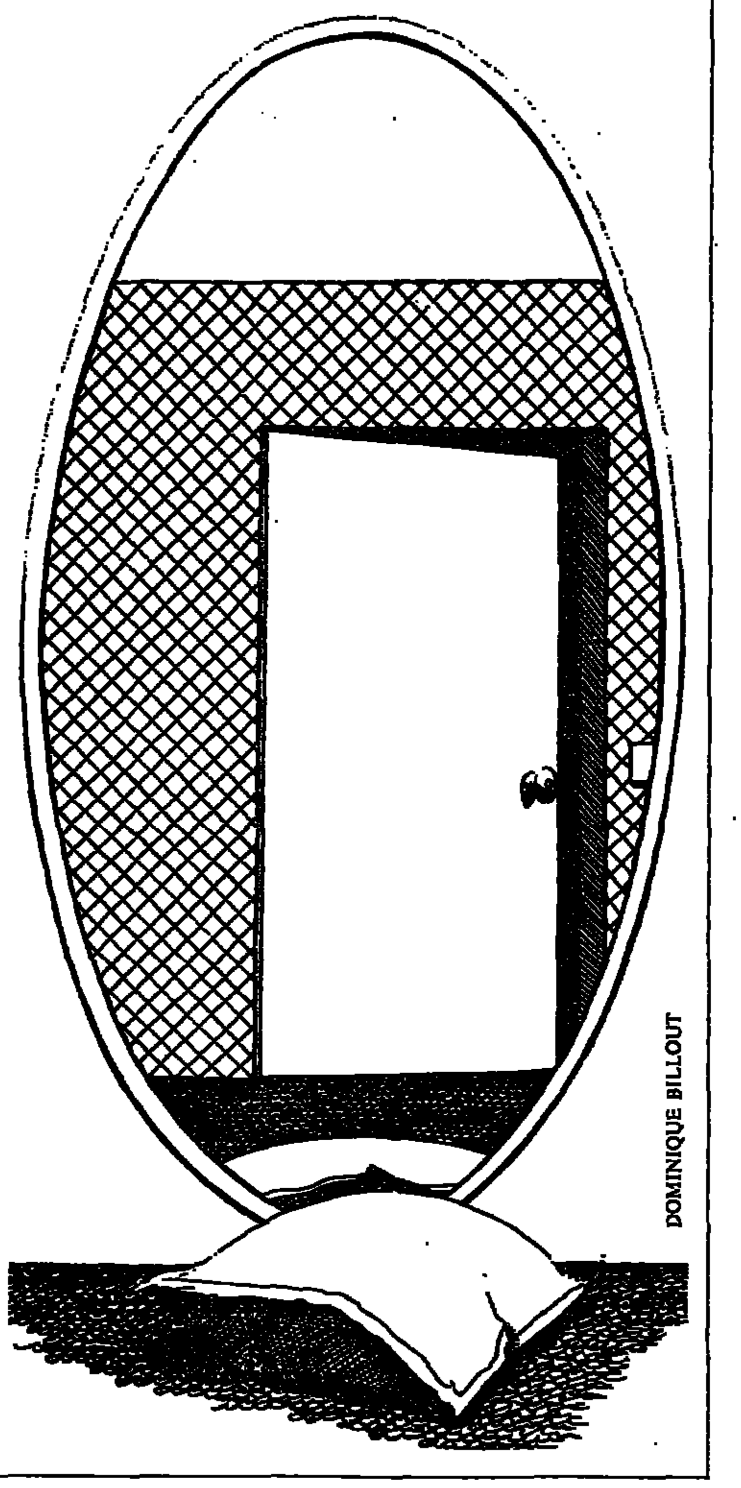
L'amour maternel

Les progrès de la biologie permettent une accélération de l'histoire. Le passage de l'œuf pondu, couvé, à l'œuf intra-utérin avait, avec diverses étapes intermédiaires, demandé plusieurs dizaines de milliers d'années. En quelques dizaines d'années s'est fait le passage de l'œuf intra-utérin à l'œuf développé en culture. Très vite, avec cette sorte d'ingratitude que donne l'habitude, le passé a été oublié. Le terme de grossesse a presque cessé d'avoir un sens. Et les jeunes femmes de 2082, libérées, ignorent les servitudes qui, pendant des millénaires, ont accablé leurs aînées.

Certains esprits chagrins avaient annoncé que ces progrès entraîneraient une nationalisation de la fonction de reproduction et la disparition de l'amour maternel. La première prévision s'est trouvée temporairement justifiée. Dans quelques pays, l'Etat a pris en main dans des centres très surveillés la fécondation, le développement de l'œuf, en écartant les parents. Des méthodes comparables avaient été appliquées, après la naissance, dans divers pays au vingtième siècle. L'échec, après quelques années, fut complet au vingt et unième siècle, comme il l'avait été au vingtième siècle.

La deuxième prévision, celle qui annonçait la disparition de l'amour maternel, n'a, fort heureusement, pas été confirmée. Après tout, de nombreuses sociétés humaines ont connu de très fortes, de très émouvantes amours maternelles. Tout au contraire, avec les nouvelles formes de la reproduction, l'amour des deux parents s'est sublimé, libéré des contraintes matérielles qui l'affaiblissaient, rendu égal par l'égalité des conditions du père et de la mère, fortifié par la connaissance de leur enfant non plus seulement à la naissance mais dès le moment de la fécondation. Les enfants de notre temps semblent bien aussi heureux, peut-être plus heureux, que ceux des siècles passés. ■

(*) De l'Académie française.



FOSSÉ

Les missionnaires du dialogue avec la science

Fondé en 1974, le Groupe de liaison pour l'action culturelle scientifique (GLACS) s'est donné pour but de rapprocher les scientifiques de ceux qui ne le sont pas.

MARIE-BERTHE SAHORES

SUR l'écran, des fœtus dans leur bocal ou des monstres, on ne sait pas très bien. Puis des planches anatomiques, des maquettes : corps mutilés, musculatures écorchées, viscères à nu... En voix *off*, la jeune femme dit qu'elle ne se reconnaît pas, elle, la vivante, dans cette représentation macabre : celle des musées scientifiques. Non et non, cette science-là n'est pas pour elle. Ce 28 janvier 1981, dans une salle prêtée par le Collège de France : des scientifiques, des responsables du Palais de la découverte et du futur musée de La Villette. On rit, on proteste. Lumière.

L'homme qui prend ensuite la parole a le style et l'intonation de Nougaro. Il raconte ses onze années de « *lutte contre le bruit* » avec ses camarades, O.S. à la SNIAS. Pour l'ouvrier des chantiers de l'aéronautique, cette lutte passe par la lente, la très lente conquête d'une information qu'on ne lui destinait pas et qu'il ne sait pas déchiffrer. Pour se faire expliquer le bruit, ils ont même été questionner les chercheurs du laboratoire d'électro-acoustique à Toulouse. Tout cela pour obtenir quoi ? Des casques, une salle de repos... Autant dire, rien.

Et s'ils sont là, aujourd'hui, grâce au Groupe de liaison pour l'action culturelle scientifique, c'est pour rendre compte de l'énorme fossé qui sépare les scientifiques... de ceux qui ne le sont pas ! Un fossé dont les adhérents du GLACS ne s'accommodent pas. On est tenté de leur répondre que les médias et les musées des sciences — en un mot, la vulgarisation — servent justement à jeter un pont sur ce fossé-là. Vous n'y êtes pas, vous diront-ils : la science proposée au public sous cette forme-là « *répond à des questions qu'on ne lui pose pas, jamais à celles qui nous intéressent* ». Et puis il existe des esprits qu'un article scientifique révulse : seront-ils condamnés pour cela à être les citoyens d'un monde « *envahi par la science et les objets techniques* », sans avoir leur mot à dire ? Vous ne comprenez toujours pas très bien où le bât blesse les gens du GLACS ? Eux non plus, dans les débuts, reconnaissent-ils honnêtement. C'est même pour cela qu'ils ont créé leur groupe : pour préciser les interrogations du public. Ses questions, il les posera directement aux scientifiques.

Aix-Pop

Parmi ces derniers, quelques-uns ont répondu : d'accord ! Ce fameux fossé, ils n'en veulent pas non plus. « *Le savoir a goût de pouvoir*, confessent-ils. *Nous autres, scientifiques, même partageux, formons un groupe fermé ; nous nous sentons liés à la science par un lien privilégié.* » Le contact avec le public ? « *Nous le concevons trop souvent comme un enseignement.* » Il faut un bel humour et pas mal de probité pour secouer ainsi les murs de sa tour d'ivoire. Car ils pressentent ce qu'ont toujours su les vedettes du show-biz : aller vers le public, c'est abandonner un peu de son prestige ; accepter les questions, c'est se remettre en question. « *Pour les scientifiques, c'est une épreuve ! Nous avons tellement l'habitude d'être écoutés disant la vérité ! Quand on commence à nous acculer, nous sommes tentés de nous réfugier derrière l'aura du scientifique... à laquelle nous succombons !* »

« *L'épreuve* » évoquée par Marcel Froissart, du Collège de France, ne fait que commencer, en septembre 1973, à Aix-en-Provence. Le GLACS n'est même pas à l'horizon du projet de Peter Soenderegger, du CERN (1), de Michel Crozon, du C.N.R.S., et de Charles Nugues, du Centre culturel d'Aix. Ils vont saisir l'occasion du congrès international de physique pour tenter cette « première », insolite dans le monde de la science : « *Transformer les physiciens en saltimbanques. Parler de la physique comme on engagerait un dialogue* » avec l'homme de la rue. Dans la journée, le congrès faisait le point sur les particules. Puis, dans la soirée, sous les étoiles aixoises, « Physique dans la ville » — vite rebaptisée « Aix-Pop » — ouvrait à tous « *une sorte de grande fête de la physique, avec des dizaines de stands, tenus par des physiciens des machines, des panneaux, des manips* », raconte Michel Crozon. Le public vint et la presse approuva « *cette cordiale et chaleureuse foire aux particules* » *(le Monde)*. Le courrier du CERN remarquait : « *Pendant quelques jours, les Aixois ont eu le sentiment de savoir à quoi ressemblait un physicien et beaucoup de physiciens eurent l'occasion de découvrir à quoi ressemblait le grand public.* »

Il existe donc bien une demande de la part du public et pour les pionniers d'Aix, rejoints par Marcel Froissart et Marie-Simone Detœuf, administrative à l'IN_2P_3 (2), elle va se préciser au colloque de Grenoble. Thème : « La place des sciences dans les activités culturelles ». Une place bien contestée. Allez goûter un concerto ou des aquarelles dans un lieu culturel ; mais une exposition sur les énergies ? Intéressés au premier chef, car leur avenir en dépend : les animateurs scientifiques. Qui sont-ils ? Ex-scientifiques, mais pas toujours ; reconnus par l'institution, mais trop rarement ; rattachés à un centre culturel, mais minoritaires ; ils montent des expositions à caractère scientifique, appellent des spécialistes à des débats. Réponses directes au besoin d'un public qu'ils connaissent bien, eux.

Voilà les gens dont les inventeurs d'Aix-Pop ont besoin ! Pour l'instant, continuer ensemble la réflexion amorcée, lancer d'autres « Physique dans la ville », est leur but immédiat. Voilà pourquoi, en 1974, ils créent le GLACS. Il regroupe, en plus de ce petit noyau de scientifiques et de ces quelques animateurs, une poignée de citoyens ordinaires. On verra passer, au fil des années et des réunions mensuelles : des enseignants, un peintre, des journalistes, un dentiste, des comédiens, un stewart, un lycéen... Des quatre coins de France y vient qui veut, même et surtout s'il ne connaît Einstein que de réputation. Pas de budget fixe (3), encore moins de cotisations, tout juste quelques contrats aléatoires.

C'est dans ces conditions précaires qu'ils vont monter des « Physiques dans la ville », à Ajaccio, à Dijon, à Caen, et inspirer des expériences semblables à Londres, à Copenhague. La réticence des notables et des officiels locaux, si elle étonne aujourd'hui — « *Les Dijonnais ne s'intéresseront jamais à ce type d'expérience !* » « *Qu'importe le contexte ; de toute façon, les gens n'y comprendront rien !* » — confirmait le caractère novateur de telles réalisations. Et qui réussissent. Mais ce n'est pas le GLACS que l'on prendrait en flagrant délit d'autosatisfaction : « *Et si* « *Physique dans la ville* » *donnait à bon compte bonne conscience aux physiciens ?* » N'a-t-on pas lu dans la presse corse : « *Merci aux physiciens qui s'abaissent à venir nous parler !* » Si elle collaborait au « *renforcement des mythes* », au lieu de les enfoncer ?

A la bonne franquette

C'est pourtant pour d'autres raisons que le groupe va renoncer aux « Physique dans la ville ». D'abord, l'insuffisance de ses moyens matériels : « *On n'avait pas les épaules pour ça.* » Ensuite, l'intérêt manifesté par les organismes scientifiques officiels. Dès 1977, le BNIST (3) et la S.F.P. (4) vont reprendre à leur compte les projets lancés par le GLACS. « *Nous n'avons pas voulu leur servir de conseillers permanents. Les contacts privilégiés ont repris, à la bonne franquette.* » C'est le premier tournant dans l'histoire du groupe, où vont dominer pour un temps les « *histoires d'animateurs* ». Ce que ces derniers trouvent au GLACS ? « *Pendant très longtemps, le seul lieu où leur travail a été légitimé ; le seul qui fasse connaître et diffuse leur action* », où ils se rencontrent, échangent leurs expériences. Ainsi, Monique Thorel invite le GLACS à Chalon-sur-Saône ; André Martin vient de Valence, Alain Berestesky de Bagnolet...

Autre activité à leur intention : une documentation nouvelle et complète. Par exemple, *Médecine, Santé et Usagers*, de Luce Giard, ou bien *Iconographie sur les musées des sciences et des techniques*, par Colette Loustalet. Ils veulent aussi « *élucider leur statut vis-à-vis des scientifiques* » : en clair, ils ne se sentent pas tout à fait tolérés, ces mon-

BALLONS

La difficile renaissance du dirigeable

Enterré en 1937 dans les débris du « Hindenburg », porteur de trop d'espoirs en 1970, le ballon dirigeable joue aujourd'hui son quitte ou double.

PATRICK BENQUET

ETRANGE destin que celui du ballon dirigeable. Après une brillante carrière, commencée au début du siècle et interrompue brutalement par l'explosion du célèbre zeppelin *Hindenburg* le 6 mai 1937, il semble renaître de ses cendres au début des années 70 et porter les espoirs les plus fous des responsables publics et industriels. Il se retrouve aujourd'hui confronté à un nécessaire et difficile réajustement des ambitions de ceux qui continuent de penser que les « plus légers que l'air » sont terriblement d'actualité.

Le cameraman qui continua de filmer les quatre-vingt-dix-sept passagers du *Hindenburg* s'enfuyant sous un déluge d'hydrogène enflammé et de structures métalliques en fusion ne se doutait pas qu'il venait d'offrir, pour près d'un demi-siècle, aux spectateurs abasourdis une image de ce que devait être l'enfer... et qui allait faire oublier pour longtemps les cent quarante-quatre traversées transatlantiques réussies, le tour du monde en douze jours, la prestigieuse flotte allemande, les « porte-avions du ciel » américains et les innombrables missions que les dirigeables avaient accomplies pendant plus de trente ans.

Pouvait-il en être autrement ? Etait-il concevable de laisser circuler ces véritables bombes volantes qu'étaient ces impressionnants cigares de toile remplis de milliers de mètres cubes d'un gaz éminemment inflammable : l'hydrogène ?

Il faudra attendre la décennie 70 pour que d'importants progrès technologique, commencent à mettre sérieusement à mal le syndrome *Hindenburg*. C'est désormais l'hélium, gaz parfaitement ininflammable, qui va remplir des enveloppes beaucoup plus légères et résistantes que dans le passé. Les hélices qui font avancer l'appareil sont aujourd'hui orientables. Leur poussée sera horizontale en vol horizontal et verticale pour faciliter le décollage et l'atterrissage. L'amélioration sensible de la prévision météorologique évitera aux nouveaux dirigeables les surprises climatiques que connurent leurs ancêtres. Les progrès des instruments de navigation sur les avions profiteront à la nouvelle génération des aéronefs allégés.

Le contexte économique d'un monde en crise va également favoriser leur renaissance. En période de renchérissement constant du carburant, tous les responsables rêvent de cet appareil qui ne consacre que 20 % de son énergie à se maintenir en l'air et 80 % à se déplacer, alors que, par exemple, pour l'hélicoptère, la proportion est exactement inverse ; un appareil qui ne pollue pratiquement pas, qui est peu bruyant et qui n'a pas besoin de ces longues pistes d'envol qui défigurent les paysages. Les études les plus sérieuses le montrent : à terme, le ballon dirigeable pourra transporter les mêmes tonnages que les plus gros de nos avions-cargos et même plus.

Au début des années 70, dans les dossiers des décideurs, rien ne semble devoir échapper au domaine des dirigeables. Pétroliers, aéronefs gros porteurs, grues géantes, plates-formes d'observation pour la surveillance maritime ou les mesures météorologiques, tourisme aérien à moyenne vitesse et à basse altitude : tout semble possible. Des besoins nouveaux trouvent dans les dirigeables la solution de leurs problèmes : levage et transport des « masses indivisibles » de l'industrie moderne, tels les cuves de 180 tonnes des centrales nucléaires ou les flotteurs des 22 mètres de diamètre des plates-formes de recherche pétrolière en mer ; exploitation du bois dans les forêts de haute montagne inaccessibles par la route ; désenclavement des pays du tiers-monde, pauvres en voies de communication.

Tous azimuts

En 1972, l'AERAL (Association d'études et de recherches sur les aéronefs allégés, « *une P.M.E. d'idées pour la renaissance et la rétro-innovation du dirigeable* », comme la définit son président M. Jean-Claude Empereur) voit le jour et réunit des colloques de chercheurs, industriels et futurs clients de ce nouveau moyen de transport vieux de près d'un siècle. Mais, en 1982, M. Jean-Claude Empereur ne parle plus que de « *pré-renaissance* » du dirigeable et de la nécessité actuelle d'« *une approche progressive* ».

Le bilan qu'on peut faire actuellement n'est en effet pas à la mesure des espoirs des années 70. Des projets, des études, continuent bien sûr d'être menés. La marine américaine poursuit à coup de millions de dollars ses recherches. Les Japonais travaillent sur un projet de grue volante, les Soviétiques réfléchissent à un « train du ciel » de 1 500 mètres de long et la firme allemande Zeppelin continue de financer de petites équipes de recherche. Quant aux quatre cigares « Goodyear », du célèbre fabricant de pneumatiques, ils sillonnent toujours les cieux occidentaux à des fins principalement publicitaires. Une façon pour tous de rester dans la course pour le jour, s'il doit arriver, où le départ sera réellement donné.

Prototypes

En France, la SNIAS semblait bien partie avec *l'Hélicostat*, un appareil capable de lever une charge utile de 30 à 4C tonnes, étudié à la demande du Centre technique du bois pour l'exploitation des forêts inaccessibles. Mais, explique M. André Caumette, à la direction commerciale de la SNIAS, face à une conjoncture difficile, priorité a été donnée à l'Airbus, qui, à partir de 1978, a commencé à très bien se vendre. Le lancement récent de l'étude de l'ATR 43, un petit appareil à turbopropulseurs, de quarante-deux places, montre qu'à l'Aérospatiale le dirigeable n'est pas près de détrôner l'avion.

A la SEAB (Société d'études et d'application industrielles de brevets), M. Pierre Balaskovit ne se laisse pas abattre par l'adversité. Après la destruction à Etampes, pendant une tempête de neige, sous son hangar qui s'effondra, d'un premier prototype, il travaille actuellement sur *Alcyon*, un dirigeable de type lenticulaire de 40 mètres de long, 32 mètres de large, 9 mètres de haut, à structures rigides, capable d'enlever une charge utile de 1,5 tonne et destiné à la petite surveillance. Mais des retards de financement — bien que 40 % des 9 millions de francs que coûtera le projet soient fournis par l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) — reportent le début des essais à septembre 1983.

Les projets de la Météorologie nationale française illustrent mieux que tout autre à quoi se réduisent aujourd'hui les ambitions de ceux qui se battent pour la renaissance du dirigeable. « *L'observation est le meilleur créneau* », explique M. Adelin Villevieille, directeur de l'Etablissement d'études et de recherches météorologiques. Les mesures auxquelles procèdent les météorologistes, la surveillance des pollutions terrestres, supposent en effet une observation « à point fixe », par vent faible. L'avion se déplace trop vite par nature, l'hélicoptère perturbe par ses pales l'environnement à observer et il ne peut rester en vol que pendant un temps limité. On voit les avantages que représente le dirigeable.

La société française Zodiac a donc construit une maquette, au tiers de l'engin souhaité par la Météorologie : c'est le *Dinosaure*, dirigeable en forme de catamaran qui a déjà franchi avec succès le cap des deux cents heures de vol. Et maintenant ? « *Il n'y a pas de budget pour 1982* », explique M. Serge Antoine, chef de la mission des études et de la recherche au ministère de l'urbanisme et du logement. Mais, ajoute-t-il, confiant dans la faveur que la recherche scientifique rencontre actuellement auprès des pouvoirs publics, « *il y a de fortes chances qu'en 1983 ça redémarre* ».

Un hypothétique financement en 1983 pour la météo, 40 % du petit budget de l'*Alcyon* pour la SEAB : la « *mollesse* » des responsables publics n'est niée par personne. « *Il faut*, explique M. Jean-Claude Empereur, *qu'ils prennent le problème à bras le corps, sinon...* »

Faire petit

Sinon, la société anglaise Airship Industries a bien des chances de devenir le leader européen, voire mondial, dans ce domaine. Créée en 1972 avec une mise de départ de 100 livres, Airship Industries a aujourd'hui un capital autorisé de 10 millions de livres, qui regroupe le transporteur European Ferries et quelques-unes parmi les plus grosses banques et compagnies d'assurances londoniennes. Le créneau commercial pour la société anglaise est d'abord l'armée : pour la surveillance des côtes, la lutte anti-sous-marine (le dirigeable ne se fait pas repérer par le bruit de son moteur puisqu'il ne touche pas l'eau), les radars aéroportés (type « petits AWACS »), la protection des sites stratégiques. Dans le civil, il peut servir de navette court-courrier ; un projet est soumis actuellement à l'Aéroport de Paris pour faire la navette entre Orly et Roissy.

Le *Skyship 500*, premier appareil de pré-production d'Airship Industries, a récemment commencé ses essais à Cardington, dans la banlieue de Bedford. Il devrait obtenir son certificat de navigabilité dans quelques mois. C'est un appareil de 50 mètres de long, de 14 mètres de diamètre et d'une hauteur de 18 mètres. Toute la partie aérostatique du ballon, de type non rigide, est française, réalisée par la société Aerazur Efa, filiale aéronautique de Zodiac. Le *Skyship 500* peut transporter près de 2 tonnes de charge utile. Il a une autonomie de dix heures de vol et une vitesse de croisière de 90 km-h. Ses rotors orientables lui donnent une grande maniabilité.

On est loin, bien sûr, des centaines de tonnes de charge utile imaginées il y a dix ans ou des cent passagers transportés par les zeppelins. « *Il faut d'abord faire petit et convaincre les gouvernements d'adopter les réglementations qui permettront le développement du dirigeable* », explique M. Nersi Razavi, directeur général de la division française. Le *Skyship 500* sera à Paris cet été en présentation.

Si beaucoup de sociétés s'interrogent encore, Airship Industries semble avoir pris résolument le départ. La presse belge a récemment rapporté qu'un protocole d'accord venait d'être signé, portant sur la prise de participation de 29 % du capital de la société anglaise par l'État belge. Une usine de dirigeables sera implantée près de Charleroi. Cette opération aurait pu se faire avec la France (un dossier a été déposé auprès de la DATAR), mais les conditions favorables offertes par le gouvernement belge et les changements administratifs depuis le 10 mai ont fait pencher la balance en faveur de notre voisin.

Quant au prochain prototype d'Airship Industries, le *Skyship 600*, qui pourra transporter 3 tonnes de charge utile ou de seize à vingt passagers, il sera financé en partie par la C.E.E. « *L'année 1982 sera décisive* », affirme M. Nersi Razavi. Car rien n'est gagné. Reparti trop vite à la conquête du ciel après une longue absence, le ballon dirigeable joue son avenir dans les toutes prochaines années. ■

treurs de science... Ce fut là-dessus que l'on s'affronta au colloque franco-belge de Louvain, en 1977. Une belle pagaille et un semi-échec pour le GLACS, rudement secoué. Puis un léger mieux à Gif-sur-Yvette, après cette concession des scientifiques aux animateurs : *« Il est évident qu'il y a un malaise. On se dérobe, on accepte d'être mis en cause dans notre propre domaine, mais nous avons beaucoup de peine à accepter une mise en cause externe. »*

Les animateurs apaisés, cette « remise en cause » repart de plus belle. Élément nouveau, elle viendra de plus en plus du public lui-même. Un débat de deux heures et demie a été enregistré à Caen. Le minutage des temps de parole est accablant : une heure trente-six minutes pour les physiciens, vingt-quatre minutes pour le sociologue-animateur. Pour les Caennais eux-mêmes, quinze minutes seulement, dont six minutes pour un notable local, une minute pour une conseillère municipale. Restait... huit minutes pour le grand public !

Les participants aux réunions du GLACS ont évolué depuis 1974. Pas de bavardage creux, pas de congratulations. Ici, les scientifiques ne prétendent pas *« transmettre des connaissances, mais seulement des idées de base sur les méthodes employées, sur ce qu'est la science »*. Par exemple, à la faveur d'une commission sur le langage, on interrogera Marcel Froissart pendant des mois sur... la relativité. Et l'on comprendra mieux les difficultés de communication sur la science.

A égalité

Pour l'observateur extérieur, tout cela semble un peu théorique. Mais au sein du GLACS, à force de tâtonnements, de revendications courtoises mais fermes, les trois partenaires évoluaient lentement vers une compréhension mutuelle.

L'idée se confirme d'un colloque où le GLACS ferait le point sur cette évolution et présenterait ses travaux. En particulier, les résultats d'une vaste balade à travers l'Europe et les États-Unis des musées scientifiques, d'où l'on rapportait notamment quatre mille diapos. Deux années de préparation, par petites équipes, soixante invités (journalistes, muséologues, membres du GLACS) : au colloque de Fontainebleau de juin 1980, scientifiques et profanes, cette fois, s'expriment à égalité.

Aujourd'hui, le GLACS s'est d'autant plus intéressé aux Journées nationales pour la recherche et la technologie, que l'un de ses membres, Marie-Simone Detœuf, a participé à titre personnel à la préparation du « colloque Chevènement ». Réuni en assemblée générale le 14 décembre dernier, le groupe s'est interrogé une fois de plus sur la nécessité de son action, *« à un moment où l'information scientifique est devenue à la mode »*. Le GLACS intensifiera sa production, dont la distribution est restée un peu confidentielle malgré le succès, augmentera le nombre de ses permanents bénévoles, maintiendra des réunions ouvertes à tous, tandis qu'une cotisation annuelle de 50 francs donnera la qualité de membre.

Dernier projet en date : un montage audiovisuel destiné au grand public, entièrement fabriqué par des non-scientifiques. Ils ont longuement interrogé des physiciens, et, fin décembre, ils ont passé trois jours au CERN, à Genève. Visiteurs privilégiés, ils ont à peu près tout vu de ce qui touche à l'énorme accélérateur de particules enterré à 40 mètres et d'un système informatique hypersophistiqué. Certains en sont revenus subjugués par tant de puissance, et complètement bluffés... Dieu, que la science est jolie ! ■

(1) CERN : Centre européen de recherche nucléaire, Genève.

(2) IN2P3 : Institut national de physique nucléaire et de physique des particules, siège du GLACS : 20, rue Berbier-du-Metz, 75015 Paris. Tél. 707-57-16.

(3) Le GLACS a été financé en particulier par la MIDIST (Mission interministérielle pour l'information scientifique et technique), précédemment BNIST, par la Fondation de France, etc.

(4) S.F.P. : Société française de physique.

CRIBLE par ANNIE BATLLE

REPÈRES

Risques politiques

Le Center for Futures Research (C.F.R.) de l'université de Southern-California vient de créer un projet sur deux ans chargé de développer méthodes et techniques pour identifier et évaluer les risques politiques associés aux occasions qui émergent dans le contexte du commerce international. Ce projet mettra l'accent sur les besoins des firmes, les problèmes des pays d'accueil et les effets de la politique des Etats-Unis et de l'économie internationale sur le climat des affaires conduites avec les pays étrangers. (Revue mensuelle *Futuribles* n° 51, 55, rue de Varenne, 75007 Paris, tél. : 222-63-10.)

Téléphone sans fil

Un téléphone sans fil, de 10 à 50 kilomètres de portée, permet de disposer à chaque instant de sa propre ligne téléphonique : en voiture, en bateau, voire sur soi (version portable). La base émettrice se branche directement sur l'installation téléphonique existante (il faut tout de même prévoir une antenne sur le toit), un clavier et un combiné permettant ensuite d'appeler et de recevoir les communications comme de son bureau ou de son domicile.

Le modèle n'est pas homologué par les P.T.T., dont il va sérieusement concurrencer le service de radiotéléphone, car, une fois installé, les communications ne subissent aucun supplément de taxation. A noter qu'il fait aussi gratuitement office d'« interphone » entre la base émettrice et l'endroit où se trouve le combiné sans fil. (Innovation et produits nouveaux, 1, rue Paul-Houette, 92190 Meudon, tél. : 534-84-44.)

BOITE A OUTILS

Informatique et information

Directeur de la Documentation française, Jean-Louis Crémieux-Brilhac a effectué une mission aux États-Unis en juillet dernier. Il s'agissait de faire le point sur la révolution informatique et informative américaine, et d'en tirer des conclusions et des enseignements pour la France. Le rapport de mission vient d'être publié. L'auteur n'est pas informaticien, mais, par vocation et par profession, il est depuis dix ans utilisateur de l'informatique appliquée à la documentation et à la gestion. Aussi a-t-il visé à replacer informatique et information dans un contexte élargi, politique et économique autant que technique.

L'ensemble de ses rencontres, l'abondante documentation réunie, l'amènent à conclure : *« Le chemin parcouru par les Américains en moins de deux ans, dans les domaines de l'informatisation et de la communication documentaire, a été, une fois de plus, considérable, sans que nous, Français, en soyons pour la plupart conscients. Et, surtout, ces progrès s'intègrent dans un mouvement d'ensemble, qui entraîne tous les moyens matériels et intellectuels servant à la communication vers une intégration conceptuelle, financière et organisationnelle qui dote les États-Unis d'une efficacité et de pouvoirs qu'il serait dangereux de sous-estimer. »*

Il recense et analyse ce qui sous-tend cette nouvelle avance américaine : capacité et incitation financière, ébullition créatrice pragmatique, importance du capital humain, esprit d'initiative, capacité de coopération.

Trois notes techniques sont annexées au rapport : réseaux interbibliothèques, informatisation et gestion de l'information dans les administrations publiques, politique internationale à mener en matière d'information spécialisée, d'informatique et de télématique. (La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07, tél. : 261-50-10.)

Les marchés de la bio-industrie

Dans le n° 82 de la revue *Sciences et techniques*, un long article prospectif donne la synthèse d'une étude sur les marchés de la bio-industrie. Alain Barlet, animateur de la commission biotechnologies de l'I.S.F. (société des ingénieurs et des scientifiques de France) — qui a participé à une réflexion pour les pouvoirs publics — définit les principaux débouchés et les cinq grands « créneaux » qui représentent 85 % du marché mondial : antibiotiques, immunopharmacologie, semences, alcool carburant et dérivés du maïs.

Il propose une définition du champ des bio-industries qui repose sur deux critères : les technologies biologiques mises en jeu et le marché final des produits ainsi fabriqués. Il évalue la taille des marchés mondiaux de la bio-industrie et leur évolution prévisible à l'horizon 1990. Le marché mondial des bio-industries devrait doubler d'ici à 1990. (*Sciences et techniques*, 19, rue Blanche, 75009 Paris, tél. : 874-83-56.)

BLOC-NOTES

Salon de l'informatique à Londres

Le nouveau Salon de l'informatique, qui ouvrira ses portes à Earls Court du 23 au 25 avril prochain, couvrira les différents domaines de l'informatique à usage personnel, informatique domestique, petits systèmes d'affaires et logiciels correspondants.

S'adressant à tous ceux qui s'intéressent à l'ordinateur pour des applications personnelles, ce Salon est organisé sous l'égide de la publication *Practical Computing* et du nouveau magazine consacré à l'informatique domestique *Your Computer* avec l'aide de différentes publications britanniques spécialisées telles que *Computer Weekly, Computer Talk, Wireless World (International Publishing Corporation : IPC Exhibitions Ltd, Surrey House, 1 Throwley way, Sutton, Surrey SM1 4QQ, Royaume-Uni).*

ETRANGER

L'an prochain à New-York

Parmi les juifs qui quittent l'U.R.S.S., il y a les sionistes et les autres, ceux qui rêvent de l'Amérique. Là où veulent aller aussi les sionistes par erreur. Entre Tel-Aviv et New-York, leur chemin est tortueux. Certains restent bloqués à Rome. Oubliés de tous.

BASILE KARLINSKY

LES juifs soviétiques qui cherchent à émigrer se divisent en deux groupes : ceux qui vont en Israël et ceux qui vont aux Etats-Unis. Dans leur jargon, les premiers s'appellent les « israéliens », les seconds les « directs », en russe « premiaki », comme on dirait d'un train ou d'un avion qui saute un arrêt ou une escale.

Leur langage même permet de comprendre à quoi rêvent les juifs soviétiques. Tous, ils quittent l'U.R.S.S. avec un visa qui ne mentionne qu'une seule destination, Israël, mais ensuite l'immense majorité d'entre eux vont « directement » aux Etats-Unis. L'étape sautée est Israël, celle que leur impose une fiction soviétique officielle qui veut qu'en les autorisant à émigrer l'U.R.S.S. fasse droit à une revendication nationale. Pour les « premiaki », Israël est donc une sorte d'escale technique où ils ne « vont » que sur le papier : fictivement. Arrivés à Vienne et débarrassés du mythe qui a fait d'eux des sionistes pour la commodité, ils « choisissent la liberté », les Etats-Unis *via* Rome où les organisations juives américaines les prennent en charge.

Portes fermées

Rome est le lieu où l'on peut *de visu* éprouver la force du rêve américain des juifs d'U.R.S.S. Cent mille « premiaki » y sont passés depuis qu'en 1968 l'U.R.S.S. a entrouvert les portes de l'émigration ; il s'agit là de réfugiés officiellement reconnus et dénombrés. Mais il y a aussi les clandestins. Ceux pour qui Israël n'a pas été une étape de papier. Les clandestins font aussi la démonstration de la force attractive des Etats-Unis non par leur nombre, inconnu, mais par l'ampleur des difficultés qu'ils affrontent pour réaliser leur rêve.

Rome est pour eux une étape obligée. Ils se sont faufilés entre les règlements et les polices des frontières, passant par Chypre, Istamboul ou Athènes ; ils arrivent à Rome clandestins, sans papiers et sans statut. La police italienne les tolère, comme elle tolère les autres sans-papiers. Pakistanais, Egyptiens, Maghrébins ou Russes clandestins survivent grâce au travail noir ou aux petits trafics. Depuis 1975, on dénombre en permanence plusieurs centaines de ces juifs d'U.R.S.S. en Italie. Ils vivent misérablement dans la banlieue romaine, à Ostie ou à Ladispoli, où on peut se loger pour moins cher qu'à Rome. Pour eux, l'escale romaine dure parfois des années. Les organisations juives américaines et la communauté israélite italienne les ignorent : ils sont des traîtres à Israël, des « déchets », en hébreu, des *yordim*. Ils n'ont guère qu'un ange gardien, le Rav-Tov, « le bon rabbin », une petite organisation de juifs hassidim américains. Des rebelles au sein du judaïsme. Pour eux, le seul Etat juif authentique est le royaume que le Messie fera surgir pour marquer la fin des temps. Le Rav-Tov ne craint donc pas de braver l'interdit israélien qui pèse sur les *yordim*. Son bureau romain plaide leurs dossiers d'immigration auprès de tous les consulats possibles (Etats-Unis, Canada, Australie ou Nouvelle-Zélande). Pourtant, le Dr Kornblum, qui dirige le Rav-Tov à Rome, ne veut rien dire lorsqu'on le questionne sur les sans-papiers d'Ostie, comme s'il avait honte de les aider.

La directrice du bureau romain de la H.I.A.S. (Hebrew Immigrant Aid Society) reste pareillement silencieuse. Son organisation n'aide pas les clandestins, mais miss Eller refuse même de parler de ceux qui sont en règle. La fondation Tolstoï aide les réfugiés soviétiques non juifs. De notoriété publique, elle dépanne parfois des *yordim*. *« Je préférerais ne pas parler de cette question »*, dit Mme Lombardi. L'organisation catholique Russia ecumenica a fait distribuer récemment un million de lires parmi les clandestins d'Ostie. Qu'en pense-t-elle ? Le R.P. Cadonna me fait dire qu'il est en vacances. Pour l'attaché de presse du consulat des Etat-Unis, c'est pareil. Une vraie conjuration.

La discrétion sied à la bienfaisance. Certes. Mais depuis qu'à Vienne l'Agence juive (l'organisation israélienne pour l'immigration) polémique ouvertement avec la H.I.A.S. au sujet des juifs d'U.R.S.S., les bureaux romains, subordonnés à ceux de Vienne, sont encore plus discrets que de coutume.

Petite sociologie judéo-romaine

A Rome, les *yordim* clandestins vivent en symbiose avec les *premiaki*, les juifs russes qui y transitent légalement. Ces derniers attendent entre deux à six mois que le consulat américain ait statué sur les dossiers d'immigration. Pour compléter la maigre subvention que leur alloue la H.I.A.S., les transitaires vendent ce qu'ils ont emporté d'U.R.S.S. Les réglements soviétiques ne leur ont permis d'emporter que 300 dollars. Ils ont donc investi leurs roubles excédentaires dans l'achat d'objets concentrant le maximum de valeur sous un minimum de volume (optique, calculatrices de poche, montres, fourrures, etc.).

Les *yordim* sont leurs intermédiaires naturels pour écouler ce viatique au marché aux puces dominical de la Porta Portese. C'est là que nous avons rencontré Alexandre et Nathalie W., un jeune couple de *yordim* originaire de Vilnius. Ce dimanche-là, ils y étaient venus par habitude, sans avoir rien à vendre. *« Autrefois nous tenions un stand régulier,* explique Alexandre. *Mais le « quartier russe » de Porta Portese, c'est fini. Au dernier train qui amenait de Vienne les réfugiés d'U.R.S.S., ils n'étaient que trente. Nous étions davantage à vouloir racheter leurs affaires. Ecœuré, je suis parti. »*

Nathalie tient un salon de coiffure dans leur appartement. Salon non déclaré, comme il se doit. Ses clientes ? Les « riches » transitaires. Sur la place de la poste, à Ostie, où tous les jours en fin d'après-midi se tient la bourse aux informations des « Russes », Nathalie distribue de temps en temps des prospectus manuscrits pour se faire connaître. Alexandre est aujourd'hui « agent immobilier-installateur ». Moyennant commission, il cherche des logements à Ostie et Ladispoli pour les transitaires qui arrivent et leur revend literie et matériel de cuisine, achetés à ceux qui partent aux État-Unis. Mais là, aussi, avec les maigres arrivages de réfugiés, les ressources se tarissent.

A Vilnius, Alexandre était ouvrier dans un centre de calcul. Il n'était pas sioniste. Il l'est devenu presque sur ordre du « département des cadres » de son entreprise, qui avait refusé d'homologuer sa promotion. *« S'il vous prenait la fantaisie d'émigrer,* lui a-t-on dit, *on nous reprochera ensuite d'avoir manqué de vigilance en soutenant la candidature d'un élément instable. »* Nathalie, qui avait un parent en Israël, avait déjà pensé à émigrer ; Alexandre, lui, hésitait. Il n'hésita plus.

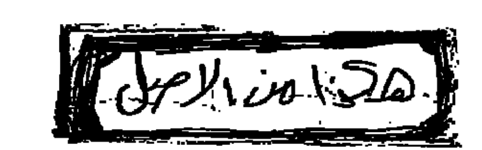
En Israël, Nathalie a été embauchée comme esthéticienne et Alexandre a dû accepter de travailler avec une qualification inférieure à celle qu'il avait en U.R.S.S. *« Israël est encore plus socialiste que l'U.R.S.S.,* raconte Nathalie. *Les syndicats protègent tellement les ouvriers que plus personne ne travaille. Il existe une institution, le* kviout *ou titularisation, obtenue en principe au bout de six mois de présence continue dans une entreprise. Pour licencier un titulaire, l'entreprise devrait payer une indemnité tellement élevée qu'elle le garde à vie. Seuls travaillent ceux qui n'ont pas le* kviout. *En période de chômage, syndicats et patrons s'entendent tacitement pour bloquer les titularisations. Les usines se constituent ainsi un matelas de licenciables. Si on vous refuse le* kviout, *il faut patienter six nouveaux mois. Et ainsi de suite. Le refus n'a pas à être motivé. Au bout de deux périodes probatoires, Alexandre a fait un scandale qui a fini devant le juge. Le licenciement n'a pas traîné. Moi, j'étais déjà au chômage : mon patron avait fait faillite. »*

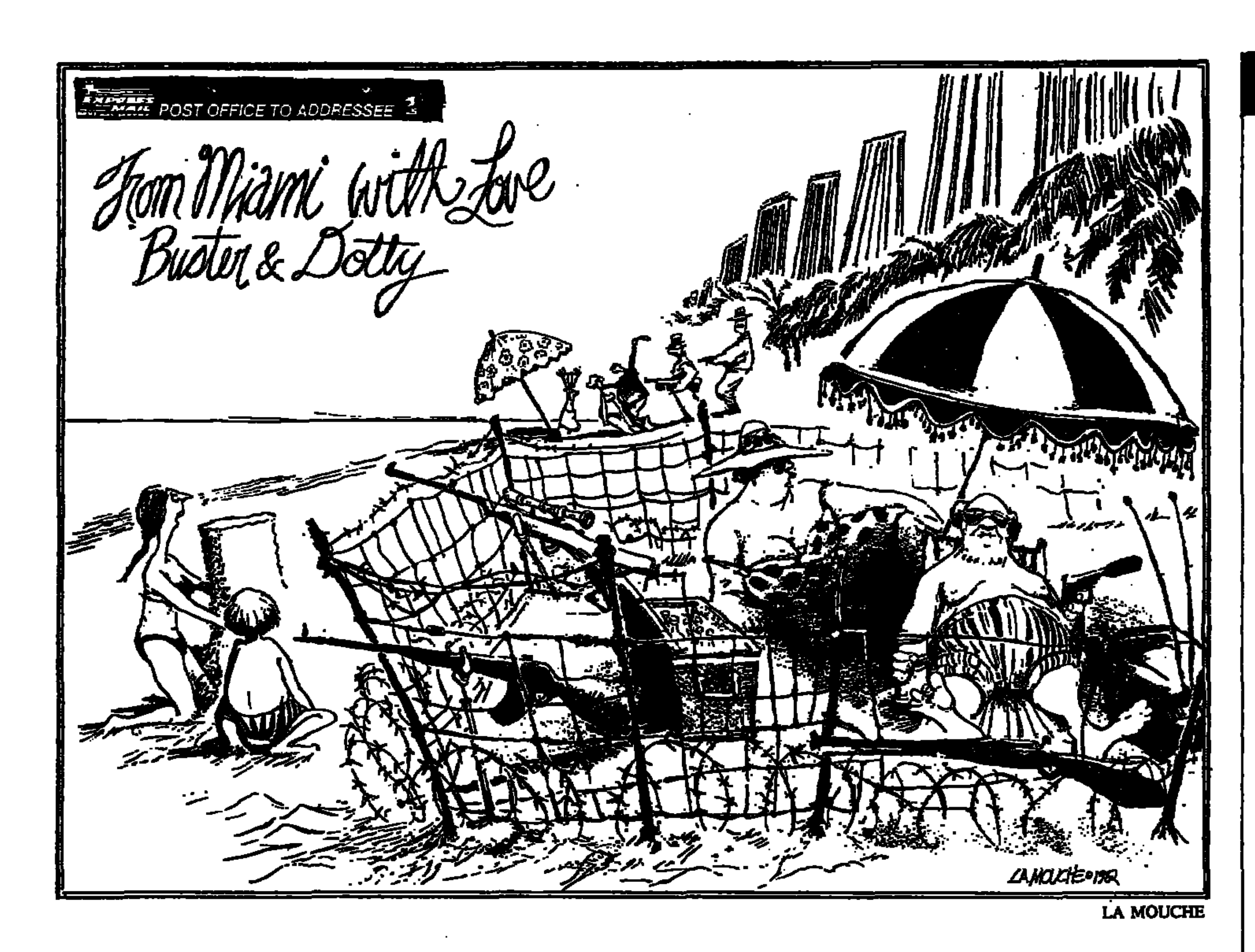
Tapis de fleurs

Le couple a été repris alors par le « rêve américain » des juifs d'U.R.S.S. *« Le ramassage de la paperasse pour le départ est encore plus humiliant que ce que nous avons connu en U.R.S.S. Je suis convaincu qu'il existe un accord entre Israël et les États-Unis pour refuser aux* yordim *russes des visas d'entrée,* continue Alexandre. *Seules en accordent la Grèce, la Turquie et l'Espagne. Nous avons choisi la Grèce. Il y a un ghetto de* yordim *russes à Athènes, à Neos Cosmos, mais la vie y est bien plus facile qu'ici. Les Grecs sont des gens de parole. Quand un petit patron vous embauche, même si c'est un noir, il ne chicanera plus comme les Italiens pour rogner à chaque occasion sur ce qu'il a promis. Nous ne savions pas ce que nous perdions en allant à Rome. Ici, c'est l'enfer. »*

Il fait allusion au fait divers sanglant qui s'est produit à Ostie en août 1979. Des morts, des arrestations, un suicide en prison, le tout autour d'un réseau de faussaires basé à Berlin-Ouest qui vendait aux yordim d'Ostie des documents permettant d'obtenir la nationalité ouest-allemande. Les mêmes ou d'autres rançonnaient les réfugiés. *« Ça continue, »* dit Alexandre, qui semble avoir des raisons de penser que le réseau n'a pas été démantelé. C'est lui qui, selon Alexandre, aurait posé la bombe (attribuée par la police à l'extrême droite italienne) qui a éclaté le 7 septembre dernier place de la Poste à l'heure où les « Russes » s'y rassemblent. *« L'insécurité fait le jeu du racket. »* Un ange passe...

(Lire la suite page X.)





LA MOUCHE

FLORIDE

Entre l'opéra bouffe et le roman noir

Tourisme de masse, immigration, promotion immobilière, crime et drogue ont fait de la région de Miami une chaudière prête à sauter.

NICOLE BERNHEIM

LA Floride paraît en bonne voie de détrôner la Californie au royaume américain du bizarre. Même carte postale aux couleurs du ciel, de la mer, des palmiers sous un éternel soleil. Mêmes remous inquiétants sous une façade idyllique, mais pour des raisons bien différentes.

Avec son décor d'opérette coloniale, Miami – à ne pas confondre avec Miami Beach – a un charme tropical et désuet que la folie meurtrière des promoteurs immobiliers n'a pas encore totalement effacé. Bordées de banyans, de palmiers, de bougainvilliers, les rues de la « petite Havane » ou de la « petite Haïti » ne respirent certes pas la prospérité, mais on y sent, malgré la pauvreté, une sorte de douceur de vivre importée tout droit des Caraïbes. Les échoppes colorées, les discussions animées en espagnol ou en créole donnent au décor un parfum d'exotisme qui transporte les touristes débarqués de leur Ohio ou de leur Nevada natals. A Coral Gables, le nouveau quartier « in », la taille des piscines et le choix des essences rares des jardins donnent la mesure de la prospérité des riches « Anglos », Cubains et Latino-Américains qui y habitent.

Les trois mamelles de l'économie

Mais le centre-ville est un cloaque de trous béants attendant de recevoir les fondations d'un nouveau « trente étages », de parkings de fortune survolés par un délire d'autoroutes urbaines au lacis inintelligible. Dopée par un flot de dollars de provenance souvent indéterminée, la promotion immobilière s'en donne à cœur joie, bouleversant d'un jour à l'autre les plans péniblement mis au point par une municipalité soumise à des influences pour le moins diverses.

Parler d'une municipalité est d'ailleurs abusif, car le grand Miami, autrement dit le comté de Dade, est représenté par vingt-sept conseils locaux. Miami-Beach, qui a son propre conseil, a été « dévorée » depuis longtemps par les promoteurs, et Key-Biscayne, l'île charmante et verdoyante qui borde le sud de la baie, est déjà sur la même voie. Dans peu d'années, Miami risque de devenir une de ces villes-autos, comme Los Angeles et Houston, où le piéton est une espèce disparue.

D'ailleurs, qui marche aujourd'hui dans Miami ? Avec son million sept cent mille habitants, le comté de Dade est la première « ville du crime » américaine : avec soixante-dix délits pour cent mille habitants, elle a battu, en 1980, les records détenus par Washington, New-York ou Chicago. Quand on arrive de New-York, on tend à ricaner des mises en garde des naturels du pays. *« Prenez votre voiture, c'est plus sûr »*, nous disait une fonctionnaire qui nous attendait dans son bureau situé à dix minutes à pied de notre hôtel. Total : une demi-heure de retard pour trouver une place de parking...

Même si on résiste à la paranoïa ambiante, on constate vite qu'elle n'est pas totalement sans fondement : chaque matin, le journal relate trois ou quatre crimes, plus une bonne demi-douzaine d'attaques à main armée. Presque autant qu'à New-York, qui compte cinq fois plus d'habitants.

La police vous indique froidement que le tiers de ces meurtres sont liés au trafic de drogue qui est, avec le tourisme et la promotion immobilière, la troisième « mamelle » de l'économie de la Floride du Sud. Si on demande qui achète ces villas à 800 000 dollars, ces Mercedes et Maserati, ces *cabin-cruisers* de 250 000 dollars, on vous répond tout uniment : les trafiquants. On dit que si la banque locale de la Réserve fédérale a un confortable « matelas » de 5 milliards de dollars, elle le doit aux fonds déposés par les riches Latino-Américains, inquiets de la montée du « péril rouge » dans leurs pays... et à la « came ».

De notoriété publique, les trafiquants « anglos » « font » surtout de la marijuana – ce sont, en quelque sorte, les gagne-petit. Les Cubains se spécialisent dans l'héroïne et les Colombiens s'occupent, en famille, de la cocaïne. Des histoires ébouriffantes de rendez-vous nocturnes dans des criques discrètes, de « parrains » circulant en voiture blindée avec leurs gardes du corps et de règlements de comptes qui n'ont rien à envier au beau temps d'Al Capone se racontent sous le manteau. En 1980, la police a saisi pour 1 milliard et demi de dollars de marijuana et pour près de 6 milliards de cocaïne, soit, estime-t-elle modestement, à peu près le dixième de ce qui est passé par la plus grande plaque tournante du continent nord-américain.

La solution « napolitaine »

Trafiquants ou pas, les Floridiens prennent leurs précautions : 220 000 armes à feu ont été vendues à Miami en cinq ans. On peut d'ailleurs acheter à peu près n'importe quoi, notamment des mitraillettes et des fusils de précision, sans licence, dans de nombreux magasins qui ne sont pas nécessairement des armureries.

Une partie non négligeable de la population contemple ces jeux dangereux avec stupeur et consternation : ce sont les milliers de réfugiés cubains et haïtiens qui vivotent chichement, les Noirs américains de « Liberty City » qui attendent toujours que leur parviennent des miettes de la prospérité locale, et les nombreux retraités qui étaient, avant la révolution cubaine , les principaux bénéficiaires du doux climat de Miami.

Les retraités en question, qu'on voit encore trottiner çà et là – du moins ceux qui n'ont pas les moyens de se « réfugier » à Fort-Lauderdale ou à Saint-Petersburg, – lui en pantalon à carreaux, elle en robe de macramé (de nylon) blanc, sont aussi horrifiés de l'« hispanisation » de leur bonne ville : 39 % de ses habitants sont hispanophones, et on s'expose à beaucoup d'ennuis, aujourd'hui, à Miami, quand on ne parle pas espagnol.

Consciente du préjudice qu'une mauvaise réputation peut causer aux bonnes affaires, la municipalité de Miami a pris le parti d'inviter, une fois l'an – à la fin du printemps, quand toute la région est en fleurs et que la canicule n'a pas encore dévoré les énergies, – des dizaines de journalistes étrangers. C'est un festival économique et culturel, d'où il ressort que la Floride du Sud – où la loi, l'ordre et la prospérité règnent – est un site idéal pour les investissements en tous genres.

Il n'empêche que Miami est une marmite sous pression, prête, à tout moment, à exploser, comme on l'a vu lors des émeutes noires du printemps 1980.

Ailleurs, sur la côte ouest de la Floride, là où le golfe du Mexique fait les plages encore plus blanches et la houle encore plus paresseuse, on est bien résolu à éviter les horreurs « miamiennes ». Un peu partout, les municipalités imposent une protection féroce des sites : on ne peut ni construire, ni se récréer, ni vivre, tout simplement, hors de règlements stricts. Naples (Floride), la « perle » du golfe, avec ses maisons de style espagnol ou colonial, ses pelouses impeccables, ses arbres gigantesques coquettement taillés, ses « marinas », idylliques et ses appartements de bord de mer à 250 000 dollars, a trouvé la solution : pas d'enfants, pas de chiens, pas de gens de couleur, pas de boîtes de nuit. A Naples, où tous les noms inscrits sur les boîtes aux lettres sont sagement « anglos », il n'y a pas un seul papier sur les trottoirs, pas une silhouette inquiétante en ville. L'âge du « Napolitain » moyen doit tourner autour de la soixantaine. Rien à voir avec l'homonyme ancestral où les baisers étaient, dit-on, de feu. ■

REFLETS DU MONDE

DJODVILJINN

Fallait-il ou pas la réveiller ?

La source chaude Geysir (prononcer « Gueissir »), située dans le sud-ouest de l'Islande, qui a donné son nom aux geysers, a recommencé à sourdre après plusieurs années de sommeil, rapporte le quotidien de Reykjavik *THJODVILJINN* :

« Le cinéaste islandais Rafn Gunnlaugsson, pour tourner la scène d'un film, a fait creuser une tranchée de 70 centimètres de profondeur, afin de désengorger le geyser dont le trop-plein d'eau empêchait le jaillissement. Le cinéaste a fait creuser cette tranchée au marteau-piqueur sans en informer les autorités. »

L'opinion publique islandaise est partagée entre l'indignation et la satisfaction de voir Geysir reprendre du service. Et le quotidien *THJODVILJINN* s'étonne que cette merveille naturelle universellement connue n'ait jamais été officiellement protégée et classée.

FINANCIAL TIMES

Le cauchemar universel

Les impôts sont le cauchemar de tous les contribuables, et les Britanniques, connus pour leur civisme, n'échappent pas à cette règle. *« Mais,* relève le quotidien *FINANCIAL TIMES, M. Ala Churchill se souviendra longtemps du jour où son comptable lui montra comment diminuer de 45 % le montant de ses impôts. Il lui suffirait pour cela de divorcer, puis de continuer à vivre avec sa femme et ses deux enfants.*

« Le revenu global de la famille est de 36 000 livres, et le percepteur leur prend 12 375 livres par an. S'ils divorçaient, le percepteur ne pourrait plus leur prendre que 7 113 livres au total. »

C'est qu'entre les allocations payées au parent isolé et aux enfants élevés par un parent seul la déduction pour pension alimentaire, les avantages consentis pour un prêt au logement ne dépassant pas 25 000 livres et les plafonds de revenus ne provenant pas de salaires, la famille y gagnerait plus de 5 000 livres par an.

KAYHAN

Le ski mixte contre l'islam ?

Même si la pruderie n'est pas le plus dévastateur des travers de la révolution iranienne, les tribunaux islamiques, entre deux fournées de condamnés, n'hésitent pas à consacrer une partie de leur temps à policer les mœurs. Celui de Karadj, aux environs de Téhéran, vient de rendre un arrêt qui brille plus par son originalité que par son progressisme, et que rapporte le quotidien *KAYHAN*.

Celui-ci indique que *« pour éviter des spectacles choquants de femmes sans* hejab *(voile) skiant en compagnie des hommes, la principale piste de ski au nord de Téhéran, Dizine-Gadjerah, est désormais réservée aux hommes, a décrété le tribunal islamique de Karadj. Le procureur a visité la piste, et a déclaré que le spectacle de femmes sans voile skiant en compagnie des hommes est choquant et non islamique, et que les habits et les comportements sur cette piste rappellent l'ancien régime »*.

KAYHAN rapporte par ailleurs que le neveu de l'ancien premier ministre Chapour Bakhtiar, M. Mohammad Bakhtiar, a été arrêté récemment en compagnie de deux femmes, sur la piste de Dizine.

LA TRIBUNE DE LAUSANNE

Canular

LA TRIBUNE DE LAUSANNE a publié récemment une « enquête » sur un congrès terroriste sous le titre « L'organisateur nous révèle ». *« La révélation,* écrit le quotidien, *d'un congrès terroriste à Lausanne avait fait l'effet d'une bombe, non sans susciter quelque incrédulité. Contactés par l'organisateur de la réunion, lui-même mandaté par le mouvement palestinien de Georges Habache (F.D.L.P.), nous complétons aujourd'hui l'information. A l'origine de cette démarche de l'organisateur, la volonté, maintes fois soulignée, de se dédouaner vis-à-vis des autorités suisses : le territoire helvétique n'était en aucun cas visé. Le congrès avait deux objectifs : venir en aide aux Brigades rouges et aux membres de la RAF germanique, durement réprimés et à court d'effectifs, et infiltrer le mouvement pacifiste européen. »* Quelques jours plus tard, de joyeux lurons faisaient savoir qu'ils avaient monté l'histoire de toutes pièces et que l'organisateur du congrès n'était qu'un imposteur. Ils publiaient une feuille intitulée *la Turbine*, dans laquelle ils révélaient le pot aux roses : *« Voici comment on peut monter une intox à partir de faits totalement inventés,* écrivaient-ils... *La prochaine fois que vous lirez une « information de source sûre », pensez-y ! »*

L'an prochain à New-York

(Suite de la page IX.)

« Il vaudrait mieux, dit Alexandre après une hésitation, *que vous ne citiez pas notre nom. » « Changez aussi les prénoms. Mais faites qu'on ne nous oublie pas »*, ajoute Nathalie.

Youri, appelons-le ainsi, ne veut pas non plus que son nom soit cité. Décidément, la peur accompagne les *yordim*. Le prêtre italien qui m'avait donné l'adresse de Youri m'a prévenu : *« Il sait tout sur la question, mais il est un peu exalté... »*

« Je ne vous dirai rien sur moi-même. Regardez seulement ce qui se passe dans cet appartement, » un petit trois pièces où vivent neuf personnes. La cuisine, collective – *« ça nous rappelle notre patrie socialiste bien-aimée »* – n'est pas riche : du pain, des pâtes, de l'huile et du sel. Des boîtes de pâtée pour chat. *« Aux abats de volailles : si vous n'êtes pas végétarien, vous auriez tort de vous priver. »* Youri parle un russe châtié, avec des maniérismes propres aux gens de théâtre de l'ancien régime. Il fait froid. Les présents, sauf Youri, se sont recouchés, tout habillés sous les couvertures. L'ameublement de la chambre consiste uniquement en lits et valises. De la sienne, Youri sort un dossier en fouillis. Coupures de presse en hébreu, grec, anglais et russe. *« N'ayez pas peur, je vous ferai une petite sélection. Deux pièces. Vous pouvez les emporter. »* La première est un bulletin ronéoté, en russe, *« Evreï v Pouti »* (juifs en route), édité par l'Agence Juive et distribué aux réfugiés d'U.R.S.S. qui transitent par Rome.

Dans un article intitulé « Est-ce vrai et à qui cela profite-t-il ? », le Dr Jehouda Mendelsohn recommande aux transitaires de ne pas ajouter foi à ce que les *yordim* d'Ostie racontent sur Israël. Dans un style qui fait songer effectivement à « notre chère patrie socialiste », l'auteur explique que les « rebus » d'Ostie ne peuvent être que des agents du K.G.B., des criminels poursuivis par Interpol et fuyant Israël. Ou bien des *« génies méconnus qui ne veulent marcher que sur des tapis de fleurs ». « Le « génie méconnu », c'est pour moi,* dit Youri, *et le « tapis de fleurs », vous êtes en train de marcher dessus ».*

Le second document est un article de la revue israélienne en langue russe, « *22* », qui raconte, en la justifiant, la grève des immigrants russes en été 1980 dans les centres d'accueil du ministère de l'Absorption en Israël. *« Ne manquez pas de lire ce que la commission d'enquête a conclu sur le suicide qui a été à l'origine de la grève. Le pôvre ! Un malade mental. Ben voyons ! »*...

Lorsque Youri me raccompagne, il me montre une inscription en hébreu écrite au feutre sur un mur de l'appartement, et traduit : *« L'an prochain à New-York ! »* ■

DOSSIER

Les travailleurs immigrés en Europe

ance

DOSSIER

Les travailleurs immigrés en Europe

Une récente étude de l'UNESCO analyse le statut des travailleurs immigrés dans plusieurs pays européens (Belgique, France, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Suède). Elle met en lumière des injustices et des situations juridiques défavorables aux immigrés.

JEAN BENOIT

L'esclavage est de toutes les époques, mais les grandes migrations internationales constituent un phénomène récent. Au siècle dernier, l'émigrant qui prenait avec sa famille le bateau pour l'Amérique le faisait généralement sans espoir de retour. Aujourd'hui, les flux migratoires se différencient de l'exil traditionnel, à la fois dans les motivations, dans la durée et dans l'espace.

Dans les motivations d'abord : pas plus que les millions d'hommes qui, dans plusieurs parties du monde, se voient séparés de leur terre natale pour des raisons politiques, le travailleur méditerranéen ou africain n'abandonne de gaieté de cœur son village avec sa lumière, sa langue et ses traditions, sa convivialité, son temps non découpé, pour la pollution de nos villes, les interdits de toute nature, la course au rendement, la solitude anonyme et multitudinaire de l'ordre industriel. La genèse du phénomène migratoire, ce n'est pas seulement *« l'espoir immense, démesuré, d'un monde neuf, meilleur »* (1), ni celui d'une société plus abondante, sinon plus juste. C'est aussi toute une série de déterminismes inscrits dans une triple orbite : la situation objective des personnes qui décident d'émigrer ; le fatum réel, ou perçu comme tel, des pays de départ ; la disponibilité, ou les incitations, des pays d'accueil. En réalité, les migrations politiques d'autrefois ont fait place aux migrations économiques, en fonction de l'offre et de la demande d'emploi sur le marché international du travail.

Dans la durée, ensuite : l'ouvrier obligé de s'expatrier conçoit son séjour à l'étranger comme temporaire, le temps d'amasser quelques économies qui lui permettront de nourrir les siens — jusqu'à ce que d'autres membres de la famille ou du clan prennent la relève — et de rentrer s'installer dans son pays. L'émigration, quelles que soient ses conditions, est ressentie comme une promotion sociale.

Dans l'espace, enfin : les flux migratoires se sont renversés. Ayant perdu plus ou moins leurs colonies, les empires industriels importent à présent leur main-d'œuvre à tout faire, qu'ils colonisent à domicile, par strates successives, dans le même temps qu'ils poursuivent pas à pas le redéploiement multinational des technologies.

Au cours du dernier quart de siècle, l'Europe n'a pas échappé à cette tendance : les migrants se sont dirigés vers elle, au lieu de la quitter. Ce phénomène orienté sud-nord va de pair avec le néo-colonialisme. Il est moins spectaculaire que la traite des anciens esclaves, mais il n'en revêt pas moins une importance considérable dans ses aspects quantitatifs et dans ses composantes sociales et démographiques.

Douze millions d'immigrés

On compte aujourd'hui plus de douze millions d'immigrés en Europe occidentale, dont plus de quatre millions en France. Ce palier vient d'être atteint au terme d'une évolution généralement ascendante, hormis le coup d'arrêt des deux guerres mondiales, et, dans l'intervalle, la grande crise de 1929. Celle que nous traversons n'aura peut-être pas les mêmes répercussions. Car, en dépit de ces périodes de régression, l'Europe est devenue depuis plus de vingt ans le principal continent d'émigration interne (des pays sud-européens), mais aussi externe (en premier lieu des pays maghrébins). Un million d'immigrés ont franchi chaque année ses frontières, et la majorité d'entre eux, étant restés, ont fondé leur famille sur place, ou l'ont fait venir de l'extérieur. Cette évolution n'est pas due au hasard. Elle résulte de facteurs politiques, économiques et démographiques qui varient selon les régimes et les époques, et qui inspirent les réglementations tour à tour libérales ou restrictives appliquées au séjour des étrangers dans les divers pays d'accueil.

Ainsi, qu'on le veuille ou non, l'immigration a pris un caractère structurel : tandis que les économies des pays riches devenaient dépendantes de la main-d'œuvre des pays pauvres, ces derniers voyaient dans l'exportation de cette main-d'œuvre une solution à certains de leurs problèmes. L'internationalisation du capital a eu pour corollaire l'internationalisation de la main-d'œuvre.

Les économistes n'en sont pas autrement surpris : la crise qui frappe nos pays depuis 1974 n'a nullement bouleversé ce schéma. Elle a seulement accentué les contrôles de l'immigration. Déjà, une étude de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économique) avait montré l'an dernier que, malgré la situation de l'emploi, les possibilités de substitution entre main-d'œuvre étrangère et main-d'œuvre nationale restent *« très réduites, en tout cas à court terme »* (*le Monde* du 19 mai 1981). Les travailleurs étrangers (ceux de la première génération et, dans une large mesure, ceux de la deuxième génération) continuent *d'« occuper des emplois délaissés par la main-d'œuvre nationale »* aux postes les plus pénibles, les plus insalubres, les plus dangereux.

Pourtant, depuis plus de six ans, les Etats européens ont pratiquement verrouillé leurs frontières, fermées, sauf exceptions, à la main-d'œuvre non originaire de la C.E.E. Les uns après les autres, ils ont pris diverses mesures d'accompagnement — contrôles plus sévères pour empêcher l'immigration clandestine, diminution des entrées, tentatives de stabilisation des communautés étrangères dans les pays d'accueil, incitation au retour des migrants vers leur terre natale — qui remettent en cause les notions d'excédent et de déficit conjoncturels de main-d'œuvre compensés par le simple jeu de la mobilité internationale du travail. Ces mesures se sont accentuées ces derniers temps dans la plupart des pays d'Europe. L'attitude adoptée par certains d'entre eux (notamment la France, la République fédérale d'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas) est particulièrement significative, même si des différences subsistent au niveau des pratiques. La population d'origine étrangère représente pour les pays d'accueil une offre de travail difficile à réduire, aussi bien pour des motifs d'ordre économique que pour des raisons de stricte équité, que traduisent des arrangements de nature juridique (protection des droits individuels) et politique (droits collectifs résultant de conventions bilatérales ou multilatérales).

Une étude récente, qui vient d'être publiée par l'UNESCO (2), aboutit aux mêmes conclusions. Cet ouvrage collectif, réalisé sous la direction du professeur Eric-Jean Thomas, ancien directeur à l'Institut international des droits de l'homme, a pour mérite principal de montrer comment se détermine la condition des travailleurs immigrés en fonction des données économiques, politiques et sociales propres à chaque pays d'immigration, et comment, surtout, les mécanismes juridiques du contrôle des migrants influencent le devenir de la population étrangère.

Cinq monographies nationales — concernant la France, la Belgique, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne et la Suède — ont été réalisées en fonction de divers critères qui permettent les comparaisons : importance des populations, nature et origine de leur immigration, situation géographique en Europe dans les zones de « libre circulation » (C.E.E., d'une part, marché commun nordique du travail, d'autre part). Des Etats présentant une trop grande spécificité, tel le Royaume-Uni — dont la législation en la matière est extrêmement sophistiquée, — ont été écartés. Ces monographies portent sur la politique et les mécanismes de contrôle de l'immigration, le rôle des travailleurs étrangers dans les structures économiques d'un pays d'accueil, la place qui lui est accordée, notamment dans le domaine de la participation sociale et politique. Enfin, une étude de cas, effectuée en Turquie sur la problématique du retour au pays, permet d'apprécier dans quelle mesure ce retour demeure obéré par la dégradation dramatique de l'économie locale.

Le moins que l'on puisse dire est que le bilan présenté par l'UNESCO révèle des injustices criantes, une situation d'infra-droit qui, loin de s'améliorer, s'est accentuée dans la plupart des pays observés. ■

(1) Paul Dijoud : « La nouvelle politique de l'immigration », secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés, ministère du travail. Paris, non daté.

(2) *Les Travailleurs immigrés en Europe : quel statut ?* Presses de l'UNESCO, Paris, fin 1981, 249 pages.

France

La France, si cartésienne en matière juridique, ne détient pas, hélas, le monopole de la tolérance. M. Éric-Jean Thomas, qui s'est chargé du dossier — dont les éléments furent rassemblés avant les changements du 10 mai, — note que le modèle français est caractérisé par un invraisemblable foisonnement de textes législatifs et réglementaires *« qui, loin de donner aux immigrés les mêmes droits politiques que les Français, les enferme dans une réglementation très contraignante et investit l'administration de pouvoirs exorbitants »*.

La France, on l'a dit, compte plus de quatre millions d'étrangers, dont plus de la moitié sont des femmes et des enfants. Dépourvus de droits politiques, trop souvent lésés dans leurs droits sociaux, ils sont souvent les boucs émissaires de la crise, sinon les premières victimes du chômage. S'il fallait résumer leur situation, un seul mot suffirait pour la décrire : l'insécurité.

Les dernières années du septennat giscardien avaient vu s'accentuer le processus amorcé dès 1976 avec le verrouillage des frontières. Face aux difficultés économiques, cette stratégie répondait aux objectifs gouvernementaux et patronaux débouchant sur une diminution de la main-d'œuvre étrangère en France. Dès novembre 1978, le Conseil d'Etat avait cependant annulé les principales mesures restreignant l'immigration, particulièrement l'incitation au départ instituée la même année par le biais d'une aide au retour de 10.000 francs — le fameux *« million des immigrés »* — qui privait ses bénéficiaires d'une bonne partie de leurs droits sociaux : mais le gouvernement Barre avait passé outre.

Le rapport de l'UNESCO souligne l'extrême diversité des textes applicables, leur manque de coordination et l'habitude qui consiste à transgresser les lois à l'aide de circulaires d'application, elles-mêmes modifiables, en dehors des véritables normes réglementaires. La multiplicité des régimes spéciaux rend les solutions particulièrement touffues et complexes. Mais le plus grand défaut de ce mode de réglementation, c'est qu'il laisse les intéressés dans l'ignorance de leur situation et sans protection.

La France n'a pas développé d'institutions visant à permettre la participation des étrangers à la vie politique du pays, en particulier au niveau communal. Cependant, *« les obstacles d'ordre psychologique ou juridique qui surgissent à propos des élections nationales ne paraissent pas insurmontables aux partisans de l'extension des droits civils et politiques des migrants »*. Mais la participation des migrants à la vie régionale revêt surtout la forme d'une prise en charge des besoins des étrangers par les nationaux, et n'aboutit que rarement à une véritable représentation de cette population et à l'octroi d'un pouvoir de décision.

Sur le plan économique, l'immigré est devenu un facteur de production indispensable à de nombreux secteurs. *« Toutefois le travail étranger n'est « utile » que dans certaines professions et à un niveau de qualification donné »*. Le droit vient alors au secours de l'économie pour réguler la mobilité de l'immigré à l'intérieur des structures économiques.

En ce qui concerne l'intégration sociale, seule la démocratie sur le lieu de travail a réalisé *« de grands progrès »*, notamment avec l'accès des immigrés aux élections prud'homales.

Conclusion : *« La situation réservée par la France aux travailleurs étrangers qu'elle héberge est difficile ; les années qui viennent verront certainement un renforcement des mesures de contrôle et une dégradation de leur statut socioprofessionnel. En revanche, la politique française en faveur des réfugiés est particulièrement ouverte. Mais, quelles que soient la nature et l'origine de la migration, le migrant reste un étranger à part entière. »* ■

Etranger

● **BELGIQUE**

Les auteurs du rapport notent, non sans ingénuité, que la protection de l'étranger est la règle générale et que *« seule une loi spéciale »* peut déroger à ce principe. *« Par conséquent, un étranger a la jouissance de tous les droits, sauf quand une loi spéciale réserve ces droits expressément aux Belges (par exemple, le droit de vote) ou introduit des règles particulières pour les étrangers (par exemple, le droit au travail). »*

Cependant, le député socialiste Ernest Glinne avait présenté, lors de la déclaration de révision de la Constitution (fin 1978), une proposition tendant à accorder à certaines catégories d'étrangers le droit de vote pour les élections communales, notamment en fonction de la durée de leur séjour dans le pays. Cette proposition n'a pas été retenue. Tout au plus, les autorités belges ont-elles installé dans certaines municipalités un « conseil communal consultatif d'étrangers » constitué de personnes résidant depuis un certain temps déjà sur le territoire de la localité, élues par la population étrangère et consultées pour toutes les questions la concernant. Ces conseils, notent les auteurs du rapport, ne connaissent pas un grand développement.

Ils ajoutent que le nombre toujours croissant d'étrangers (environ 300 000), leur concentration dans certaines villes et régions (notamment Bruxelles et la Wallonie) et leur signification pour l'économie belge *« ont posé le problème du bien-fondé de cette politique, de ses conséquences et des besoins de leur présence »*, et qu'il faudra faire *« un effort de prospective »* pour favoriser une meilleure intégration des *« gastarbeiter »* (1).

● **PAYS-BAS**

Le problème de la surpopulation est *« une préoccupation majeure »* des autorités. Afin de trouver une solution, un comité spécial a été créé en 1977 pour étudier les données du développement des communautés étrangères (environ 280 000 personnes) et remettre un rapport au gouvernement. Objectif : la stabilisation de cette population. Ce comité a posé comme postulat que... *« les Pays-Bas ne doivent pas s'orienter en direction d'une politique de l'immigration » !* Le rapport de l'UNESCO n'en estime pas moins qu'il est actuellement *« impossible de dire si la politique de restauration de l'immigration a été couronnée de succès »*. Il est clair, ajoute-t-on, que la plupart des immigrés vont rester aux Pays-Bas. Une nouvelle approche de la problématique de l'intégration est donc devenue *« extrêmement urgente »*.

● **RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE**

Les politiques concernant les étrangers (environ 4 millions) *« sont élaborées essentiellement sous l'influence de quatre groupes de pression »* : les syndicats, qui souhaitent maintenir la protection *« de tous les travailleurs »* ; les organisations de soutien aux travailleurs étrangers, *« unanimes pour exprimer fréquemment leur indignation devant la pauvreté des conditions de vie des immigrés »* ; les hommes politiques qui doivent *« prendre en compte les manifestations de mécontentement populaire que suscite la présence de nouvelles minorités »* ; les employeurs, dont l'intérêt *« est d'obtenir suffisamment de main-d'œuvre »*.

Les entreprises ont l'obligation d'assurer *« un minimum de services sociaux »* : elles doivent garantir le logement aux travailleurs étrangers et financer *« des formes rudimentaires de services culturels (cours de langue, consultations, etc.) »*. Pour sa part, le gouvernement tente de concilier deux stratégies opposées : d'un côté, une conception qui fait du travailleur étranger un adjuvant temporaire servant à réduire les tensions du marché du travail, et, de l'autre, une politique qui vise à l'intégration forcée du *Gastarbeiter*, ce qui dispense les autorités de considérer ses problèmes spécifiques.

« Aujourd'hui, conclut le rapport, *la politique allemande de l'immigration repose sur de nombreuses inconnues »*. La question est de savoir si, à long terme, *« ces personnes continueront à se contenter de leur rôle de réducteurs de tension » (Konjunkturpuffer)*. Les revendications présentées à Berlin-Ouest par des manifestants étrangers en mars 1979, à l'occasion des élections à la Chambre des représentants, témoignent de la montée d'une prise de conscience.

● **SUÈDE.**

Le rapport met en évidence les effets des flux migratoires qui se sont fait sentir dans cinq domaines distincts. Juridique : des mesures plus restrictives. Administratif : mise en place d'un *« vaste réseau »*, au niveau local et national, dont le rôle est *« de contrôler l'immigration, mais aussi de veiller à subvenir aux besoins particuliers des immigrés en matière sociale et en matière d'éducation »*. Démographique : l'immigration (environ 225 000 personnes) a représenté presque la moitié de l'augmentation de la population depuis la guerre. Socio-économique : l'immigration a renforcé l'existence de structures dans lesquelles les groupes sociaux, et particulièrement les immigrés, sont désavantagés. Politique : l'immigration introduit une nouvelle politique du pluralisme ethnique et de la coopération avec les pays exportateurs de main-d'œuvre.

Enfin, à propos du retour des migrants en Turquie, qui se révèle un échec, le rapport de l'UNESCO estime qu'il serait *« totalement illusoire de penser que les autorités du pays d'émigration peuvent seules maîtriser le phénomène migratoire »*. S'il n'existe pas, ou très peu, de retours en Turquie, c'est justement parce que le pays se débat dans une des plus graves crises économiques et politiques qu'il ait connues, crise *« qui se situe dans un contexte international »*. Il en va de même pour de très nombreux pays fournisseurs de main-d'œuvre.

A travers ces diverses études de l'UNESCO, il apparaît toujours que le travailleur immigré est perçu essentiellement comme un facteur économique, un simple pion sur l'échiquier, que ce soit dans les pays d'accueil ou dans les pays d'origine. Le migrant n'a guère de statut, ni chez lui ni à l'étranger. Le rapport note que les mesures récentes réduisent considérablement les possibilités d'accès au marché du travail national et, par conséquent, l'accès au territoire national lui-même, à l'exception des étrangers privilégiés qui, en raison de leur nationalité, bénéficient d'un statut favorable. *« Ainsi, s'est superposée une variété de régimes qui non seulement sanctionnent les différences de traitement entre nationaux et étrangers, mais encore établissent des discriminations nouvelles à l'intérieur même de la population étrangère. »*

Selon le rapport, *« on ne saurait élaborer de statut pour les étrangers qu'en le fondant sur les mécanismes de contrôle de l'immigration »*. Or ces mécanismes sont les premiers à être discriminants. Ils déterminent de façon prépondérante la condition de l'immigré. En définitive, les mécanismes du contrôle de l'immigation sont trop souvent inadaptés, tandis que la condition de l'étranger résident reste soumise à des discriminations. Certes, ces domaines concernent le pouvoir politique dans une large mesure. Mais *« on ne peut continuellement opposer le politique au juridique, à la seule fin d'empêcher l'évolution et l'adaptation du droit »* (2). ■

(1) De l'allemand, littéralement : *« travailleur-hôte »*. On s'étonnera que, dans cet ouvrage rédigé en français, ce mot germanique revienne plusieurs fois sous la plume des auteurs du rapport belge, MM. Hermann Debbaut et Johan Declerck, tous deux membres de la société de développement régional de Flandre orientale. Nulle part en Belgique, même en Flandre, le travailleur étranger n'est appelé *« gastarbeiter »*. S'agissant d'immigration, l'hospitalité belge n'est d'ailleurs pas moins virtuelle, en ce domaine, que l'hospitalité allemande !

(2) Outre MM. Eric-Jean Thomas, H. Debbaut et J. Declerck, déjà cités, les différentes monographies sont dues, pour les Pays-Bas, à M. Chris Smolders, secrétaire du Comité interdépartemental néerlandais d'administration des étrangers ; pour la R.F.A., à MM. Hönekopp et Ullmann, chercheurs à l'Institut de recherche sur l'emploi de R.F.A. ; pour la Suède, à M. Jonas Widgren, chef de division au ministère du travail suédois.

La vraie Mata Hari

Ensorceleuse, danseuse orientale, espionne de haute volée... La légende a fait de Mata Hari un symbole de l'éternel féminin, envoûtant et pervers. La réalité était bien différente...

FRED KUPFERMAN



« MATA HARI *(Margaretha Geertruida Zelle, dite), danseuse et aventurière hollandaise (Leeuwarden 1876 - Vincennes 1917). Elle interprétait des danses hindoues et javanaises en Europe, durant la première guerre mondiale. Convaincue d'espionnage en faveur de l'Allemagne, elle fut fusillée.* » En quelques lignes, le Grand Larousse dépouille Mata Hari de son mystère ; elle n'est plus que Margaretha Zelle, espionne passée par les armes. Une femme banale. Mais Margaretha Zelle a inventé le personnage de Mata Hari, et, aujourd'hui encore, ce nom d'emprunt suffit pour évoquer l'image de l'enjôleuse professionnelle, détournant de leur devoir d'innocents militaires.

En Mata Hari, tout est factice. Margaretha Zelle a vécu et a péri caché derrière son double : une Hollandaise que l'on prend pour une hindoue, une créature plutôt laide adorée comme une beauté, une danseuse sacrée qui ne sait pas danser et ne connaît rien de l'Inde, une espionne maladroite tenue absurdement pour le meilleur agent de l'Allemagne en guerre... Mata Hari a menti toute sa vie, mais une mythomane n'impose pas un mythe. Ce sont les hommes qui ont fait, en rêvant d'elle, sa fortune et sa perte. La voilà pour toujours Mata Hari la maléfique.

Où avait-elle pris ce physique oriental ? Un teint ambré, une lourde chevelure noire, un regard magnétique, inoubliable : avec ces atouts, elle dissimule ses infériorités, et, tant qu'elle garde de la fraîcheur, personne ne voit sa bouche épaisse, son nez épaté, ses seins misérables et ses bras trop longs. La famille voulait en faire une institutrice, elle s'enfuit de l'école normale pour se réfugier chez un oncle indulgent. Margaretha Zelle s'ennuie, elle répond par désœuvrement à une annonce matrimoniale et se marie, à dix-sept ans, avec un officier quadragénaire. Il a un nom d'origine écossaise, MacLeod, une petite solde de commandant et un poste à Java.

Quand le couple quitte l'Europe, la passion de leurs premières rencontres a déjà fait place aux scènes de ménage. Le séjour asiatique n'arrange rien. La jeune femme perd un premier enfant, se désintéresse de sa fille et se refuse à jouer à l'épouse d'officier. Elle veut connaître la vraie vie. Dès leur retour aux Pays-Bas, elle disparaît. Le divorce est prononcé à ses torts. elle s'en moque. Ce qu'elle désire – la gloire, la fortune, l'amour – est associé à un mot magique : Paris. Nous sommes en 1903, le prestige de Paris-Babylone est au zénith.

Comment peut-elle se faire un nom ? Les peintres ne veulent pas d'elle : cette longue fille de 1,75 mètre ne leur paraît pas assez bien faite pour poser nue. Le théâtre ? Elle ne sait pas jouer. Reste la galanterie, et Margaretha MacLeod connaît, comme tout le monde, la folle carrière des reines de Paris, Cléo de Mérode, Liane de Pougy, la Belle Otero, croqueuse de diamants. Pour égaler ces grands modèles, elle utilise son seul talent : elle ment. Dans les milieux mondains, on s'apitoie sur les malheurs de lady MacLeod, victime d'un époux monstrueux, mais cette histoire lui permet de s'introduire dans les salons, non de s'y maintenir. Alors, cette fille stupide a un trait de génie : elle invente un personnage au passé mystérieux. « *Je me nomme Mata Hari, l'* « *Œil du Soleil* ». *Je suis née dans le sud de l'Inde, à Jaffuapatam, mon père était brahmane, ma mère bayadère. Mon enfance se déroule dans la grande salle souterraine de la pagode de Siva, ou j'ai été initiée, dès ma puberté, aux rites sacrés...* » La fable prend. Margaretha s'efface, définitivement absorbée par Mata Hari.

Presque nue

Le 13 mars 1905, elle fait ses débuts au Musée Guimet. La rotonde de la bibliothèque a été arrangée pour figurer un temple, et le fondateur du musée, Emile Guimet, première dupe de Mata Hari, la présente à un parterre choisi. Au premier rang, les ambassadeurs d'Allemagne et du Japon. Mata Hari va danser presque nue, mais ce n'est pas un spectacle pornographique. Aux gens du monde, qui ont payé très cher pour la voir, Mata Hari offre une évocation des danses sacrées de l'Inde, dont M. Guimet garantit l'authenticité. Mata Hari truque, elle n'est pas plus hindoue qu'elle n'est danseuse. En revanche, elle sait tenir son public. « *Il y avait en elle quelque chose de l'idole et quelque chose du reptile. Ses grands yeux sombres mi-clos par l'extase ne laissaient filtrer que deux flammettes phosphorescentes. Ses bras ronds, ambrés, très longs, et trépidants, semblaient enlacer un être invisible. Ses jambes annelées, luisantes, musculeuses, palpitaient. Vous auriez cru assister à la métamorphose d'un serpent se changeant en femme.* » Gomez-Carillo, qui raconte en 1925 *le Mystère de la vie et de la mort de Mata Hari*, décrit, sans pouvoir l'expliquer, cet envoûtement que la fausse Orientale exerce sur un cercle de voyeurs éblouis.

Maintenant que Mata Hari connaît son pouvoir, il n'y a plus de limites aux cachets qu'elle demande. Pour 1 000 francs-or, elle mime, dans le salon nationaliste de la comtesse de Loynes, l'éveil des serpents sacrés, en rejetant un à un tous ses voiles. Il y a là un cénacle d'intellectuels de droite qui vont aider Mata Hari à se faire un nom. Parmi eux, Léon Daudet, ce même Daudet que l'on verra en 1917 s'acharner sur la danseuse espionne. Désormais, les salons se l'arrachent. Elle danse chez la princesse Murat, elle danse pour la Croix-Rouge russe, après le désastre de Moukden, en mai 1905. Elle se produit aussi sur les scènes de music-hall. Ruez, le directeur de l'Olympia, lui offre 10 000 francs pour un contrat de trois semaines. Du jour au lendemain, le Tout-Paris s'est engoué de Mata Hari. Admire-t-on l'Orient de pacotille, mi-javanais, mi-indien, qu'elle évoque voluptueusement, ou bien son art de l'effeuillage ? En tout cas, elle est à la mode. Consécration suprême, la voici sujet de carte postale, comme Cléo de Mérode ou Polaire, la belle amie de Colette.

Lancée par un imprésario astucieux, Gabriel Astruc, la danseuse exploite à fond les possibilités du produit Mata Hari. La cigarette Mata Hari, longue, à moitié creuse, « *mélange premier choix de tabac de Sumatra et de Turquie, donne satisfaction au goût le plus raffiné* ». En Hollande, on déguste des galettes Mata-Hari et l'on dévore les *Mémoires de Mata Hari*, écrits par son père qui plante en son honneur un arbre généalogique.

La saison 1906 est le sommet de sa carrière. Astruc la fait engager à l'opéra de Monte-Carlo, où elle apparaît dans *le Roi de Lahore*, de Massenet. Pour la star de l'érotisme mondain, c'est la perspective d'une gloire moins frelatée. Elle s'imagine qu'elle sera l'égale de Loïe Fuller et d'Isadora Duncan. Elle ne sait toujours pas danser, mais, puisque personne ne s'en aperçoit, elle voit déjà toute l'Europe à ses pieds. Courtisée par Massenet et Puccini, musiciens aux sens inflammables, entourée d'admirateurs célèbres, de Jules Cambon au Kronprinz, monneyant ses faveurs à des tarifs astronomiques, la fille du chapelier Adam Zelle se prend sérieusement pour une déesse. A Vienne, ou un certain Sigmund Freud vient de publier un ouvrage sur « *la théorie de la sexualité* », les étudiants la portent en triomphe, au cri de « *A bas Isadora, vive Mata Hari !* »

Finie à trente-six ans

Partie à la poursuite de l'inaccessible, Mata Hari va descendre aussi vite qu'elle est montée. Elle s'était juré qu'elle créerait la *Salomé* de Richard Strauss ; il ne lui donne pas le rôle. Engagée par Antoine pour jouer Cléopâtre dans *Antar*, elle est remerciée, et Antoine découvre une vérité première : « *Cette fille joue comme un sabot.* » Mata Hari ne se décourage pas. A Monte-Carlo, elle fait le siège de Diaghilev. En vain, il n'y aura pas de place pour elle dans la féerie des Ballets russes, et Paris, inconstant, ne veut plus entendre parler de danses orientales. En 1912, Mata Hari a trente-six ans, elle n'est plus à la mode, elle est finie.

Espionnite

Son déclin ressemble à celui de Nana. Dans son hôtel particulier du 11, rue Windsor, à Neuilly, l'ancienne reine de Paris s'enferme, par peur des créanciers. Car Mata Hari n'est pas économe, l'argent lui file entre les doigts. Elle compte sur les provinciaux, seuls à la prendre encore pour une célébrité. Une nuit avec Mata Hari, c'est un beau souvenir qui coûte dans les 600 F : la danseuse a baissé ses tarifs. Elle grisonne et se teint, parfois en blonde. Aux Folies-Bergère, elle passe en danseuse espagnole dans *la Revue en chemise ;* au cinéma Gaumont, elle s'offre une dernière fois à Siva. On la verra même dans un cabaret de Palerme. La Belle Epoque s'enfuit, chassée par la guerre.

Le 14 décembre 1915, Mata Hari achève au Théâtre royal de La Haye sa carrière de danseuse, qui a duré dix ans. Sa réputation de femme fatale survit, elle est toujours un nom célèbre en Europe, mais elle est méconnaissable : une hommasse au profil simiesque. Citoyenne d'un pays neutre, elle peut franchir les frontières, mais, quand elle vient à Paris, la police la file. Une fièvre monte, l'espionnite, les étrangers sont suspects, les neutres plus encore, surtout quand ils parlent avec un accent guttural. Mata Hari recherche la compagnie des militaires, et Paris fourmille de beaux uniformes. Français, Anglais, Russes, Belges, Italiens, ont à ses yeux les mêmes mérites. « *J'ai toujours préféré un officier pauvre à un riche banquier.* » Ses amours d'un jour sont scrupuleusement notées par les suiveurs. Mata Hari a un dossier à la préfecture, elle ne le sait pas. Inconsciente, elle papillonne, toujours suivie, toujours à la chasse, entre Paris, Londres et Madrid. Mais de quoi vit-elle ? A la Noël 1915, elle a accepté 20 000 F d'un diplomate allemand, Cramer, en poste à La Haye, qui lui a remis aussi des encres sympathiques et des instructions vagues : « *Voyagez, rapportez-nous des nouvelles.* »

Pour ses employeurs, elle est l'agent H21. Un agent bien futile, que l'on ne congédie pas malgré la médiocrité de son travail. Mata Hari a débité, par goût invétéré du mensonge, ses fables habituelles : elle se vante de connaître Joffre, alors qu'elle a seulement été la maîtresse d'un ancien ministre de la guerre, Messimy. Persuadée qu'elle peut toujours vivre de la bêtise masculine, elle a l'aplomb d'offrir ses services, en août 1916, au patron du contre-espionnage français, le capitaine Ladoux. « *Le Kronprinz est à mes pieds, donnez-moi 1 million et vous aurez tous les secrets de l'Allemagne.* » Prise à l'essai, mais toujours filée, elle doit prendre contact avec des agents alliés opérant en Belgique occupée. Il se trouve qu'ils seront tous arrêtés. Cela pèsera lourd au procès. Il ne suffit pas d'être à la fois Margaretha Zelle et Mata Hari pour devenir un bon agent double. L'ancienne danseuse ignore que les hommes ne plaisantent plus en temps de guerre. Elle croit gagner sur deux tableaux, elle a tort, pour les Allemands, elle est brûlée, pour les Français, elle est suspecte.

Ladoux emploie plus d'amateurs que de professionnels. Il appointe Mistinguett pour surveiller le directeur du Bonnet rouge, Almereyda ; il utilise une dame Marthe Richer, la future Marthe Richard. L'engagement de Mata Hari n'est donc pas si surprenant. Mais pourquoi lui confie-t-on une nouvelle mission ? A Madrid, Mata Hari fréquente l'attaché naval allemand, Kalle, tandis que Marthe Richer se donne à l'attaché militaire, von Krohn. Mais Marthe Richer, « vaillante petite Française », va bâtir sa légende sur ce sacrifice patriotique. Mata Hari a moins de chance. Ladoux a besoin d'elle pour un rôle très spécial : tout la désigne pour tenir la vedette dans une affaire de trahison.

Alors que le moral de la nation vacille, que les hivers de guerre se succèdent sans apporter la victoire attendue depuis si longtemps, la presse exige plus de réussite dans la chasse aux agents de l'Allemagne. On demande des comptes à Malvy, ministre de l'intérieur soupçonné de trop de bienveillance à l'égard des pacifistes, dés défaitistes, des étrangers suspects. L'affaire Mata Hari va venir à point pour détourner l'irritation de l'opinion. Le 15 janvier 1917, la danseuse est arrêtée, alors qu'elle arrivait de Madrid. On fait savoir aux journaux que l'on tient enfin la plus redoutable espionne jamais prise, l'agent H21, aux ordres d'une autre femme, Fräulein Doktor, chef du renseignement allemand. En fait, le vrai patron du S.R. adverse est un homme, le colonel Nicolaï, mais les Français se délectent à l'idée que l'on a capturé « l'espionne de Guillaume ».

Procès en sorcellerie

Mata Hari tombe entre les mains de Bouchardon, un magistrat mobilisé, qui va se spécialiser dans les affaires de trahison, et que l'on retrouve, à l'issue d'une autre guerre, quand on juge Laval et Pétain. Mornet est dans le même cas. Ce procureur barbu et frénétique va envoyer au poteau Bolo Pacha, Duval, l'homme du *Bonnet rouge*, Lenoir, courtier de la vente du *Journal* aux Allemands. Mata Hari ne peut tenir tête. Contrainte à l'aveu par le déchiffrement d'un câble allemand permettant de l'identifier, trahie par Ladoux, qui se refuse à la couvrir, cette femme hagarde et vieillie n'est plus que l'ombre de Mata Hari. Elle est jugée à huis clos, parce qu'il est question de secrets militaires, par le 3e conseil de guerre de Paris.

Mal défendue par un avocat amoureux d'elle, Me Clunet, elle n'a aucune chance de s'en tirer. L'accusation affirme qu'elle a causé la mort de milliers de marins et de soldats. Aucune preuve, sauf un tube contenant du sel de mercure – une encre secrète ? – trouvé dans son sac. Si elle avait une bouteille de lait dans sa chambre d'hôtel, Mornet aurait démontré qu'elle s'en servait pour écrire des messages... Les officiers qui ont eu des rapports avec elle sont tous absous : seule Mata Hari doit mourir. « *Et quand vous seriez innocente, des centaines d'innocents meurent tous les jours pour la France.* » Ces juges implacables ne peuvent comprendre que la République radicale organise, pour conjurer le spectre du pacifisme, un procès en sorcellerie.

Le 22 juillet 1917, Clemenceau interpelle Malvy, brisant la carrière du ministre, également soupçonné, grâce à Daudet, d'avoir livré à l'Allemagne le plan de l'offensive du Chemin des Dames et d'avoir été l'amant de Mata Hari. Le 24 juillet, la danseuse est condamnée à mort, le 15 octobre, elle est fusillée. C'était la troisième femme que l'on exécutait à Paris pour espionnage. Cent personnes assistent au spectacle : Mata Hari a toujours attiré les voyeurs.

Le corps fut donné aux étudiants en médecine. Quant à l'histoire de Mata Hari, courtisane, danseuse, espionne, elle fut une provende pour le roman populaire, une bénédiction pour le cinéma. Mata Hari, agent H21, sera successivement Mata Garbo, Mata Marlène, Mata Moreau. Elle n'a pas fini de danser ni de mourir, sans bandeau sur ses yeux immenses, sur l'écran de notre mémoire. ■

Les confessions d'un enfant gâté

(Suite de la première page.)

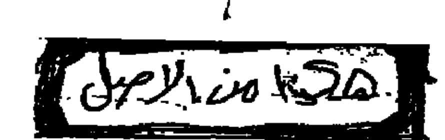
Nous avons eu la passion de l'ennui, du ricanement, de la confession de minuit, la passion du frivole, le goût un peu secret du pur plaisir d'exister dans son coin...

Avenir radieux... Dénonciation des crimes... Perspectives... Marche de l'histoire... Progrès, tralala... Manifestes... Dénonciation radicale... Soupçons... Degré zéro de l'écriture... Bouillie rigolote... Un peu rasoir...

Nous avons senti la puissante odeur de résine de l'ennui. Fins cristaux des heures qui passent et fondent entre les doigts de laine du gant. Filet d'eau froide sur la nuque après le cours de gym. Arbres nus qui s'entrechoquent, les jours gris, forêts loin des villes où sont ensevelis les bruits, trous pleins de racines d'un terrier de lapin.

Nous avons eu un sentiment d'oppression douce, de trucage, de pays en sieste, de cadavre doucement pourrissant. Nous avons eu des complexes et nous regardions la marée humaine qui, chaque samedi, coulait vers les centres-villes. Qui dira la beauté de la ville à cette époque, quand on la regardait de la meurtrière du vieux château ?

Les années radieuses et grises du gaullisme sont passées sans nous voir. Nous les avons trimbalées dans notre valise de permissionnaire. Nous nous sommes endormis sur les vieux matelas pisseux des casernes. Bientôt l'été. Force de la paresse. Force provinciale immuable, noire, têtue, malpropre, bêtasse et âpre. Nous savions ce que nous savions, et nous ramassions des bouts de ferraille dans les sous-bois. Nous écoutions les leçons de français dans les baraquements américains. Par la fenêtre ouverte, les prairies normandes et la mer et les dunes et rien, le merveilleux rien... ■



Maxime Rodinson

Maxime Rodinson et la dimension politique de l'islam

SOCIOLOGUE et historien, Maxime Rodinson tente depuis longtemps de nous montrer le monde musulman tel qu'il est et non pas tel que le font apparaître souvent les miroirs déformants en Orient, mais surtout en Occident. Directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles sur le monde musulman (1). Presque un demi-siècle de recherches consacrées à saisir les rapports de l'islam avec les autres religions, le capitalisme, le socialisme. Aboutissement logique de ses travaux : l'étude comparée des idéologies, à laquelle il consacre désormais l'essentiel de son temps.

Pour Maxime Rodinson, l'islam peut être caractérisé du point de vue religieux par la foi et la ferveur qu'il suscite dans les masses et, du point de vue politique, comme une formation qui, dès le Moyen Age, rappelle un « parti » moderne. En islam, depuis les origines, *« il y a sans cesse une révolution trahie et sans cesse une révolution à recommencer »*.

Humaniste combatif, marxiste indépendant en sociologie, il ne cesse de répéter qu'il faut lutter pour défendre la cause des opprimés, mais qu'il convient aussi de rester vigilant, car ceux-ci deviennent souvent, à leur tour, des oppresseurs. L'histoire ne nous en fournit que trop d'exemples...

∴

« L'un de vos derniers ouvrages s'intitule : *la Fascination de l'islam*. Pourquoi ce titre ?

— La « fascination » peut opérer en plusieurs sens. Depuis quatorze siècles, d'une certaine façon, l'Occident est fasciné par l'islam, parce que celui-ci a été longtemps son rival, son concurrent, son ennemi souvent, le plus proche au niveau des mondes culturels globaux. L'islam s'est présenté, dès ses débuts, comme le grand rival de l'Europe chrétienne, en lui enlevant la domination sur un grand nombre de régions dans le monde.

» Et puis, il y a eu des retours dans le sens contraire : les croisades et plus tard les dominations impérialistes, la colonisation d'un certain nombre de pays musulmans par l'Europe. Alors, l'islam continue effectivement à préoccuper beaucoup. Il y a toujours eu des gens en Europe attirés d'une certaine manière par l'islam. Mais il y en a eu surtout beaucoup que, à tort ou à raison, il a inquiétés. Dans une histoire qui a été en grande partie une histoire de luttes, on peut comprendre que la tradition, la conscience collective aient surtout véhiculé des représentations d'hostilité. Et, comme dans toute lutte, on voit surtout le mal chez les adversaires.

Patriotisme

— Comment expliquez-vous la renaissance de l'islam ?

— Je crois que cela est lié à la crise des grandes idéologies de notre temps. Entendons-nous, il s'agit de la renaissance de l'islam en tant qu'idéologie politique, car, sur d'autres plans, il n'a jamais été mourant. Il y a toujours eu dans les masses musulmanes une foi fervente et, plus qu'une foi d'ailleurs, ce que j'appelle le patriotisme de communauté, c'est-à-dire une forte adhésion à celle-ci, indépendamment du contenu de ses dogmes. Cet attachement se trouve renforcé par un ensemble de pratiques communautaires : le *salat* (prière), le *ramadam* (jeûne), le *hadj* (pèlerinage à La Mecque)...

» L'islam s'est, dès l'origine, présenté comme ayant aussi vocation à structurer le domaine politique et social. Cela ne veut pas dire qu'il apporte des recettes vraiment détaillées, précises en ce domaine. Je ne le crois pas en tout cas. Mais il y a un dicton très ancien dans l'islam qui dit qu'*« il est religion et Etat »*. L'islam est, en effet, apparu en Arabie au septième siècle de l'ère chrétienne, dans un pays, dans une société sans État, où il devait assurer sa survie. Le christianisme est né dans des conditions différentes, comme une petite secte au sein d'un immense empire qu'il n'était pas question de vouloir gouverner.

» Dès les débuts, le prophète Mohammed s'est présenté comme chef politique et religieux, en même temps que législateur, donnant effectivement des règles de vie pour la petite société qu'il dirigeait et qui, plus tard, prendra des dimensions mondiales. Il en est resté cette tradition selon laquelle l'islam avait vocation à structurer le champ politique et social. C'est-à-dire que, *si* on appliquait vraiment l'islam, ont toujours pensé les musulmans, on aurait les structures d'une société parfaite. Par contre, dans le christianisme, par exemple, on pense que, si les gouvernants avaient une conduite chrétienne, ils faciliteraient, humaniseraient la vie de tous, mais cela ne transformerait pas forcément les structures sociales.

Le message

» Cependant, le monde de l'islam a été, lui aussi, influencé depuis un siècle et demi, dans le domaine politique, par des théories élaborées en Europe. Ainsi, dans les pays musulmans, on continue dans l'ensemble à croire au message révélé par Mohammed, mais, en même temps, on a été séduit successivement par les deux modèles qu'offrait l'Occident, à savoir : le modèle de la démocratie représentative-parlementaire, qui a surtout porté au pouvoir en Orient des élites où dominaient les gros propriétaires fonciers ; le socialisme au sens large du terme, qui a produit des bureaucraties.

» Aussi, ni les régimes se réclamant de la démocratie parlementaire ni les systèmes prétendant s'inspirer du socialisme, tels qu'ils ont été appliqués jusqu'à présent, ne semblent s'être attirés — c'est le moins qu'on puisse dire — les sympathies enthousiastes des masses.

» Alors, étant donnée la crise des valeurs en Occident et en Orient, il est logique qu'il y ait des musulmans qui veuillent revenir à l'idée d'appliquer la théorie de l'islam en matière politique et sociale, dont on leur a toujours dit qu'elle est meilleure que toutes les autres. C'est ce que répète, par exemple, depuis longtemps, la confrérie des Frères musulmans. Ils affirment donc que l'islam a vocation à structurer le champ politique et social, ce qui est vrai dans un sens ; il a toujours voulu le faire ; mais cela sous-entend aussi que la doctrine musulmane définit des pratiques précises dans ce domaine. Or, celles-ci, l'observateur objectif du dehors est forcé de dire qu'il ne les voit pas très bien. Tout simplement, à mon avis, parce qu'elles n'y sont pas : ni dans le Coran (parole révélée de Dieu) ni dans les hadiths, la *sunna* (la tradition supposée consigner les dits du Prophète).

» Il est vrai qu'on cite toujours les mêmes versets du Coran, où il est dit par exemple : *« Que l'affaire soit délibération* (choura) *entre vous »*, ce que les apologètes musulmans interprètent comme une incitation à la démocratie, et, après tout, mieux vaut qu'on croit cela. Quoi qu'il en soit et quoi qu'on dise, les leçons des deux idéologies, la démocratie parlementaire et le socialisme, ont été fortement assimilées par les masses des pays musulmans, parce qu'elles sont des valeurs à virtualité universelle : poids nécessaire des gouvernés sur les décisions des gouvernants, réduction des privilèges de la richesse sur ce plan.

Pour Maxime Rodinson, sociologue et historien, spécialiste du monde musulman, l'islam a été, dès le Moyen Age, le premier parti politique, au sens moderne.

AHSENE ZEHRAOUI

— Est-ce le rapport au politique qui caractérise les diverses tendances de l'islam, et par quoi l'islam se distingue-t-il des autres religions ?

— L'histoire des sectes de l'islam a été celle d'une révolution sans cesse trahie et sans cesse à recommencer. Dans toute l'histoire de l'islam, d'une part, il y a eu ceux qui disaient : « Nous » sommes dans une société musulmane, donc la meilleure des » sociétés ; si vous ne vous en rendez pas compte, c'est dommage, on va tenter de vous en » convaincre et, si c'est nécessaire, par la force. » D'autres, au contraire, déclaraient : « L'islam, c'est la justice et la liberté. Or ce n'est pas le cas » dans la société où nous vivons, » donc nous sommes dans un » faux islam ; il faut lutter pour » instaurer le vrai islam. »

» La lutte a porté en islam sur le pouvoir dès la disparition du prophète Mohammed, dès le moment où on a dû désigner le premier khalife à la tête de l'Etat musulman. Ali, gendre et cousin du Prophète, posait sa candidature en tirant parti des liens de parenté qui l'unissaient au Prophète. Il protestait contre la façon dont les chefs de la communauté avaient dévolu à d'autres le pouvoir suprême. Ali et ses descendants se situaient ainsi, d'emblée, dans l'opposition.

Schismes

» Toutes les idéologies de masse (j'englobe ici les religions) tendent à se fragmenter, de plus en plus, par le jeu des ambitions et des multiples interprétations ; il n'est donc pas étonnant qu'il y ait eu, ainsi, des schismes dans l'islam. Il y a eu deux grandes tendances dans l'islam : la tendance majoritaire « orthodoxes » — le sunnisme, — et la tendance des partisans d'Ali et de ses descendants — le chiisme. Chacune a eu de multiples divisions. Il y a eu aussi quelques autres grandes tendances, comme celle de ceux qu'on appelle les kharidjites (les sortants). Ceux-ci avaient estimé que la lutte entre Ali et les Omeyyaders pour le pouvoir n'était pas acceptable selon l'islam parce que le critère de légitimité ne pouvait être l'issue de combats et d'arbitrages humains, mais la seule volonté de Dieu.

» L'histoire de l'islam a donc été une histoire de schismes. Le sunnisme a été d'autant plus porté vers la dominance qu'il a été tolérant à l'intérieur de lui-même, laissant se développer des interprétations multiples au sein de la doctrine sunnite. Quant au chiisme, dont on dit qu'il est devenu un phénomène iranien, une théorie raciste de l'histoire y voit une réaction du génie aryen, et spécialement persan, contre le génie sémitique des Arabes. Or l'Iran était si peu disposé spontanément au chiisme que le chah Ismaïl, fondateur de la dynastie des Séfévides, avait dû employer de grands moyens pour le « chiitiser » vers 1500. Il a dû faire venir des oulémas (savants en matière de religion) des pays arabes et réprimer de manière sanglante la résistance des sunnites iraniens. Le chiisme a été souvent aussi une idéologie d'Etat.

» Il faut reconnaître cependant que toute la mythologie du chiisme a été une mythologie de l'opposition. Les chiites ont été souvent persécutés dans l'histoire de l'islam. Le chef de file de leur doctrine, Ali, avait été assassiné, son fils Hossein a été tué dans des conditions tragiques, et il en est resté l'image — un peu semblable à celle du Christ — de celui qui a été martyrisé pour la vérité et la justice.

» Par opposition au sunnisme, où les oulémas sont des fonctionnaires du gouvernement dont l'avancement dépend de sa volonté, les oulémas chiites (qu'on appelle mollahs en Iran) ont toujours disposé de plus d'indépendance par rapport au pouvoir. Ils ont leurs modes d'organisation, de financement particuliers et leurs structures spécifiques. En Iran donc, étant donnée la façon dont le chiisme avait été instauré, il s'est constitué un véritable clergé (le terme peut ici être utilisé) indépendant du pouvoir. Il a soutenu souvent les souverains, mais il peut aussi se dresser contre le pouvoir lorsqu'il l'estime nécessaire.

» Ces sectes musulmanes, que j'appellerais plutôt des partis politico-théologiques ou politico-religieux, étaient en effet des partis, avec des luttes où toutes les méthodes modernes, depuis les manifestations jusqu'au terrorisme, ont été employées. Il y a eu une somme d'expériences dans ce domaine tout à fait extraordinaire. Les sectes se formaient, elles avaient leur théorie, une théorie universelle souvent, une théorie cosmique ; mais la pointe était toujours vers la révolution.

» J'essaie de montrer, dans une préface à la traduction d'un livre de Bernard Lewis, à paraître bientôt aux éditions Berger-Levrault, sur la secte dite des Assassins, comment on pourrait, en exagérant un peu, qualifier l'ismaïlisme (dont cette secte chiite est une branche) de « premier parti moderne ». Entre autres choses, l'islam se distingue par le fait qu'il a apporté un modèle de lutte politique dont la ressemblance avec celle menée par nos Internationales récentes est fascinante dans beaucoup de cas.

— Vous parlez d'idéologie, de mythologie. Comment un musulman pratiquant pourrait-il s'identifier dans ce que vous décrivez ?

— Je ne discute pas avec les musulmans croyants sur leur foi religieuse. Ce sur quoi je discute, ce sont les implications politiques de cette foi. Ainsi, chez les musulmans, chez les catholiques et les protestants de l'Irlande du Nord, chez les juifs d'Israël, on trouve souvent l'utilisation de la religion comme option politique.

» Je suis souvent mal à l'aise devant ce constat parce que, précisément, j'ai un grand respect pour la foi religieuse. En effet, pour nombre de musulmans, d'ulstériens, de juifs, j'ai l'impression que ce qu'ils voient dans la religion, c'est ce que j'appelle le patriotisme de communauté, quelquefois recouvrant, plus ou moins, le patriotisme ethnico-national. Ils laissent pratiquement de côté les valeurs proprement religieuses.

Front commun

— Comment se présente la situation actuelle du monde musulman ? On dit parfois que l'islam est l'une des causes du sous-développement.

— L'islam n'est pas lié en soi au sous-développement. Il suffit de savoir qu'au Moyen Age, au moins jusqu'au treizième siècle, l'Occident était moins développé que le monde de l'islam. Les pays musulmans sont encore revendicatifs par rapport au premier et au second monde. Ils demandent une meilleure répartition des richesses et moins de dépendance politique dans leurs relations avec les pays occidentaux.

» Au sein du tiers-monde, ils bénéficient d'une espèce d'auréole du fait que l'islam a, pendant des siècles, été l'adversaire de l'Occident.

» La puissance des pays musulmans a été, certes, éclipsée, mais elle donne des signes de reprise. En particulier, il faudrait parler d'une puissance au moins financière (le pétrole pour un certain nombre d'entre eux). Ces pays constituent donc une sorte de « détachement de pointe » contre la domination européenne. Actuellement, on voit apparaître parfois une stratégie, des projets communs des pays musulmans. Évidemment, certains s'opposent entre eux, y compris parmi les pays arabes. Il n'empêche que, par moments, les pays musulmans parviennent à constituer un front commun, et, dans les luttes en cours, c'est pour eux quelque chose de précieux.

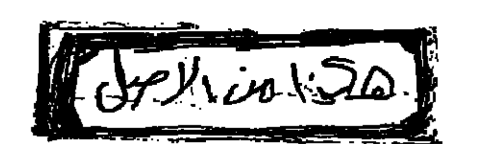
— On parle de dialogue Nord-Sud entre les pays industrialisés et le tiers-monde. Qu'est-ce qui, à votre avis, divise les peuples : le religieux, le politique, l'économique, l'historique ? Dans le Coran, il est dit que l'islam est « une nation intermédiaire ».

— Oui, dans un certain sens, à une certaine époque, le monde de l'islam a été un intermédiaire. Il a notamment transmis, en y ajoutant son apport, la philosophie grecque à l'Occident. Les peuples sont divisés par l'histoire, les appartenances plutôt nationales et les appartenances professionnelles. Ce qui les rapproche, ce sont les valeurs communes qui existent dans les grandes religions et les idéologies humanistes.

» Alors, mettre en avant ces valeurs-là, c'est contribuer au rapprochement des peuples. Mais toutes les religions et toutes les idéologies contiennent aussi des germes, des causes d'inimitié et d'intolérance. La connaissance mutuelle pousse dans le sens d'une meilleure compréhension en tout cas. L'information pourrait contribuer à démolir les préjugés, les stéréotypes sur un certain nombre de points. Il faut lutter dans ce sens, sans se faire trop d'illusions. Il est difficile d'être historien et optimiste. » ■



1) *Islam et capitalisme*, *Marxisme et monde musulman*, *Mahomet* (aux éditions du Seuil), *les Arabes* (Presse universitaire de France), *la Fascination de l'islam* (Éditions Maspero).



« Le Coordonnateur »

(Suite de la page XVI.)

Les mauvaises langues disent, dommage que l'oncle Panayotis soit mort, il méritait qu'on le mette en prison, que ça leur serve de leçon aux têtes sans cervelle, et même il serait bon d'arrêter ses amies, les deux cocottes, que ça fasse réfléchir les autres, celles qui cherchent des occasions. Et aujourd'hui que Nicolas est rentré après ses études à Paris, il évite de parler de son père, il le considère, dit-il, comme un provocateur, un homme aux idées réactionnaires, un obstacle à la révolution – celle qui vient. Voilà ce qu'il dit, bien vêtu, bien nourri, bien rose, il a réponse à tout et compte se lancer dans la politique.

Et après tant d'années, on dit qu'à Zakela se trouvent deux garçons, bâtards du « Coordonnateur ». L'un d'eux, l'aîné, est l'enfant de la femme mariée, plutôt faisandée la malheureuse, dans sa jeunesse elle était si belle, ce n'est pas sans raisons qu'il *s'était damné, le défunt. Mais* pour prix de ses péchés, le garçon est arrivé débile. Il a un magasin de chaussures dans un quartier pauvre, un coin perdu, il attend au milieu de sa marchandise en taquinant les filles qui passent. C'est de son père apparemment qu'il a hérité cette fièvre de la chair, il lui ressemble aussi de figure. Et il vote de travers, à gauche, encore plus à gauche – comme s'il y comprenait quelque chose.

L'autre, le plus jeune, est l'enfant de la divorcée, heureusement qu'il est né peu avant la séparation si bien que la chose n'est pas vraiment sûre. Pourtant il ressemble à l'oncle Panayotis, c'est le défunt tout craché. Mais lui aussi est arrivé tordu. Il boite de la jambe droite, il a des grands bras et poursuit les femmes en bavant d'envie. Et maintenant que sa mère est morte, il n'a personne pour s'occuper de lui, ses autres frères et sœurs ne veulent pas le voir. C'est clair, il ne fera qu'empirer, il mourra sur la paille. Apparemment, la semence de l'oncle Panayotis s'est appauvrie à cause de ses nombreux excès. Et Dieu l'a puni d'avoir écrit des choses tellement bizarres, il faut bien voir ça, bien y réfléchir, c'est que l'ordre des choses est unique. Unique il doit rester. Et ce que nous avons découvert nous devons l'abandonner, nous sommes trop petits nous autres pour comprendre les mystères du monde, d'autres les connaissent, ceux qui sont en même temps responsables, et voilà les nouveaux démons qui sèment le malheur et la tempête, et la mer écume, des vagues énormes se brisent sur les jetées, lavant les pierres, effaçant les souillures, et les quais resplendissent et les gens passent tout penchés, c'est de nouveau l'hiver, Noël, le Nouvel An, voilà qu'approche l'Epiphanie, la Croix va tomber au fond et le bâtard du « Coordonnateur » ôtera ses vêtements pour plonger, il a la peau dure, il prendra dans ses mains souillées le symbole divin et refera surface, agitant ses grands bras au-dessus des eaux sanctifiées, montrant son trophée avec un sourire imbécile, c'est de tels exploits qui le font vivre, entre ses jambes apparaît le tache noire du pubis, le même noir qui couvre le ciel, le caleçon mouillé collé à la peau, on devrait le lui interdire le Repêchage de la Croix, et il s'enveloppe aussitôt d'un manteau pour aller embrasser la main de l'évêque, avec la crosse, la grosse bague, l'évêque et sa barbe qui s'agite au vent, chassant d'autour de lui les miasmes, et sa soutane qui s'agite, chassant le mal d'autour de nous, et le pestiféré se penche, lui embrasse la main, lui mouille la main, de ses lèvres froides, comme un serpent. ■

Traduit du grec par
Michel VOLKOVITCH

Né en 1940, Philippos Dracodaïdis a publié plusieurs recueils de nouvelles. Son roman *Vers Ophzynion* (1981) vient d'obtenir le prix d'État pour le roman. Il traduit actuellement l'œuvre de Montaigne en grec.

LANGAGE

La part des Barbares

JACQUES CELLARD

PEUT-ÊTRE, dans des temps qui nous paraissent aujourd'hui bien lointains, a-t-on fait dans nos lycées un peu trop de latin de Virgile et de grec d'Homère et pas assez de ce français simple et correct dont l'école primaire gardait la tradition. Peut-être... Les mauvaises langues disent que nos enfants ne font plus maintenant ni latin, ni grec, cela va à peu près de soi, ni de français ; et on ne peut pas donner entièrement tort à ces mauvaises langues.

Il paraît cependant que le latin et le grec « reviennent très fort », comme disent les sportifs, quand des enseignants du tronc commun le veulent fortement et en prennent les moyens.

Tout est relatif, et une hirondelle ne fait pas le printemps. Recommandons du moins à ces catéchumènes et à leurs maîtres, comme un exercice très profitable, la consultation assidue de deux « jardins des racines », l'un grec, l'autre latin, que vient d'éditer la Librairie Belin dans la collection du « Français retrouvé » (1).

Pour le grec, plus de 400 radicaux et près de 2 500 « surgeons » français inventoriés. Pour le latin, un peu moins de radicaux et nettement plus de dérivés : environ 3 500, c'est-à-dire une moyenne de dix mots formés pour un formant. Sur le même sujet, le petit volume des éditions Duculot (2) donnait un peu moins de formants (250), mais beaucoup plus de formés (près de 6 000).

Ces écarts ne sont pas très significatifs. Des radicaux fondamentaux du latin comme FAC (faire), METT (mettre), DIC (dire), DUC (conduire), STRU (construire), ont engendré chacun pas loin ou un peu plus d'une centaine de mots français. D'autres, comme ADIP (la graisse) ou FONG (le champignon), cinq ou six, savants, et encore en y comptant des agrégats de latin et de grec comme *adipolyse* (dissolution des graisses) ou *fongistatique* (produit qui arrête le développement des champignons indésirables). Faire une « moyenne » entre les 100 rejetons de STRU, « construire », et l'unique descendant d'INGUI, « l'aine » (inguinal) ou de CRU, « la cuisse » (crural), est artificiel et sans grand intérêt.

Le gaulois

C'est évidemment la richesse de base du concept signifié qui entraîne celle de la descendance. C'est à travers lui que s'exerce en quelque sorte l'impérialisme linguistique du vainqueur, qui ne laisse aux vaincus, bien souvent, que les désignants concrets de l'outillage rural : le blé, la javelle, la botte, le glèbe, sont gaulois, la moisson latine. Mais ne nous laissons pas entraîner dans des spéculations imprudentes.

La part de la troisième composante de notre vocabulaire est généralement sous-estimée. D'abord parce qu'on ne sait trop comment l'appeler : celtique ? francique ? germanique ? Cela fait à ce moment-là trois sous-groupes peu nourris. Les réunir en un seul, en prenant pour critère tout ce qui, dans notre vocabulaire, est d'origine indo-européenne sans être ni grec ni latin ? Ces critères négatifs ne sont pas très appréciés dans ce genre d'opérations.

Nous adopterons cependant celui-ci non seulement par commodité, mais parce qu'un sentiment global de notre vocabulaire nous fait opposer aux deux masses bien nettes (croyons-nous) du latin et du grec une sorte de troupeau mal dégrossi, les Barbares.

Du gaulois, nous ne savons pas grand-chose. Ici encore, une querelle régulièrement ranimée oppose la thèse de l'extinction totale à celle d'une survivance réelle dans les « écarts » de la Gaule romaine, en particulier en Bretagne. Dans la première, le breton aurait été une langue importée dans la péninsule par les Brittons de l'île anglaise (veuillent les spécialistes me pardonner ces simplifications et ne pas m'accabler sous les lettres vengeresses !) ; dans la seconde, ces envahisseurs brittons auraient en fait retrouvé en Bretagne un gaulois-celtique encore très vivant.

Mais les parts respectives de nos trois groupes formateurs ne peuvent pas se mesurer simplement en nombres de mots ni même de radicaux. L'essentiel est leur degré de « fusion » à l'intérieur du français actuel.

A cet égard, et tout chauvinisme écarté, le français est une langue réussie.

En voici quelques-unes dans lesquelles, pour rompre avec la tyrannie classique, je place en tête le mot non latin : enrichir/appauvrir, installer/placer, haïr/aimer, équiper/outiller, besoin/souci, bateau/navire, chômer/travailler, guerre/paix, bâtir/construire, gauche/droite, gagner/perdre, etc.

On le voit, quand il y a opposition, le germanique est plus conquérant que le latin, ou plus brutal : enrichir, haïr, guerre, gagner. D'autres encore : franc/menteur ou hypocrite, hardi/lâche, blanc/noir, iraient de ce côté. Mais tant d'accidents matériels (de forme) ont joué que de tels rapprochements ne doivent pas, dans l'état actuel de nos connaissances, aller au-delà des curiosités de langage.

Aube et candide

Il est difficile de dire, par exemple, pourquoi le germanique *blanc* a remplacé, et pas seulement en français, ses prédécesseurs latins. Ce n'est pas par besoin, puisque le latin avait deux mots, *albus* pour le blanc mat et *candidus* pour le blanc brillant, là où nous n'en avons plus qu'un, puisque l'idée de *candor* (blanc étincelant, comme un fer surchauffé) n'est plus que morale, et qu'*albus* n'a survécu que dans l'*aube*, du jour ou du prêtre.

Ce n'est pas non plus parce que les mots latins ou leurs descendants français immédiats présentaient un quelconque défaut de forme : *aube* et *candide* vivent très bien dans leurs emplois limités. On a avancé l'idée que ce *blank* devenu *blanc* s'appliquait surtout à la « robe » du cheval, signe de force et de prestige. Mais nous n'en savons pas plus.

Il nous reste en tout cas beaucoup à découvrir dans la composition en quelque sorte « génétique » du vocabulaire national. C'est largement affaire de choix des textes : les auteurs, dans l'*Introduction du trésor des racines grecques*, notent justement que si, dans un dictionnaire de 50 000 mots, ceux d'origine grecque sont une fois et demie plus nombreux que les descendants du germanique, ils n'en sont plus que la moitié (un grec contre deux germaniques) dans un texte de Simenon.

On peut se demander ce qu'il en serait si ce genre de comptage était fait à partir d'un dictionnaire de 10 000 mots pour le nombre (des descendants latins, grecs, celto-germaniques) et d'un échantillon des textes narratifs pour les fréquences (Maupassant, Marcel Aymé, que sais-je !). Nous verrions probablement la part du grec et même celle du latin diminuer sensiblement au profit de nos bons vieux Barbares d'ancêtres ! ■

---

(1) Jean Bouffartigue et Anne-Marie Delrieu, *Trésors des racines grecques*, un volume de 285 pages, illustrations de Blachon, collection « Le français retrouvé », éditions Belin, Paris, 50 F. Des mêmes auteurs, dans la même collection et chez le même éditeur : *Trésors des racines latines*, un volume de 335 pages, même illustrateur, 50 F.

(2) Jacques Cellard, *Les 500 racines grecques et latines les plus importantes du vocabulaire français*, un volume « Racines grecques », 118 pages, un volume « Racines latines », 192 pages, collection « Votre boîte à outils de la langue française », éditions Duculot, Gembloux-Paris, 24 F et 40 F.

POESIE

JEAN TORTEL

Jean Tortel est né dans le Vaucluse en 1904. Avignon, Buisson, Gordes sont pour lui des lieux de mémoire. En 1938 il entre aux *Cahiers du Sud*, qu'il contribuera à diriger jusqu'en 1966. Il publie divers recueils, dont *les Villes ouvertes, Relations, Limites du regard, Instants qualifiés* (Gallimard). Il opère là des confrontations quasi obsessionnelles avec des espaces limités en forme de jardins. Dans *Des corps attaqués* (Flammarion), il prolonge ses réflexions antérieures par une interrogation anxieuse aux choses corporelles.

Tortel écrit sur ce qu'atteignent les mains, les yeux, sur les relations qui mettent en jeu la mémoire, le rêve, le désir. Son travail poétique est quotidien, puisque la constatation poétique n'épuise jamais les chances du langage. C'est pourquoi : *« Il n'imagine guère que quelque chose soit sans intérêt bien qu'il ne connaisse que peu de ces choses. »*

CHRISTIAN DESCAMPS.

ICI EST

Ici est
Comme ça

Réapparu
Aussi souvent que
L'écran le permet

Compter les points
De suture par où
Passe Rien
N'est tout à fait ainsi.

∴

Se nomme nuit car
C'est large quand
On n'y voit plus.

Sauf se heurter
Au tas de bois précis
D'où sort le regard
D'un rat (une autre bête
Luisante).

∴

Disloquée Les fentes
Les trous nécessaires
Pour le passage.

(Souffles éclats colloque
Nuisances parfois.).

Le vide dont elle a horreur
Le passant aussi le niera
Qui s'insinue.

∴

La haie rien au-dessus
A regarder
Sauf le vide que partage
Croisillonné très maigre le poteau
Planté pour le courant et sur lequel
Tombe la foudre
Chaque fois que.

∴

Après les saisons de pluies
L'herbe est hors de la tombe
Qu'on nettoie

Lisse et douce au toucher
Assez pour
Faire peur.

∴

Par-dessous quand sombra
Le tas apparaît
Sous le feu (ou la fourche)
Une matière sûrement
Incombustible La vanne
Tirée l'eau emporte
Sa boue des feuilles
Pourries boucheront.

Ainsi,
En ses figures...

∴

Vite infects ou les corps
Morcelés à l'étal et membres
A découper sur le tranchoir

Parfois parés les bouts
Graisseux sont pour les chiens

Ou
Tache ou traînée sur le trottoir
Il faut la pluie le corps
Se renversa se fend
Ou se troue laissé toute la nuit
Là banni en banlieue.

ACTUELLES

Le petit marteau

« Nous ne voyons pas, nous n'entendons pas ceux qui souffrent, et tout ce qu'il y a d'horrible dans la vie se passe quelque part en coulisse. Tout est calme, tranquille, seules protestent les muettes statistiques : tant de fous, tant de seaux de vodka bus, tant d'enfants morts de faim... Pareil ordre est évidemment nécessaire ; évidemment, l'homme heureux ne se sent bien que parce que les malheureux portent leur fardeau en silence, sans cela le bonheur serait impossible. L'hypnose est générale.

» Il faudrait que derrière la porte de chaque être satisfait ou heureux se tienne quelqu'un, avec un petit marteau, qui lui rappelle sans cesse par de légers coups que les malheureux existent, que, si heureux soit-il, la vie lui montrera ses griffes tôt ou tard, que le malheur surviendra – maladie, pauvreté, deuil – et qu'alors personne ne le verra, lui, personne ne l'entendra, pas plus qu'il ne voit ni n'entend les autres maintenant. Mais il n'y a pas d'homme au marteau, le type heureux vit paisiblement, les petits tracas de l'existence l'agitent à peine, comme le vent agite le tremble, et tout va bien comme cela. »

D'Anton Tchekhov. Ce n'est pas dans une pièce, mais dans une nouvelle : *les Groseilles à maquereaux*, de 1898.

JEAN GUICHARD-MEILI.

POÉSIE

JEAN TORTEL

ACTUELLES

SCIENCE

Une cervelle d'oiseau

PAUL CARO

L'UNE des principales caractéristiques de l'homme en tant qu'animal est son habileté à faire le singe. En effet, l'aisance avec laquelle l'homme imite par la voix ou le geste, c'est-à-dire s'éduque, est la grande originalité de l'espèce. Les primates, nos cousins, s'ils ont des capacités gestuelles, n'imitent guère nos discours, et, pour le reste des mammifères, seuls les dauphins montrent quelques dispositions pour l'imitation vocale. Cependant, si à part l'homme les talents des mammifères dans ce domaine sont bien médiocres, il n'en est pas de même au royaume des oiseaux. Là, on sait parfois reproduire ce qu'on entend à la perfection, quelquefois aussi bien que l'homme et ses machines.

Le répertoire sonore, si varié, du monde ailé n'est pas d'une origine unique. Certains talents s'héritent par la mécanique génétique, et sont acquis d'avance, dans l'œuf. C'est le cas par exemple pour les colombes. D'autres doivent être appris. Un pinson élevé dans l'isolement n'émet qu'un chant très simplifié réduit à ses seules racines génétiques, mais, en compagnie, le jeune aprend le répertoire de ses parents et de ses congénères durant sa première année. Ces oiseaux chantent, perchés sur la branche, avant ou après l'envol.

L'analyse de ces mélodies au moyen d'un spectrographe acoustique a permis d'établir que chacun connaît deux ou trois airs dont l'un au moins est personnel. Il est ainsi identifié de loin par son conjoint et ses collègues. La période d'apprentissage n'est pas réduite à la jeunesse pour le pinson, il peut acquérir en vieillissant un nouveau répertoire. Ainsi, un pinson américain âgé d'au moins sept ans a appris en huit semaines le chant de son compagnon de cellule, un pinson européen. De même, dans un groupe en cage les oiseaux dominés apprennent les chants des dominants et, par conséquent, comme dans les sociétés humaines, perdent leur identité culturelle.

Certaines espèces sont capables d'imiter non seulement leurs congénères mais encore d'autres oiseaux dont ils s'approprient les phrases musicales. C'est le cas de l'étourneau, de l'oiseau moqueur et de la fauvette des marais. Mieux encore, les perroquets et les mainates peuvent imiter à la perfection une foule de sons, dont la voix humaine. Ce sont surtout les oiseaux tropicaux qui exhibent, en captivité, ces talents de foire. Ils peuvent les pratiquer en chœur. Par exemple, un couple de pies australiennes peut apprendre en duo une mélodie de quinze notes jouée à la flûte. Chacun chante sa partie, mais si, après plusieurs années, l'un des oiseaux meurt, l'autre se met à chanter, seul, toute la partition, reprenant les morceaux de son compère disparu.

C'est que, à l'état sauvage, certaines espèces tropicales, comme par exemple des couples de pies-grièches « éthiopiennes » d'Afrique orientale, ont des dialogues musicaux très élaborés et basés sur plusieurs mélodies différentes. Le mâle chante ses notes, la femelle répond immédiatement par les siennes dans un délai très court inférieur à 150 millisecondes ; le mâle enchaîne d'autres trilles, ainsi de suite. Les deux oiseaux connaissent toute la chanson, car si la femelle, par exemple, veut appeler son compagnon d'urgence, il suffit qu'elle émette elle-même les notes mâles : l'autre accourt, peut-être stimulé par la jalousie. Les chants permettent d'identifier le partenaire et aussi d'échanger des informations. Une paire peut connaître jusqu'à une vingtaine de mélodies différentes. Plusieurs mois d'apprentissage sont nécessaires au jeune couple pour mettre au point ces duos.

Le rôle que joue dans leurs rapports sociaux le soin minutieux apporté à l'imitation réciproque pour ces oiseaux tropicaux sauvages est certainement à la base des pouvoirs mimétiques de certains de leurs congénères « apprivoisés ». Habitués aux échanges sonores, privés de leur ambiance naturelle, ils s'efforcent quand même, en imitant, d'établir des rapports à leur façon et tentent donc ainsi, pathétiquement, de s'intégrer dans l'environnement social de leur captivité.

Rajeunissement

Avoir un talent est dangereux. Comme le remarque la sagesse taoïste, c'est l'arbre inutile qui reste longtemps sur pied. D'innocents serins, ceux qui font les oiseaux de compagnie, viennent d'en faire la triste expérience. Les mâles apprennent à chanter en improvisant ou en s'imitant les uns les autres. Cet apprentissage est complet à neuf mois. Ils produisent de nouveaux airs chaque année après une période d'interruption de quelques mois, comprenant la période de la mue, pendant laquelle ils sont muets: Neuf d'entre eux, partie d'un groupe de vingt et un nés un mois d'avril, ont été assassinés par overdose d'éther le printemps suivant. Les testicules, arrachés, ont été placés dans un bocal de formol ; la cervelle éjectée du crâne, fut, après quelques traitements chimiques, découpée en tranches de 50 microns d'épaisseur pour être examinée au microscope. Les douze serins restants jouirent de la compagnie de femelles pour cinq mois, puis subirent, à l'automne, le sort de leurs camarades, un peu avant la fin de la mue, avant donc qu'ils ne recomposent leurs chants.

Le résultat de cette immolation sur l'autel de la science est curieux, et instructif pour les théories de l'éducation. En effet, les cervelles de printemps pesaient en moyenne 754 milligrammes, celles d'automne 655, les testicules de printemps 253 milligrammes, ceux d'automne 2 milligrammes. Voilà donc des oiseaux dont la tête pèse plus lourd quand ils s'exercent, poussés par les hormones, à apprendre des ramages séducteurs. Les parties du cerveau qui abritent les neurones spécialisés dans le contrôle des activités vocales sont connues. Le réseau des dentrites y est plus complexe, plus développé, plus riche au printemps.

La conclusion est que le volume de cervelle disponible pour stocker le répertoire musical varie au cours des saisons, et même se refait à neuf chaque année, permettant l'apprentissage de nouveaux airs. On savait déjà que les femelles canaris pouvaient chanter trois semaines après des injections massives de testostérone ; en effet, cette hormone provoque la croissance dendritique dans les zones cérébrales spécialisées, normalement plus petites pour la femelle que pour le mâle.

Voilà qui confirme, et sans doute pas seulement pour les oiseaux, le grand pouvoir de la chimie sur le cerveau : la capacité d'apprendre vient aux têtes par les molécules. L'esprit, l'art et l'illusion peut-être aussi ; on le soupçonne par les effets des substances hallucinogènes. La cervelle plastique du canari montre en outre que la chimie peut refaire à neuf les cases spécialisées, réduire en enfance et reprogrammer. Voilà une piste scientifique pour des cures de rajeunissement enfin réussies, une espérance pour les gérontocraties. On perçoit déjà qu'en fait la science est lancée dans l'exploration, et sans doute la conquête, d'une nouvelle frontière, celle de la matière grise ou blanche sous nos crânes. ■



ROCK ET VARIETES

LA MUSIQUE DES CAJUNS

La sortie du dernier album (*Vent d'été*, Polydor 23 93295) de Zachary Richard, ainsi que d'un *live* du même chanteur enregistré à Montréal en 1981, est l'occasion de faire le point sur une musique, celle des cajuns de la Louisiane. Elle reflète admirablement une communauté longtemps isolée et protégée de l'*american way of life*, dont la qualité de vie était liée à la nature et à la dure existence menée à proximité des bayous et dont la cohérence ethnique a tenu fortement à travers le temps, d'abord parce que les membres de cette communauté savaient maintenir leur culture en dépit de tout.

Certains thèmes de la musique cajun remontent au XVIe et au XVIIe siècle, et les musiciens, qui, selon l'expression de l'un d'eux, Dewey Balfa, *« aiment mieux jouer du cœur que de faire de l'argent »*, sont préoccupés par la sauvegarde d'une musique aussi menacée aujourd'hui que la communauté des cajuns elle-même.

Il y a du blues dans cette musique jouée dans l'allégresse par le puriste et sensible Dewey Balfa (33t Swallow P.O. Drawer, 10 Ville Platte. LA 70 586), par les violonistes vétérans Sady Courville et Denny-Mc Gee (33t Swallow), porteurs de la plus vieille des traditions acadiennes, par le viell accordéoniste Ambrose Thibodeaux (BEE records-Church Point LA) et par Nathan Abshire (33t Swallow), figure légendaire du pays cajun qui « roulait » du blues avec son accordéon et qui est mort au printemps dernier à l'âge de soixante-huit ans.

Comme Zachary Richard, Michael Doucet considère la musique des cajuns comme une expression bien vivante. Et ses albums, *les Amis Cadjins* et *Beausoleil* (33t Swallow), mêlent vieilles valses, contredanses, two-steps à de nouvelles mélodies et de nouveaux textes. Doucet sait bien la fragilité d'une entreprise qui consiste à moderniser une musique populaire longtemps contenue dans un univers clos sans pour autant perdre ses racines.

Michael Doucet et ses musiciens donneront une série de concerts à Paris et en province en mai prochain.

CHICAGO (Greatest vol. 2)

Après quatorze années d'existence et d'énormes succès discographiques, Chicago, qui fut le premier groupe rock à utiliser une section de cuivres, a-t-il renoncé à sa part de jeu et de rêve ? Depuis son dernier disque paru en 1979, le groupe n'avait donné aucun signe d'activité. Le voici qui fait paraître un album de compilation rassemblant des titres enregistrés entre 1974 et 1978. La formule du *greatest*, consistant à prendre pêle-mêle des titres parus dans de précédents albums, a toujours été contestable et d'une motivation artistique douteuse. On sait les membres de Chicago un peu désabusés, démobilisés. Mais on ne voudrait pas que cette formation qui joue formidablement du rock et du soul disparaisse (33t C.B.S. 85 444).

JAZZ

En bref

ANTHONY BRAXTON : Performance (Hat-Hut-Musica 2 R 19).

ARTHUR BLYTHE : Illusions (C.B.S. 84475).

RICHIE COLE : Keeper of the flame (Muse 5192).

MILTON JACKSON : « Plenty, Plenty Soul » (Atlantic 8811).

JOACHIM KUHN : Nightline New-York (Sandra 2113).

CHARLES MINGUS : Pithecanthropus Erectus (Atlantic 8809).

RED RODNEY : At the Village Vanguard (Muse 5206).

NINA SIMONE : The Finest of Nina (Bethlehem-Musidisc 6801).

SWING TRIO OF NEW-YORK (titre : idem) (Black Saint-Musica 0048).

BIG JOE TURNER : The boss of the blues (Atlantic 8812).

L. M.

CLASSIQUE

Debussy secret

Il reste encore quelques Debussy un peu secrets que l'on a tendance à négliger. Armin Jordan, à la tête de l'Orchestre symphonique de Bâle, nous apporte deux des joyaux les plus purs en un disque délicieux.

Les *Epigraphes antiques*, admirablement orchestrées par Ernest Ansermet, nous font pénétrer dans la chambre la plus retirée ; œuvre suave, issue des *Chansons de Bilitis*, de Pierre Louys, mais, avec le temps, d'une sensualité toute sublimée et mélancolique où s'est concentrée l'essence de cette musique aux résonances infinies. Debussy n'a encore que cinquante et un ans, mais il subit les premières atteintes de la maladie dont il mourra quatre ans plus tard, et il devine la guerre toute proche. Ces *Epigraphes* sont déjà celles de son tombeau, frissonnantes de poésie.

La Boîte à joujoux, ravissant ballet où le compositeur *« se plaît à arracher des confidences aux vieilles poupées de Chouchou »*, a peut-être souffert de son titre. Cette musique toute simple, limpide, avec de nombreuses allusions humoristiques à des chansons, des sonneries de clairon, des airs d'opéra (« Gloire immortelle de nos aïeux »), mérite d'être écoutée pour elle-même ; l'écriture linéaire, dépouillée à l'extrême, la poésie raffinée, l'humour railleur et attendri, sont bien du maître de *Jeux*, même s'il chante ici sur le mode mineur, dans une orchestration diamantine d'André Caplet. *« L'âme des poupées*, disait Debussy, *est plus mystérieuse que Maeterlinck lui-même ne le suppose »*, et la musique traverse les apparences. (Erato, 71458.)

JACQUES LONCHAMPT.

Le clavecin de Du Phly

A l'ombre de Couperin et Rameau, nos musiciens du dix-huitième siècle manquent souvent de la seule qualité qui pourrait les tirer de l'oubli : l'originalité. Raison de plus pour fêter cette intégrale Du Phly (1715-1789) réalisée par Jean-Patrice Brosse sur un clavecin Kroll d'époque (1774) que tout (mécanisme, registrations, grain des sonorités) rapproche des instruments qu'a pu toucher le compositeur rouennais.

De toute évidence, Du Phly est le contraire d'un petit maître, et ses quatre *Livres* portent la marque irrécusable de sa personnalité. Le « style bourgeois » l'emporte désormais sur l'élégance aristocratique de l'ancienne génération : celle des Couperin, D'Anglebert, Rameau. Ce qui d'ailleurs n'empêche pas Du Phly de magnifier l'héritage d'un passé proche dans l'admirable *Chaconne*.

C'est peu de dire que Jean-Patrice Brosse rend justice à cette musique de l'instant qui cache son intériorité sous d'apparentes préoccupations décoratives. Il la fait revivre pleinement dans ses sonorités et sa dynamique, comme dans son mouvement expressif. Cette intégrale, qui comble une lacune de notre catalogue, soutient la comparaison avec le beau disque d'extraits signé, il y a quelques années, par Gustav Leonhardt (3 d. EMI, 167-73061/63).

ROGER TELLART.

Les « duetti di camera » de Steffani

Agostino Steffani, qui fit la plus grande partie de sa carrière en Allemagne, fut entre Carissimi et Alexandro Scarlatti le grand maître de la musique vocale en Italie, du duo de chambre principalement, forme jumelle de la cantate solo qui connut la faveur du public jusque dans la première moitié du dix-huitième siècle.

Cette admirable musique, où la mélodisme est roi, privilégie la touche psychologique, le sentiment intense et s'appuie sur une grande mobilité d'expression. C'est le frémissement de la vie qui parcourt ainsi *Inquieto mio cor*, aux rythmes tourmentés, tandis que *Gia tu parti* est un morceau d'anthologie aux incroyables changements de tonalité. L'interprétation du Concerto vocale est de celles qui font l'unanimité, des musicologues comme des simples amateurs de ce premier bel canto baroque. Et Judith Nelson (soprano) comme René Jacobs (haute-contre) posent de nouveaux jalons en matière de virtuosité et de chant orné, entrelaçant à merveille leurs voix agiles sur le poétique accompagnement que tissent la basse de viole de W. Kuijken, le clavecin de W. Christie et le théorbe de K. Junghänel (Harmonia Mundi, 1046).

R. T.

Œuvres pour orchestre de Kodaly

Pour Bela Bartok, les ouvrages de Zoltan Kodaly personnifiaient au plus haut degré l'esprit hongrois. Il en est peu pour orchestre seul. Comme prélude à l'année du centenaire (Kodaly est né en 1882), György Lehel a enregistré les trois plus célèbres, jamais réunis dans un même disque : les *Danses de Marosszek* (1930), au ton grave et mélancolique, qui utilisent des airs du dix-septième siècle originaires de Transylvanie ; les *Danses de Galanta* (1933), plus exubérantes, qui évoquent le monde des tziganes de la fin du dix-huitième siècle ; enfin les *Variations Le Paon* (1939), partition de grande envergure sur une ancienne chanson populaire hongroise.

Musiques splendides à l'orchestration étincelante, dans des interprétations de premier ordre, d'une homogénéité exceptionnelle : il y aura bientôt vingt ans que Lehel se trouve à la tête de l'Orchestre symphonique de Budapest (Hungaroton, SLPX 12252).

MARC VIGNAL.

Une sélection

Cette rubrique ne comprend que des disques *vraiment recommandés* par nos collaborateurs.

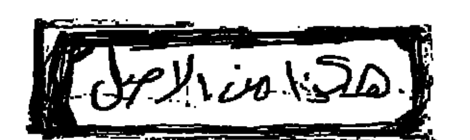
BRAHMS : *Chants populaires pour enfants ; Lieder et romances* op. 14, par J. Paszthy, soprano, et L. Baranyay, piano (Hungaroton, SLPX 12136).

DVORAK : *Variations symphoniques ; Scherzo capriccioso ; Notturno*, par l'Orchestre philharmonique tchèque, dir. V. Neumann (Supraphon, 110.0616).

JANACEK : *Sinfonietta ; Tarass Boulba*, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Ch. Mackerras (Decca, 591.046).

MOZART : *Ascanio in Alba*, K. 111 (« fête théâtrale », écrite à quinze ans), avec L. Sukis, A. Baltsa, E. Mathis, P. Schreier, A. Auger, le Kammerchor et le Mozarteum-Orchester de Salzbourg, dir. Léopold Hager (3 d. DG, 2740.181).

MOZART : *Quintette avec clarinette ; Quatuor avec hautbois*, K. 370 ; *Quintette avec cor*, K 407, par l'Academy St-Martin-in-the-fields, dir. N. Marriner (Philips, 9500.772).



Le Monde
DIMANCHE

NOUVELLE

Le « Coordonnateur »

par PHILIPPOS DRACODAIDIS

CELA fait des années, je ne sais combien d'années, que notre vie est troublée par les agissements de l'oncle Panayotis, le mari de tante Lela. Pour le justifier, et pour nous décharger d'un poids, nous disions que ce n'était pas sa faute à lui, après tout ce qu'avaient vu ses yeux. Ça l'avait peut-être un peu dérangé dans sa tête. Le tenaient aussi pour dérangé ceux qui l'entendaient parler du « Coordonnateur », et leur impression fut renforcée lorsqu'ils lurent dans le journal son grand article, où clairement désormais il niait l'existence de Dieu et déclarait que si le monde existe, c'est qu'il est mû par une force, un certain « Coordonnateur », de telle sorte que du plus bas degré jusqu'au plus haut il existe un ordre, *« lequel inclut l'Inconcevable, autrement dit l'irrationnel, l'Imaginaire, le Rêve, et par lequel (en tant qu'archétype, consubstantiel à l'Homme mais aussi à tout ce qui s'y rapporte) s'organise et vient au jour la Logique, fragile édifice, éternellement battue par les flots »*.

Il écrivait d'autres choses encore, qui en avaient fait frémir plus d'un, mais de cet article il ne reste aucune trace, car après le dernier tremblement de terre un incendie se déclara, et rien n'en réchappa au centre de la ville où le journal avait ses bureaux et son imprimerie. Certains avaient cru bon de lui donner le surnom de « Coordonnateur », mais c'était plutôt par hostilité personnelle, si bien que ça n'avait pas marché, le surnom n'avait pas pris, on l'avait oublié. Car l'oncle Panayotis était un homme bon et affable, et tout le monde estimait cette innocence qu'il montrait, renforcée — quoi qu'il en soit — par tout ce qu'avaient vu ses yeux.

En pleine guerre il s'était fait arrêter, lui et beaucoup d'autres, par les Italiens qui occupaient notre île, et on les chargea tous dans un bateau qui devait les emporter comme otages en Italie. En pleine mer cependant le bateau fut torpillé, par erreur, dit-on, les nôtres ignorant qu'il transporterait des compatriotes, tandis qu'une autre version soutient qu'il n'y avait pas erreur mais confusion, puisque les autres s'attendaient à torpiller un contre-torpilleur, qui arrivait en effet, mais derrière, ayant subi une avarie de machines et réduit sa vitesse. Le fait est que, dans ce malheureux torpillage, le bateau des otages coula aussitôt et, seuls, deux ou trois en réchappèrent. Parmi eux se trouvait l'oncle Panayotis. Les naufragés restèrent deux jours sur un radeau avant d'être recueillis par un contre-torpilleur ennemi, peut-être celui qui arrivait derrière. C'est ainsi que l'oncle Panayotis parvint en Italie et fut enfermé dans un camp d'otages dans la région de Florence.

Pendant deux ans tante Lela resta sans nouvelles ; on le croyait noyé, elle avait mis des vêtements noirs et allait à l'église, le jour des morts, allumer un cierge à sa mémoire. Pendant ces deux années, son mari s'était débrouillé pour faire connaissance avec une Italienne, qui, un jour, lui donna des faux papiers et l'aida à s'évader. Les mauvaises langues disaient qu'il l'épousa en plus et qu'il eut un enfant d'elle, mais lui, quand il entendait ça, il se contentait de sourire. Quelle importance tout ça, du moment qu'il a réchappé, disait tante Lela. Et s'il avait un enfant en Italie, se serait-il tellement pressé de rentrer chez lui ?

En effet, à peine évadé du camp d'otages, il courut à la gare et monta dans le train pour Brindisi. Pendant le trajet cependant, il y eut un contrôle, ses papiers furent jugés suspects, et l'oncle Panayotis arrêté par les Allemands fut envoyé dans un camp de concentration en Pologne. De là on l'envoya en Russie, où il fait paraît-il un froid incroyable, et enfin il fut enfermé à Dachau.

La guerre était finie pour de bon quand il revint dans l'île, squelettique, méconnaissable, avec un numéro sur le bras droit et une boîte de café sous le gauche — un cadeau de ses libérateurs. Un tel café, c'était la première fois qu'on en voyait, et quand on apprit en ville que l'oncle Panayotis était arrivé, que tout le monde venait voir le phénomène, que tante Lela dans sa joie avait brûlé en pleine rue ses vêtements noirs, qu'elle avait appelé les voisines pour épouiller son mari parce que toute seule elle n'y suffisait pas, les gens posèrent plus de questions sur ce café que sur les aventures de l'oncle. C'était tellement étrange, on fait chauffer de l'eau, on jette une cuillerée de cette poudre noire et l'endroit est envahi par une douce odeur de café, on avait oublié ça, après tant d'années d'orge grillé, de pois chiches carbonisés. L'évêque en personne était venu goûter, et c'est à peine si tante Lela sauva quelques cuillerées pour y goûter, elle aussi.

SERGE BIHANNIC

NOUS n'apprîmes jamais ce qu'avaient vu les yeux de l'oncle Panayotis pendant toutes les années de sa captivité ; nous n'avions que des hypothèses — de plus en plus nombreuses. Les mauvaises langues disaient qu'il avait utilisé dieu sait quels moyens malhonnêtes pour sauver sa peau. Et lorsque, un beau jour, le maire eut l'idée de le décorer, pour avoir survécu, seuls parmi tant de malheureux qui avaient quitté leur patrie, en otages sur le bateau qui s'était fait torpiller, et que l'oncle Panayotis refusa une telle distinction sans donner d'explications, les mauvaises langues reprirent, s'il refusait c'est qu'il y avait quelque chose là-dessous, des remords, certains services louches qu'il avait dû rendre afin d'en réchapper. Ainsi donc nous n'apprîmes jamais ce qu'avaient vu ses yeux ; toujours il évitait de parler, même tante Lela n'était pas en mesure de satisfaire les curieux, elle qui racontait ce qui lui passait par la tête, embrouillant les événements et les années, si bien qu'à la fin la seule certitude c'était le squelette de l'histoire : le cheminement de l'oncle Panayotis d'un camp à l'autre camp.

Pourtant il avait dû en subir de rudes, car aussitôt dès son retour il se jeta dans des activités répréhensibles et condamnables : il se lia avec une femme mariée et avec une divorcée, se mit à jouer aux cartes et à travailler sans arrêt. Il ne tarda pas à gagner de l'argent grâce à de nouvelles affaires, mais l'argent lui filait des mains. Il le gaspillait avec ses amies, à faire la fête, le perdait aux cartes, et le reste aux dés. Et il y avait des jours où chez lui on avait faim. Dans l'intimité de la famille, tante Lela laissait exploser sa fureur, maudite soit l'heure où il était rentré, où il avait réchappé. Et quand l'oncle Panayotis à son retour la trouvait en larmes à murmurer, il souriait, disait des plaisanteries stupides, comme un enfant indiscipliné qui espère s'en tirer comme ça.

La grand-mère lui avait crié en pleine figure qu'elle ne pouvait plus le voir, il lui faisait mal au cœur, ses turpitudes nous avaient compromis aux yeux du monde. Et le grand-père lui avait écrit une lettre méprisante de plusieurs pages, comme quoi il craignait d'aller le voir, il craignait — avec ses crises d'urée — de ne pas supporter le choc et d'en mourir, or, il n'avait pas l'intention de mourir avant son heure à cause d'un type abject. Même lorsque le mari de son amie l'empoigna par le col, en plein midi sur la place, prêt à lui cracher dessus, un petit bonhomme bas sur pattes avec des grosses lunettes, la bouche sèche de colère, et sa langue qui faisait le tour de la bouche sans trouver de salive, là encore l'oncle Panayotis ne fit rien. Il sourit, prit la main de l'époux, la détacha de son col et poursuivit son chemin.

Ceux qui se souviennent de son sourire, ces années-là, le disent : ce rictus, qui passait pour un sourire, c'était bel et bien une grimace de haine. Derrière les actes de l'oncle Panayotis, concluent-ils, il n'y avait que de la haine, et pas la moindre trace d'innocence. Haine encore, disent-ils, que cet amour démesuré qu'il semblait vouer aux enfants, les siens et ceux des autres, qui ne le quittaient pas d'une semelle et se disputaient sa compagnie. D'autres, qui soutiennent que l'instinct de l'enfant est infaillible et que les enfants ne suivent jamais un adulte quand ils sentent au fond d'eux-mêmes qu'on ne les aime pas, d'autres donc disent que, c'est certain, il agissait dans la plus complète innocence, voulant ravaler ses peurs, effacer de sa pensée tout ce qu'avaient vu ses yeux.

Et quand peu à peu il commença à se plaindre de douleurs à l'estomac, personne n'y accorda beaucoup d'importance. Tante Lela lui dit que ça venait de ses excès et qu'il ferait bien de se reprendre, ses enfants terminaient l'école, il fallait qu'ils aillent à l'université, ils avaient besoin de lui, ça ne pouvait pas durer, les gens quand ils sortaient dans la rue qui les plaignaient d'avoir un tel père, tant d'années de débauche, d'immoralité, de gaspillage, d'ignominie, de barbarie, assez ! Il était grand temps de laisser tomber sa philosophie, qui n'avait qu'un seul but, jeter de la poudre aux yeux des gens et l'aider à faire le malin avec les femmes — un appât comme qui dirait pour attirer toutes ces bécasses dans ses filets. Il était grand temps de se raisonner, depuis le tremblement de terre la ville dépérissait, les gens partaient, c'était le moment de faire des économies, que tante Lela elle aussi puisse voyager jusqu'à la capitale, voir sa vieille mère qui avait beaucoup baissé, et en profiter pour s'acheter une petite robe, en province les magasins n'ont que des vieilleries, des choses inutiles et de mauvais goût. Et enfin, toute personne sensée qui ressent des douleurs à l'estomac va chez le médecin et s'occupe de guérir, au lieu de se plaindre. De nouveau l'oncle Panayotis souriait, il ne parlait plus de ses douleurs à présent, simplement il se mordait les lèvres et l'on pouvait ainsi se douter de quelque chose, malgré les mauvaises langues qui attribuaient cette morsure des lèvres à une anomalie psychique.

C'EST alors qu'il s'était mis à commander des livres à la capitale, à s'enfermer dans son magasin pour étudier ; il écrivait — les passants le remarquaient le soir, — c'est sur le « Coordonnateur » sans doute qu'il écrivait, des livres épais comme ça, sans photographies, avec des notes, des alinéas, des choses étrangères, quasi sataniques. Ainsi donc il quitterait ce monde avec la cervelle dérangée, il n'y avait pas de salut, pas d'amélioration possible, ses enfants ne lui témoignaient aucun respect, à peine s'ils échangeaient quelques mots avec lui, quand ils revenaient de la capitale pour les vacances, car ils avaient commencé l'université, son fils Nicolas s'apprêtait à partir pour Paris. Au lieu de s'occuper de son travail, l'oncle Panayotis s'était lancé dans des études occultes ; l'évêque lui avait fait savoir que s'il comptait poursuivre ses écrits sur le « Coordonnateur », lui n'hésiterait pas à l'excommunier, car c'était un péché, la preuve, l'incendie du tremblement de terre, qui avant toute chose avait dévoré les bureaux et l'imprimerie du journal, et il existe une justice divine et l'œil de Dieu voit tout. Les toiles d'araignées envahissaient le magasin, cela faisait mal au cœur de voir les marchandises sous la poussière, mortes, chacune à sa place d'où elle ne bougeait plus — à se demander comment il se trouvait des clients pour franchir le seuil.

Quant à tante Lela, elle en avait eu assez d'attendre, elle vivait dans la capitale, chez sa mère, chez ses sœurs, puis dans un appartement qu'elle avait pris après avoir vendu ses biens, les gens disaient qu'elle s'était trouvé un amant elle aussi, dans cette ville où personne ne se connaît, elle avait de l'allure encore. Certains n'hésitaient pas à dire de telles choses devant l'oncle Panayotis, exprès, pour qu'il explose, qu'il parle, qu'il cesse de mordre ses lèvres.

Et lorsque, enfin, il s'écroula dans la rue, et que les médecins à l'hôpital diagnostiquèrent une pancréatite, tante Lela et ses enfants étaient loin, l'hiver et la tempête empêchaient les communications, il mourut sans rien dire, seul, emportant avec lui tant de secrets, supprimant enfin tout ce qu'avaient vu ses yeux, délivrant le monde, par sa mort, des péchés du « Coordonnateur », et deux femmes — ses amies — apparurent à la porte, personne ne sait qui les avait prévenues, et lui fermèrent les yeux. Puis on le descendit dans la salle des morts, recouvert d'un drap, car maintenant ses lèvres tirées grimaçaient de façon insoutenable, et le croque-mort vint l'arranger, lui refaire une figure, pour éviter aux gens des propos, des impressions désagréables. Et il y eut un bel enterrement, tout le monde y alla dans ses beaux habits, on écrivit des nécrologies, après tant d'années certains se remirent à parler du « Coordonnateur » et ils déposèrent une demande pour créer une association portant le nom de l'oncle.

(Lire la suite page XIV.)

